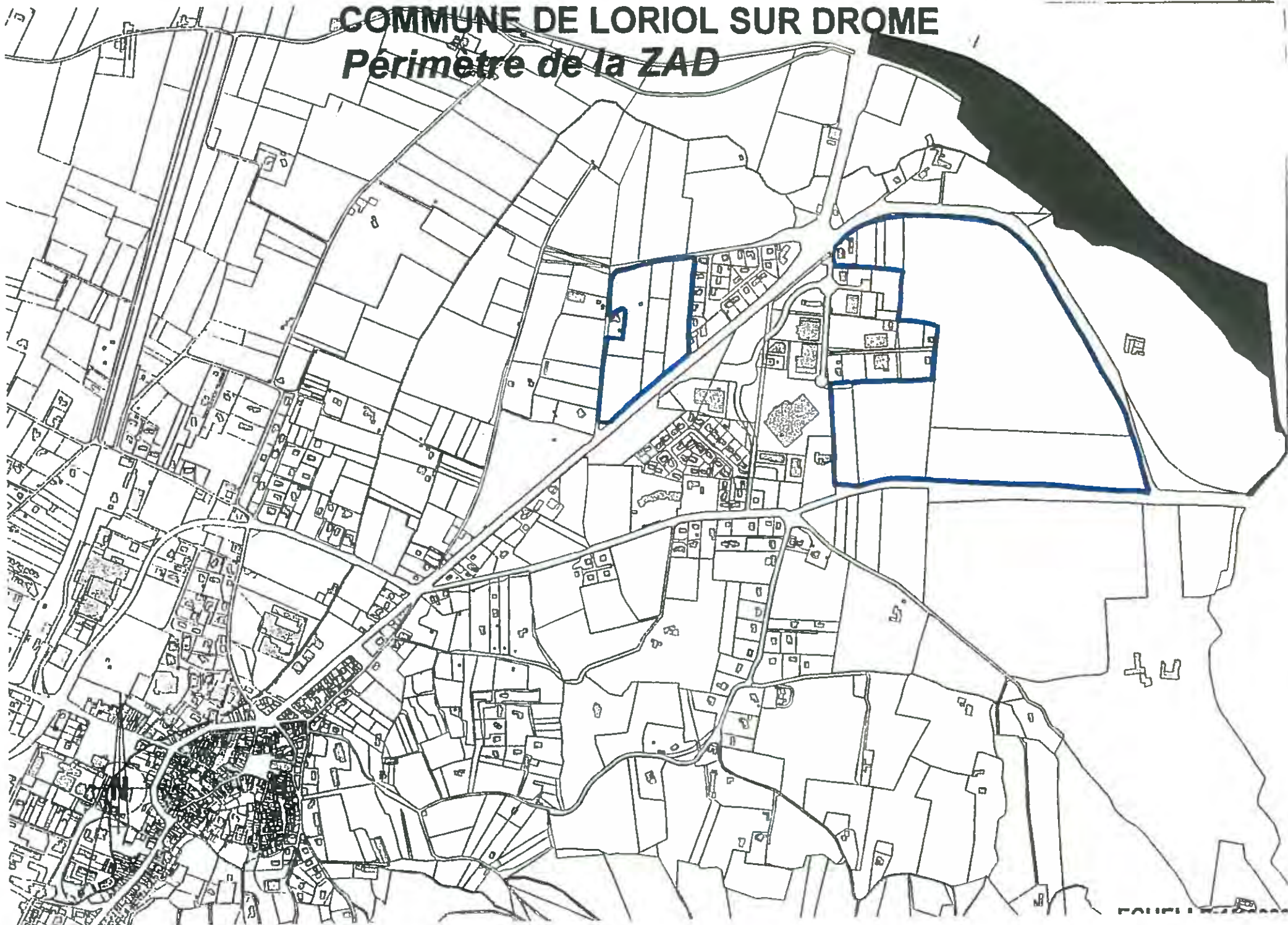


# COMMUNE DE LORIEL SUR DROME

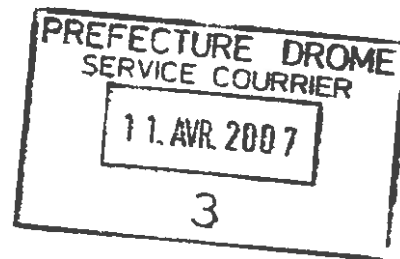
## *Périmètre de la ZAD*





# PERIMETRE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN





DEPARTEMENT DE LA DROME  
COMMUNE DE LORIOLE

Plan Local d'Urbanisme  
Annexes sanitaires

---

## **Annexes sanitaires**

---

### **1. Gestion – collecte et élimination des ordures ménagères**

---

La Communauté de Communes du Val de Drôme est composée de 35 communes et de 26.838 habitants (+ 8 % depuis 1990). Elle est en charge de la collecte et de l'élimination des ordures ménagères.

- Le nombre d'habitants collectés s'élève à 18.023.
- La fréquence est de 1 ramassage par semaine (2 passages en été).
- La Communauté de Communes du Val de Drôme dispose de véhicules spéciaux pour la collecte sélective. Chaque commune dispose d'au moins 1 point d'apport sélectif volontaire (en moyenne, 1 point pour 290 habitants).
- Il existe 5 déchetteries sur le territoire de la Communauté de Communes du Val de Drôme dont une sur Loriol.
- La collecte des encombrants se fait à Puy Saint Martin et une collecte est faite plusieurs fois par an pour les personnes qui ne peuvent pas se rendre à la déchetterie.
- La collecte des déchets non ménagers n'est pas assurée par la Communauté de Communes du Val de Drôme.
- Une campagne de communication et de sensibilisation est organisée chaque année auprès des populations, des écoles.
- Un centre d'enfouissement accueille les déchets ultimes à Chatuzange le Goubet. Il est géré par la Société ONYX (13.000 tonnes par an).
- Le verre est géré par la Société SOLOVER à Saint Romain le Puy (environ 900 tonnes par an).
- Les papiers et cartons issus des collectes sélectives sont emmenés au centre de tri de Portes les Valence (1.200 tonnes par an).
- Le coût de fonctionnement du service de collecte des ordures ménagères est d'environ 150.00 € par personne et par an.



## 2. L'assainissement des eaux usées

---

Une modification du schéma général d'assainissement a été menée en parallèle du PLU et présentée conjointement à celui-ci à l'enquête publique.

Cette modification a permis d'intégrer les territoires d'extensions de l'urbanisation dans le périmètre des zones assainies collectivement et de définir les modalités d'assainissement de ces secteurs.

La commune de Loriol confie à la SDEI la gestion de son réseau, la collecte et le transport des eaux usées. La Société SAUR s'occupe de la station d'épuration.

- 1.600 personnes bénéficient de ce service sur la commune.
- Le réseau de collecte s'allonge sur 31 kilomètres.
- La station d'épuration a été mise en service en 2001. Elle est située quartier Les Archepuis Est. Elle fonctionne sur le principe des boues activées à aération prolongée. Les effluents sont réceptionnés dans la Gueule. Elle présente une capacité de 12.000 équivalents habitants. Elle est utilisée à environ 35 %.

## 3. L'eau potable

---

- Le service est exploité en affermage et confié à la SDEI par la Communauté de Communes du Val de Drôme.
- Le nombre d'abonnés sur Loriol s'élève à 1.926 (données 2002).
- Les ressources principales sont les suivantes :
  - Puits en nappe souterraine de la Négociale, Reys de Saulce, les Roures, Teyssone.
  - Forage et captage de Val Brian et Juston.
- Le volume produit est de 1.384.988 m<sup>3</sup> (données 2002).



# Légende du réseau d'eau

- trouçon bas service
- trouçon moyen service
- trouçon haut service
- branchement
- trop-plein
- emprise d'ouvrage
- zone de protection
- appareil de mesure
- autre bouche
- bassin
- borne
- borne fontaine
- bouche à clef
- bouche de lavage
- bouche d'incendie
- brise-charge
- compteur
- décharge
- diaphragme
- exhaure
- poteau d'incendie
- refoulement
- régulateur de débit
- régulateur de pression
- répartiteur
- réservoir
- surpresseur
- traitement
- vanne
- vanne de surverse
- ventouse



PREFECTURE DRÔME  
SERVICE COURRIER  
11.04.2007  
3

Département de la Drôme  
Commune de LORIOL

RESEAU D'EAU

PLAN D'ENSEMBLE



Légende du réseau d'assainissement

- collecteur Eau Usée
- collecteur Eau Pluviale
- collecteur Unitaire
- branchement Eau Usée
- branchement Eau Pluviale
- branchement Unitaire
- avaloir
- bassin
- capteur
- clapet
- déversoir
- entrée d'eau pluviale
- exutoire
- fosse septique
- grille
- ouvrage de chasse
- pompage
- puits d'infiltration
- regard
- regard de branchement
- station d'épuration
- traitement physique
- vanne



Département de la Drôme  
Commune de LORIOL

PREFECTURE DRÔME  
SERVICE COURRIER  
11. AVR. 2007  
3

RESEAU D'ASSAINISSEMENT

PLAN D'ENSEMBLE

DESSINE PAR : GP  
Edition du 08/03/2004

VERIFIE PAR : SR

Echelle 1/5000



Département de la Drôme  
**COMMUNE DE LORIOLE SUR DROME**



**REEXAMEN DU  
SCHEMA COMMUNAL D'ASSAINISSEMENT**

**Phase 3 : Synthèse – Schéma Directeur d'Assainissement**

**Zonage d'assainissement collectif / non collectif**

**Rapport réalisé en novembre 2005**

**Edition finale en février 2007 après l'enquête publique**



**STRUCTURES ETUDES DIAGNOSTICS INGENIERIE CONSEIL – EURL AU CAPITAL DE 10 000.00 EUROS**

**SIEGE SOCIAL 16, AV. DE VERDUN – 69630 CHAPONOST / TEL. 04 78 45 12 81 – FAX 04 78 45 19 77**

**443 714 894 RCS LYON – NAF : 742C – SIRET : 443 714 894 00013**

## SOMMAIRE

<b>1 . INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
1.1 Contexte de l'étude.....	3
1.2 Rappel de la réglementation .....	4
<b>2 . SYNTHÈSE DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
2.1 Le contexte général de la commune .....	5
2.1.1 Caractéristiques générales.....	5
2.1.2 Etat de l'assainissement collectif existant.....	7
2.1.3 Etat de l'assainissement non collectif existant .....	8
2.2 Les scénarii d'assainissement étudiés .....	9
2.2.1 L'assainissement non collectif .....	9
2.2.2 L'assainissement collectif.....	11
2.3 Les zones sensibles aux ruissellements pluviaux .....	14
<b>3 . LE PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT RETENU PAR LA MUNICIPALITE.....</b>	<b>15</b>
3.1 Les choix de la municipalité de LORIOLE .....	15
3.2 L'impact sur le prix de l'eau .....	17
3.3 Le projet de zonage d'assainissement de LORIOLE.....	19
3.3.1 Rappel réglementaire.....	19
3.3.2 Les différentes zones cartographiées au plan de zonage .....	19

# 1. INTRODUCTION

## 1.1 Contexte de l'étude

La commune de **LORIOL** a réalisé un **Schéma Communal d'Assainissement** en 1996/1997. Afin de répondre aux exigences réglementaires, elle a notamment engagé la construction d'une nouvelle station d'épuration d'une capacité de 12 000 EH (Equivalents Habitants), principale opération d'assainissement de ces dernières années. La station est aujourd'hui en service.

Aujourd'hui, elle élabore, avec le cabinet d'études Thiebault, son **Plan Local d'Urbanisme**. Ce dernier prévoit notamment une extension de l'urbanisation en périphérie de la Z.A. de Champgrand, des quartiers Crozes, St Pierre, L'Haye, secteurs non desservis par le réseau d'assainissement collectif.

La commune a donc confié au bureau d'études STRUCTURES ETUDES DIAGNOSTICS Ingénierie Conseils une mission pour réaliser le réexamen du Schéma Communal d'Assainissement. L'objectif demandé était le suivant :

- actualiser les principales données depuis 1997 (démographie, habitat, état de l'assainissement sur la commune) ;
- comparer les scénarii d'assainissement collectif et non collectif sur les secteurs des Crozes, St Pierre, l'Haye et Champgrand ;
- établir le plan de zonage « assainissement collectif – assainissement non collectif » en cohérence avec le P.L.U.

Ce rapport constitue le **projet de zonage d'assainissement collectif / non collectif** de la commune de **LORIOL**, qui sera soumis à enquête publique. Il est composé :

- D'un mémoire explicatif reprenant les points clefs du réexamen du Schéma Communal d'Assainissement, et justifiant les choix de la municipalité ayant conduit à ce projet de zonage ;
- D'un plan de zonage d'assainissement à l'échelle 1 / 7 500<sup>ème</sup>, joint en annexe 1.



## 1.2 Rappel de la réglementation

La directive européenne du 21 Mai 1991, reprise en droit français par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et son décret d'application du 3 juin 1994, prévoit une obligation générale d'assainissement sur l'ensemble du territoire avant le 31 décembre 2005, afin d'assurer la sauvegarde des milieux naturels et de la ressource en eau.

Ce cadre réglementaire oblige les communes à mettre en place un zonage de l'assainissement collectif et non collectif (article 35 de la loi sur l'eau) :

- En zone d'assainissement collectif, la commune « est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ». Elle prend en charge les dépenses de réalisation et de fonctionnement des équipements publics correspondants, dépenses qu'elle répercute aux abonnés raccordés par le paiement d'une redevance imputée sur la facture d'eau. La commune est responsable en cas de mauvais fonctionnement de ses équipements ;
- En zone d'assainissement non collectif, la commune est « seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien ». Les dépenses de réalisation et de fonctionnement des équipements privés sont prises en charge par le particulier, responsable en cas de pollution. La commune (ou le Service Public d'Assainissement Non Collectif) est tenue d'assurer le contrôle des installations, dépense qu'elle répercute aux abonnés non raccordés par le paiement d'une redevance imputée sur la facture d'eau. Elle peut également proposer aux particuliers la prise en charge de l'entretien des installations.

Les communes sont également responsables des eaux pluviales, tant en terme de sécurité (lutte contre les inondations) qu'en terme de pollution (des eaux superficielles ou souterraines). Le document de zonage mentionne les zones sensibles à ces risques.

Une seconde directive européenne du 23 octobre 2000 a été transcrite en droit français par la loi du 21 avril 2004. Elle vise un objectif général de bon état des différents types de milieux aquatiques sur tout le territoire européen pour 2015. Le futur SDAGE à adopter pour 2009 fixera les objectifs à atteindre à l'échelle de chaque bassin versant hydrographique, en l'occurrence le bassin Rhône et côtiers méditerranéens pour ce qui concerne LORIOL.

## 2. SYNTHÈSE DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

### 2.1 Le contexte général de la commune

Il permet de connaître :

- les caractéristiques générales de la commune de LORIOLE (population, urbanisme, activités, réseau hydrographique, captages d'eau potable, zones inondables, zones protégées ...);
- le fonctionnement de l'assainissement sur le territoire communal, en zone d'assainissement collectif et zone d'assainissement non collectif.

#### 2.1.1 Caractéristiques générales

Le tableau suivant présente la mise à jour des principales données du Schéma Communal d'Assainissement de 1997.

**Tableau 2-a : synthèse du contexte général de la commune**

Donnée recherchée	Remarque
Situation administrative	Département de la Drôme Superficie du territoire : 2 866 ha
Population	5779 habitants au recensement de 2004 (5609 en 1990)
Habitat	2452 résidences au recensement de 2004, dont 2237 résidences principales (90 % du parc de logement) Taille moyenne des ménages : 2.6 personnes par logement
Urbanisme	Plan Local d'Urbanisme en cours de réalisation. Les principales orientations concernent : - Le développement démographique : essentiellement aux

	<p>quartiers Crozes et St Pierre (prévision de 255 logements)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le développement économique : zone de Champgrand (20 à 25 ha) et zone de Crozes (15 ha)</li> <li>- Protection du patrimoine de la commune, agricole (60 agriculteurs) et naturel (berges de la Drôme et du Rhône classées en ZNIEFF)</li> </ul>
Géologie et hydrogéologie	<p>Nous distinguons trois formations principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Alluvions dans la plaine du Rhône (nappe phréatique profonde de 1 à 2 m en plaine)</li> <li>- Cailloutis de piedmont et loess au pied des coteaux (nappe captive)</li> <li>- Marnes et calcaires de l'Hauterivien dans les coteaux (nappe captive)</li> </ul>
Les eaux de surface	<p>Ecoulements principaux : le Rhône et son contre-canal, la Drôme, ruisseau de la Gueule, canal des Moulins, le ruisseau de Vaucourte (non pérenne)</p> <p>Le ruisseau de la Gueule est l'exutoire de la station d'épuration. L'objectif de qualité du ruisseau est la classe bleue (ancienne 1A)</p>
Les zones particulières	<p>Zones sensibles aux pollutions : sans objet</p> <p>Milieus naturels protégés : 1 réserve naturelle, 3 ZNIEFF de type 1, 2 ZNIEFF de type 2, 1 ZICO, 4 zones NATURA 2000, 1 SAGE</p> <p>Zones inondables : terrains en rive gauche du Rhône recensés au Plan des surfaces submersibles (voir limite au plan en annexe 1)</p> <p>Zones sensibles aux ruissellements pluviaux : zones urbaines au niveau de l'écoulement de Vaucourte, en aval du fossé de la RD104 quartier des Crozes, et quartier le Tournol le long de la RN 7 (études hydrauliques en cours avec propositions d'aménagements), lotissement Le Peyrou, rue J. de la Fontaine</p> <p>Captage d'eau potable public communal : captage de La Négociale en plaine, captages de Signols dans les coteaux (hors service)</p>
Consommation en eau potable en 2004	<p>1635 abonnés au réseau d'eau potable communal</p> <p>1 537 abonnés raccordés au réseau d'assainissement collectif : 235 702 m3 collectés et 228 003 m3 facturés</p> <p>722 abonnés environ avec un assainissement non collectif (raccordés ou non au réseau AEP)</p>



## 2.1.2 Etat de l'assainissement collectif existant

Les principales caractéristiques du système d'assainissement collectif communal sont rappelées par le tableau suivant (extrait du compte rendu d'activité de l'exploitant SDEI exercice 2004 )

**Tableau 2-b : caractéristiques principales du système d'assainissement collectif de LORIOL en 2004**

<b>Le réseau de collecte des eaux usées</b>	
- réseau communal de type séparatif, du diamètre Ø 150 à 400 mm, en PVC ou amianté ciment	
- 31.72 km de réseaux eaux usées (dont 0.14 km de conduites de refoulement – réseau d'eaux pluviales non géré par le délégataire)	
- ouvrages particuliers :	
○ 3 postes de relèvements	
○ 1 déversoir d'orage	
○ 500 regards environ	
○ 1 siphon	
- 1537 abonnés raccordés au réseau (usagers municipaux, domestiques, collectifs, industriels), 235 702 m <sup>3</sup> collectés dont 228 003 m <sup>3</sup> facturés soit 148 m <sup>3</sup> /an/abonné	
- 1485 abonnés domestiques, 185 795 m <sup>3</sup> facturés soit 125 m <sup>3</sup> /an/abonné domestique	
<b>Le traitement des eaux usées</b>	
- station d'épuration communale de type boues activées mise en service en 2001	
- capacité de 12 000 EH (en 2004, à 31 % de sa capacité en charge polluante moyenne , à 68 % en charge hydraulique moyenne)	
- exploitation assurée par la SDEI depuis 2005	

A partir des informations de l'exploitant et de la commune, le fonctionnement du réseau d'assainissement semble satisfaisant par temps sec, moins par temps de pluie.

En effet, lors des violents orages, une partie des eaux de ruissellement qui ne sont pas absorbées par le réseau pluvial s'introduisent dans le réseau d'eaux usées et provoquent :

- des dysfonctionnements sur le réseau de collecte (mise en charge) ;
- des surcharges hydrauliques à la station d'épuration (exemple : 655 m<sup>3</sup>/j le 28 septembre 2005 par temps sec, 1586 m<sup>3</sup>/j le 08 septembre 2005 pour une pluie de 13 mm).

Le réseau est de type séparatif, et ne devrait recevoir que des eaux usées.

Ces connexions d'eaux pluviales sur le réseau d'eaux usées proviennent en partie de branchements non-conformes chez les particuliers (identifiés lors de tests à la fumée). Ceux-ci ont reçu un courrier pour se mettre en conformité.

Parallèlement, la commune a engagé plusieurs études hydrauliques visant à maîtriser les écoulements d'eaux pluviales lors des violents orages (rue de Vancourte, fossé de la RD104, quartier des Crozes, canal des Moulins, ruisseau de la Gueule, quartier Terre Glaise). Elle devra néanmoins rechercher l'origine de ces dysfonctionnements, qui ne peuvent être expliqués par quelques inversions de branchement chez les particuliers.

### 2.1.3 Etat de l'assainissement non collectif existant

L'assainissement non collectif désigne « tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement » (article 1 de l'arrêté du 24 décembre 2003 modifiant l'arrêté du 6 mai 1996). Il est donc fait implicitement référence à une maîtrise d'ouvrage privée de ces dispositifs, qu'ils soient individuels ou regroupés à l'échelle de plusieurs habitations.

Le schéma d'une installation d'assainissement non collectif est représenté par la figure 2 a page suivante.

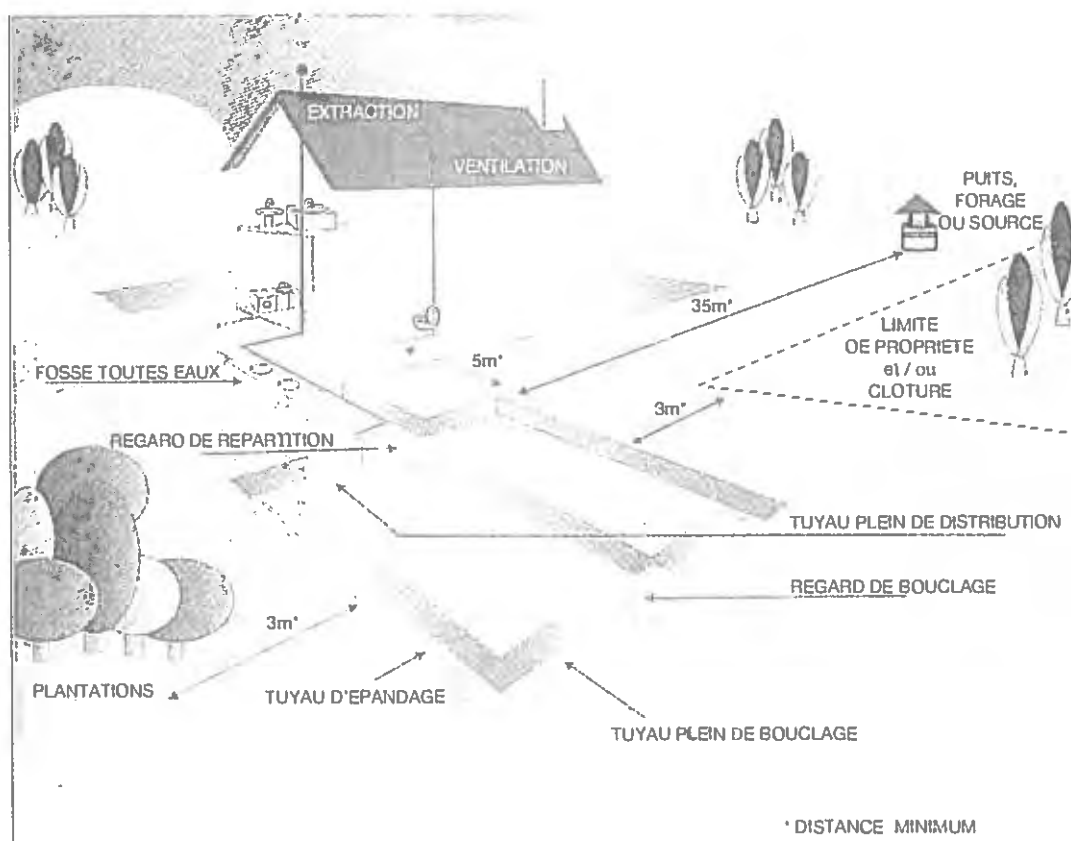
Sur LORIOU, l'assainissement non collectif concernerait environ 456 foyers d'après les relevés de consommation d'eau en 2004.

Si nous rajoutons les habitations en plaine non raccordées au réseau public d'eau potable (estimation de 149 foyers fournie par la mairie), 605 foyers seraient équipés d'une installation d'assainissement non collectif.

**L'enquête réalisée en 1996 a montré que 40 à 50 % des installations seraient équipées d'un champ d'épandage assurant le traitement des eaux usées en sortie de fosse septique, filière conforme à la réglementation actuelle. Ce résultat est probablement optimiste.**

Le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif sera assuré par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Val de Drôme à partir du 01 janvier 2006. Les priorités seront données aux installations neuves et aux « points noirs » en cas de pollution ou d'insalubrité publique.

Figure 2-a : schéma d'une installation d'assainissement non collectif (source : L'assainissement non Collectif – service Gestion de l'Eau du Conseil Général de la Drôme)



## 2.2 Les scénarii d'assainissement étudiés

### 2.2.1 L'assainissement non collectif

#### Préambule

« Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement » (article L.33 du Code de la Santé Publique).



La responsabilité de la **délimitation d'une zone d'assainissement non collectif** revient à la commune (article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales). Elle y est tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et si elle le décide, leur entretien.

### L'aptitude des sols à LORIOLE

Le bon fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif dépend en partie de la nature du sol supportant le dispositif d'épandage.

Plusieurs sondages ont ainsi été réalisés en 1997 lors de la réalisation du Schéma Communal d'Assainissement, et plus particulièrement sur certaines zones constructibles (classées NB) non desservies par l'assainissement collectif à l'époque.

La nature des sols est variable :

- Limons jaunes bruns aux Crozes, perméabilité mesurée à 20 mm/h : tranchées filtrantes de 60 m préconisées ;
- Graviers argileux peu épais sur le rocher à l'Haye : terte filtrant de 25 m<sup>2</sup> préconisé ;
- Limons et loess à St Pierre, perméabilité mesurée à 40 mm/h : tranchées filtrantes de 60 à 100 m ou terte filtrant de 25 m<sup>2</sup> préconisés.

Le coût moyen de l'assainissement non collectif varie de 4 000 € HT pour une filière de type tranchées filtrantes à 6 000 € HT pour une filière de type terte filtrant.

Le coût d'exploitation est de l'ordre de 80 € par an (source : étude Agence de l'Eau Seine Normandie).

Le schéma type des filières préconisées est présenté en annexe 2.

**Note importante :** rappelons que l'objectif d'une carte de sols est de définir si l'aptitude du sol à l'assainissement non collectif est bonne, moyenne ou médiocre. La filière préconisée est valable uniquement au droit de la parcelle où le sondage est réalisé. Elle est donnée à titre indicatif sur les autres parcelles où il n'y a pas de sondages. N'oublions pas que l'objectif général de l'étude est de comparer l'assainissement collectif à l'assainissement non collectif, et non pas de définir la filière à mettre en place pour les futures demandes de permis de construire !

### Relation avec le PLU en cours d'élaboration

**D'un point de vue technique, la nature et la perméabilité de ces terrains sont peu favorables avec une urbanisation « semi-agglomérée » de type lotissement.**

## **2.2.2 L'assainissement collectif**

Les scénarii d'assainissement collectif étudiés dans le cadre du réexamen de l'étude concernent des travaux d'extension du réseau d'assainissement collectif vers les nouvelles zones constructibles du PLU : Z.A. de Champgrand, ZA des Crozes et quartier St Pierre.

Afin d'orienter le choix des élus sur le mode d'assainissement pour ces nouvelles zones, nous avons comparé l'assainissement collectif et non collectif d'un point de vue :

- Financier : tableau 2c ;
- Technique : tableau 2d.

**D'un point de vue financier**, le tableau 2c montre que le coût de l'assainissement collectif par habitation (hors traitement des eaux usées) :

- est proche de celui de l'ANC (4 000 à 6 000 € par maison) pour les zones d'habitat « dense » telles que Crozes Sud, Clos Chauvin, l'Haye, Les Combes, Sarrevin et Riboulin (varie de 3 400 à 5 700 € par maison) ;
- est supérieur à celui de l'ANC pour les secteurs nécessitant un linéaire de collecteur élevé par rapport au nombre d'habitations raccordées, tels que St Pierre Est, St Pierre Sud, Signols et Puy Petit (8 500 à 9 500€ par maison environ).

Cette comparaison est légèrement faussée par le fait qu'on ne prend pas en compte le coût du traitement des eaux usées dans le scénario d'assainissement collectif.

**D'un point de vue technique**, le tableau 2d montre les avantages et inconvénients des deux modes d'assainissement.

**Pour cette densité d'urbanisation, l'assainissement collectif est préférable afin de s'affranchir des problèmes de fonctionnement des installations autonomes et des conflits de voisinage. De plus, le réseau d'assainissement collectif est proche et la station d'épuration est correctement dimensionnée.**

En effet, la station d'épuration a une capacité de traitement de 12 000 EH, à 40 % de charge environ aujourd'hui. La pollution domestique supplémentaire collectée dans les zones d'habitat représente 1500 EH (480 maisons à 3 personnes par logement environ). La pollution industrielle n'est pas prévisible car elle est fonction du type d'activité, elle sera maîtrisée par la commune suivant la demande afin de pas saturer trop rapidement la station.

Tableau 2-c : synthèse financière des travaux d'extension du réseau collectif et comparaison avec l'assainissement non collectif

Mode d'assainissement	Nombre d'habitations concernées <sup>(1)</sup>	Coût d'investissement en € HT - voir annexe 1 pour le détail <sup>(2)</sup>		Coût d'exploitation annuel en € HT <sup>(3)</sup>	
		coût total	par habitation <sup>(4)</sup>	coût total	par habitation <sup>(4)</sup>
A. Non Collectif (ANC)	1	4 000 à 6 000 € par habitation nouvelle suivant le type de filières		80 € par habitation environ (source Agence de l'Eau Seine Normandie)	
Assainissement Collectif Crozes Sud	103	383 202	3 720	2 595	25
Assainissement Collectif St Pierre Est	17	145 424	8 551	1 348	79
Assainissement Collectif Clos Chauvin	100	340 258	3 403	2 801	28
Assainissement Collectif St Pierre Sud	13	111 020	8 540	1 103	85
Assainissement Collectif L'Haye	36	207 888	5 775	1 754	49
Assainissement Collectif Terre Glaise (vocation industrielle)	?	170 000	?	1 730	?
Assainissement Collectif Champgrand Nord et Crozes Nord (vocation industrielle)	?	zones raccordables au réseau existant situé à proximité - desserte de chaque zone suivant le plan d'aménagement envisagé (voir CCVD)			
Assainissement Collectif Les Combes	110	540 826	4 917	4 520	41
Assainissement Collectif Sarrevin Riboulin	47	245 220	5 217	2 103	45
Assainissement Collectif Signols Puy Petit	52	495 930	9 537	4 291	83
TOTAL	478	2 426 071	5 075	22 246	-

(1) nombre d'habitations : 478 maisons au total, maisons existantes et futures confondues

(2) coût total de l'opération en noir : réseau principal sous domaine public + réseau secondaire sous domaine privé à la charge de l'aménageur. En bleu, coût à la charge de la commune et/ou de l'aménageur après attribution des subventions

(3) pour l'exploitation de la totalité du réseau, principal et secondaire

(4) le coût est réalisé par habitation, ne prenant pas en compte les établissements de type "industriel" (projets de développement inconnus)

**Tableau 2-d : comparaison technique entre les modes d'assainissement collectif et non collectif**

Mode d'assainissement	Avantages	Inconvénients
<b>A. Non Collectif (ANC)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas d'investissements pour la collectivité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Filière complexe à mettre en œuvre pour le particulier si les sols sont inaptes à l'épandage naturel en tranchées (cas du filtre à sable non drainé)</li> <li>- Travaux de réhabilitation/construction à la charge du particulier, qui ne garantit pas une réalisation rapide et un entretien régulier</li> <li>- Urbanisation interdite si sols inaptes (cas du filtre à sable drainé)</li> </ul>
<b>A. Collectif (AC)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Résolution des contraintes techniques de l'ANC</li> <li>- Réseau d'assainissement existant proche</li> <li>- Maîtrise d'Ouvrage communale des travaux, garantissant leur réalisation et l'entretien des ouvrages</li> <li>- Extension de l'urbanisation possible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas d'inconvénients pour ce type d'urbanisation, station d'épuration bien dimensionnée à l'aval</li> </ul>

## 2.3 Les zones sensibles aux ruissellements pluviaux

En plus de la délimitation des zones relevant de l'assainissement non collectif et de l'assainissement collectif, la commune doit délimiter (article L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales) :

- *« Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- *Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».*

Plusieurs zones sensibles aux ruissellements d'eaux pluviales sont signalées sur la commune. Des bassins de rétention d'eaux pluviales ont déjà été créés pour limiter les risques de ruissellement en zone urbanisée : bassin des Crozes, bassin du quartier Marnas Nord (école Jules Ferry).

Des études hydrauliques sont en cours sur d'autres bassins versants, afin de connaître plus précisément les risques encourus. Plusieurs bassins de rétention sont ainsi prévus sur le territoire communal : 3 bassins au niveau du bassin versant de Vaucourte, 1 le long de la rue de l'Arbalestier, 1 le long de la déviation de la RN 7, quartier La Maladière.

**Les projets d'urbanisation, placés en amont immédiat de ces secteurs sensibles aux ruissellements pluviaux, ne devront pas aggraver la situation existante (débits de fuite avant imperméabilisation = débit de fuite après imperméabilisation par exemple). Des mesures spécifiques seront prises pour la gestion des eaux pluviales sur les zones constructibles, en privilégiant les techniques alternatives au « tout-tuyau » et l'infiltration des eaux pluviales dans le sol (noues, fossés, toitures végétalisées ...).**

**Pour les cas particuliers des lotissements, l'aménagement des lots et voiries doit être pensé dès la conception du projet. Ils doivent gérer le risque de ruissellement par une conception appropriée des espaces publics : trottoirs, chaussées, parkings, espaces verts, terrains de sport sont agencés et dimensionnés pour écouler et stocker l'eau des averses exceptionnelles qui saturent les réseaux d'assainissement pluvial.**

### 3. LE PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT RETENU PAR LA MUNICIPALITE

#### 3.1 Les choix de la municipalité de LORIOLE

Le réexamen du Schéma Communal d'Assainissement a permis de comparer les solutions d'assainissement collectif et non collectif sur les principales zones constructibles et non étudiées du PLU : Crozes, St Pierre, l'Haye et Champgrand.

**Après réflexion, la municipalité a retenu le mode d'assainissement collectif pour la quasi-totalité des zones étudiées. Le scénario d'assainissement collectif pour la zone Crozes Sud ne sera pas réalisé.**

**De plus, l'assainissement non collectif est peu compatible avec une densité d'urbanisation de type lotissement (sols d'aptitude moyenne  $\Rightarrow$  risques de colmatage des drains).**

L'ordre de priorité retenu pour les travaux d'extension du réseau d'assainissement est le suivant :

- Priorité n°1 : extrémité de la rue Buffon ;
- Priorité n°2 : quartiers St Pierre secteurs Est et Sud, quartier Clos Chauvin, quartier de l'Haye ;
- Priorité n°3 : zone artisanale de Champgrand et Crozes ;
- Priorité n°4 : Zones Les Combes, Signols et Colin Nord, Signols et Colin Sud, Puy Petit, Riboulin, Sarrevin / Les Combes Est ;
- Priorité n°5 : Zone du Claud ;
- Priorité n°6 : Zone de Fontenille, zone quartier Dauphin (ou Chemin des Anes) ;

L'ordre de priorité indiqué par la municipalité pourra être modifié suivant les demandes de développement pour chaque zone constructible.



Rappelons un extrait de la Circulaire 22 mai 1997 : « ...Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L. 332-6-1 du code de l'urbanisme. »

Le tableau suivant indique le nombre d'habitations raccordables et les coûts d'investissement et d'exploitation correspondants.

**Tableau 3-a : coûts des extensions de réseaux pour desservir les zones d'assainissement collectif futures**

Zone desservie	Nombre d'habitations raccordables		Coût en € HT		Priorité
	existantes	futures	investissement	exploitation	
Rue Buffon	extension comprise dans zone Les Combes				1
ZA Champgrand / Crozes	?	?	141 500	1 730	3
St Pierre Est et Sud / Clos Chauvin / L'Haye	31	135	772 108	7 006	2
Le Claud <sup>(1)</sup>	22	18	282 000	non renseigné	5
Chemin des Anes (quartier Dauphins) <sup>(1)</sup>	3	3	20 000	non renseigné	6
Fontenille <sup>(1)</sup>	1	34	84 000	non renseigné	6
Les Combes / Sarrevin et Riboulin / Signols et Puy Petit	94	115	1 134 313	10 915	4
<b>TOTAL</b>	<b>151</b>	<b>305</b>	<b>2 436 921</b>	<b>19 651</b>	

(1) voir coût d'investissement étude SGA 1997, le nombre d'habitations est estimé par SEDIC

Pour desservir les zones d'urbanisation inscrites en zone d'assainissement collectif, le coût d'investissement est évalué à 2 436 921 €HT pour raccorder environ 456 maisons (151 maisons existantes et 305 maisons futures environ).

Ce coût comprend les réseaux sous le domaine public qui seront financés par la collectivité (investissements répercutés sur la facture d'eau des abonnés en zone d'assainissement collectif), ainsi que les réseaux sous le domaine privé en zone d'habitat qui seront financés par les aménageurs (investissements répercutés sur la vente des terrains en théorie). L'impact sur le prix de l'eau calculé page suivante est donc légèrement surestimé puisque les deux types de réseaux sont confondus.

Les réseaux de desserte des zones d'activités de Champgrand et Crozes ne sont pas intégrés dans cette estimation financière (les projets d'aménagement, gérés par la Communauté de Communes du Val de Drôme, ne sont pas connus à ce jour). Les volumes rejetés par les futures entreprises ne sont également pas intégrés dans la situation future.

### 3.2 L'impact sur le prix de l'eau

Les investissements engagés par la collectivité pour financer les scénarii d'assainissement retenus seront répercutés sur le prix de l'eau des abonnés raccordés au réseau d'assainissement.

L'impact sur le prix de l'eau est donc calculé avec les hypothèses suivantes :

- 1537 abonnés en situation actuelle (usagers municipaux, domestiques, collectifs, industriels) en zone d'assainissement collectif existant, 228 003 m<sup>3</sup> facturés ;
- 1993 abonnés en situation future (1537 + 456 = 1993) en intégrant les zones d'assainissement collectif projeté, prévision de 285 378 m<sup>3</sup> facturés sur la base de 125 m<sup>3</sup>/an/abonné domestique ;
- taxe de branchement de 550 € HT demandée aux 305 nouveaux abonnés raccordés (maisons individuelles à bâtir) ;
- emprunt sur 20 ans de la somme nécessaire (taux fixe à 5 %, pas d'apport de la commune, budget équilibré en recettes et en dépenses).

Ces opérations d'extensions du réseau génèrent, en théorie, un surcoût du prix de l'eau estimé à 0.89 € HT / m<sup>3</sup> assaini.

**Tableau 3-b : impact sur le prix de l'eau du programme retenu par la municipalité**

<b>Travaux concernés :</b>	
voir programme retenu par la commune - extension du réseau pour raccorder 459 maisons (dont 305 futures environ)	
<b>Coût d'investissement :</b>	
Part communale réseaux	2 436 921 € HT
Participation pour raccordement à l'égout <sup>(1)</sup>	134 810 € HT
Autofinancement <sup>(2)</sup>	0 € HT
Calcul de l'annuité <sup>(3)</sup>	184 727 € HT
<b>Coût de fonctionnement :</b>	
Coût d'exploitation	19 651 € HT / an
Amortissement du réseau - sur 50 ans	48 738 € HT / an
Total Fonctionnement	68 389 € HT / an
<b>Total investissement + fonctionnement :</b>	
Coût total	253 117 € HT / an
<b>Incidence sur la facture d'eau au m<sup>3</sup> d'eau consommé</b>	
Volume d'eau facturés en 2004 <sup>(4)</sup>	228003 m <sup>3</sup>
Volume d'eau facturés en situation future <sup>(5)</sup>	285003 m <sup>3</sup>
Surcoût au m <sup>3</sup>	0.89 € HT / m <sup>3</sup>

(1) prise à 550 € TTC par branchement neuf, soit 442 € HT environ

(2) hypothèse sans auto-financement

(3) emprunt sur 20 ans à 5% d'intérêts

(4) donnée exercice 2004 de l'exploitant

(5) sur la base de 125 m<sup>3</sup>/an/abonné domestique, consommation de l'année 2004

### 3.3 Le projet de zonage d'assainissement de LORIOLE

#### 3.3.1 Rappel réglementaire

Le zonage d'assainissement délimite (extrait de l'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992) :

- « les zones d'assainissement collectif où la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ;
- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement, lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

#### 3.3.2 Les différentes zones cartographiées au plan de zonage

Le plan présenté en annexe I indique les zones suivantes :

##### A / les zones d'assainissement collectif

↳ où le citoyen est obligé de raccorder son immeuble ou son habitation au réseau d'assainissement dans un délai de 2 ans (article L. 33 du Code de la Santé Publique). La commune de LORIOLE prend en charge les dépenses d'investissement et de fonctionnement des réseaux et de la station d'épuration

Nous pouvons distinguer :

- les zones d'assainissement collectif existantes, déjà desservies par le réseau ;
- les zones d'assainissement collectif futures, non desservies à ce jour : situées en périphérie, ces quartiers seront équipés suivant les demandes de construction.

## **B / les zones d'assainissement non collectif**

↳ où le citoyen doit avoir une installation conforme à la réglementation. Les dépenses d'entretien sont à sa charge. La commune est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elle le décide, leur entretien

*Il s'agit des secteurs trop éloignés du réseau, présentant un habitat diffus et qui rentrent dans les critères de délimitation définis par l'article 2 du 3 juin 1994 « peuvent être placées en zone d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif ».*

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) contrôlera les installations autonomes du territoire communal à partir du 01 janvier 2006. Les installations non-conformes posant un problème de salubrité publique devront être réhabilitées. Les propriétaires, via le Centre d'Amélioration du Logement, pourront bénéficier jusqu'à 50 % de subventions pour la réhabilitation de leurs dispositifs (subventions définies par le 8<sup>ème</sup> programme de l'Agence de l'Eau).

## **C / Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement**

Sur les zones citées ci-dessous, les eaux pluviales seront maîtrisées en terme de débit, en privilégiant les techniques alternatives.

Elles seront éventuellement maîtrisées en terme de pollution si le projet d'aménagement risque de nuire au milieu récepteur (parkings pour les zones artisanales, aires de lavage ...).

Les zones concernées sont :

- à vocation d'habitat de St Pierre, L'Haye, Combes, Signols et Colin Nord et Sud, Puy Petit, Riboulin, zones dominant les secteurs sensibles aux ruissellements d'eaux pluviales ;
- à vocation artisanale (ZA Champgrand, ZA des Crozes), où la densité des surfaces imperméabilisées est forte.

**D / Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement**

Il s'agit de zones existantes ou projetées pour l'emplacement de bassins de stockage des eaux pluviales.



## ANNEXES

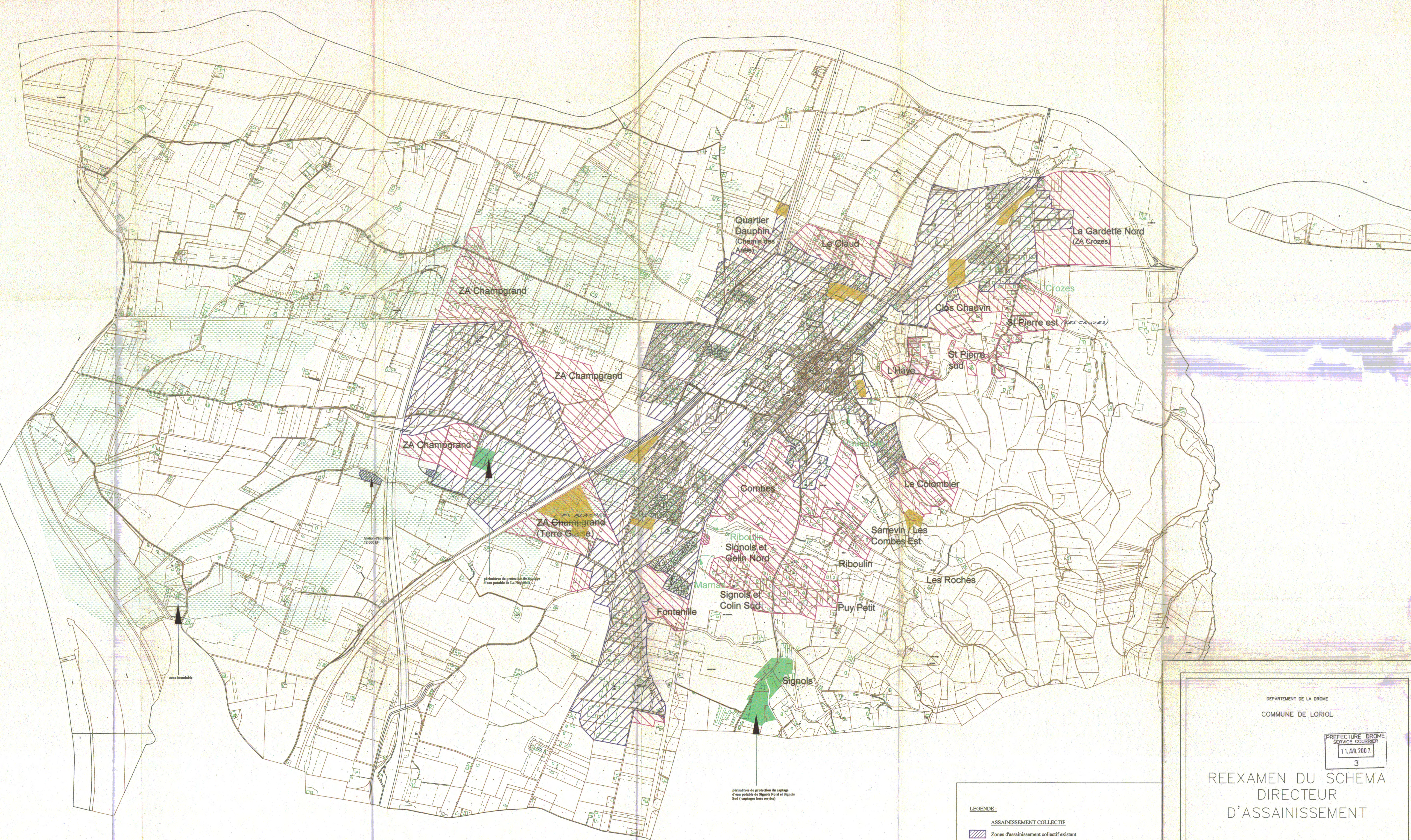
---

- **ANNEXE 1 :** PLAN DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT  
DE LORIOLE
- **ANNEXE 2 :** SCHEMA DES DIFFERENTES FILIERES  
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF A ADOPTER  
SUIVANT LA NATURE DU SOL

**ANNEXE 1**

**PLAN DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LORJOL**





0 1 000 m

- LEGENDE :**
- ASSAINISSEMENT COLLECTIF**
- Zones d'assainissement collectif existant
  - Zones d'assainissement collectif futur
- ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (pas de zones concernées sur le plan)**
- Zones d'assainissement non collectif avec sol en place + infiltration (type tranchées d'épandage) : secteur de Signols / Riboulin / Puy Petit
  - Zones d'assainissement non collectif avec sol reconstitué + infiltration (type filtre à sable vertical non drainé) : pas de zones recensées sur la commune
  - Zones d'assainissement non collectif avec sol reconstitué + rejet au milieu naturel (type filtre à sable vertical drainé) : pas de zones recensées sur la commune
  - Zone d'assainissement non collectif déconseillé (absence de sols, pente forte, zone humide ...) : pas de zones recensées sur la commune
  - Zones d'assainissement non collectif non étudiée (partie du territoire communal où l'habitat est diffus)
- ASSAINISSEMENT PLUVIAL**
- Secteurs sensibles à l'apport d'eaux pluviales, impliquant une maîtrise des eaux de ruissellement dans les zones constructibles placées en amont
  - Zone de stockage des eaux pluviales (bassins existants ou projetés)
  - Zone inondable

DEPARTEMENT DE LA DROME  
COMMUNE DE LORIOL

PREFECTURE DROME  
SERVICE COURRIER  
11 AVR 2007  
3

REEXAMEN DU SCHEMA  
DIRECTEUR  
D'ASSAINISSEMENT

Index	Date	Modifications	Réalisé	Vérifié
2	01/2006	Modifications suite à la réunion du 04 01 2006	MJ	SG
1	12/2005	Modifications suite à la réunion du 01 12 2005	MJ	SG
0	11/2005	Première diffusion : document provisoire	MJ	SG

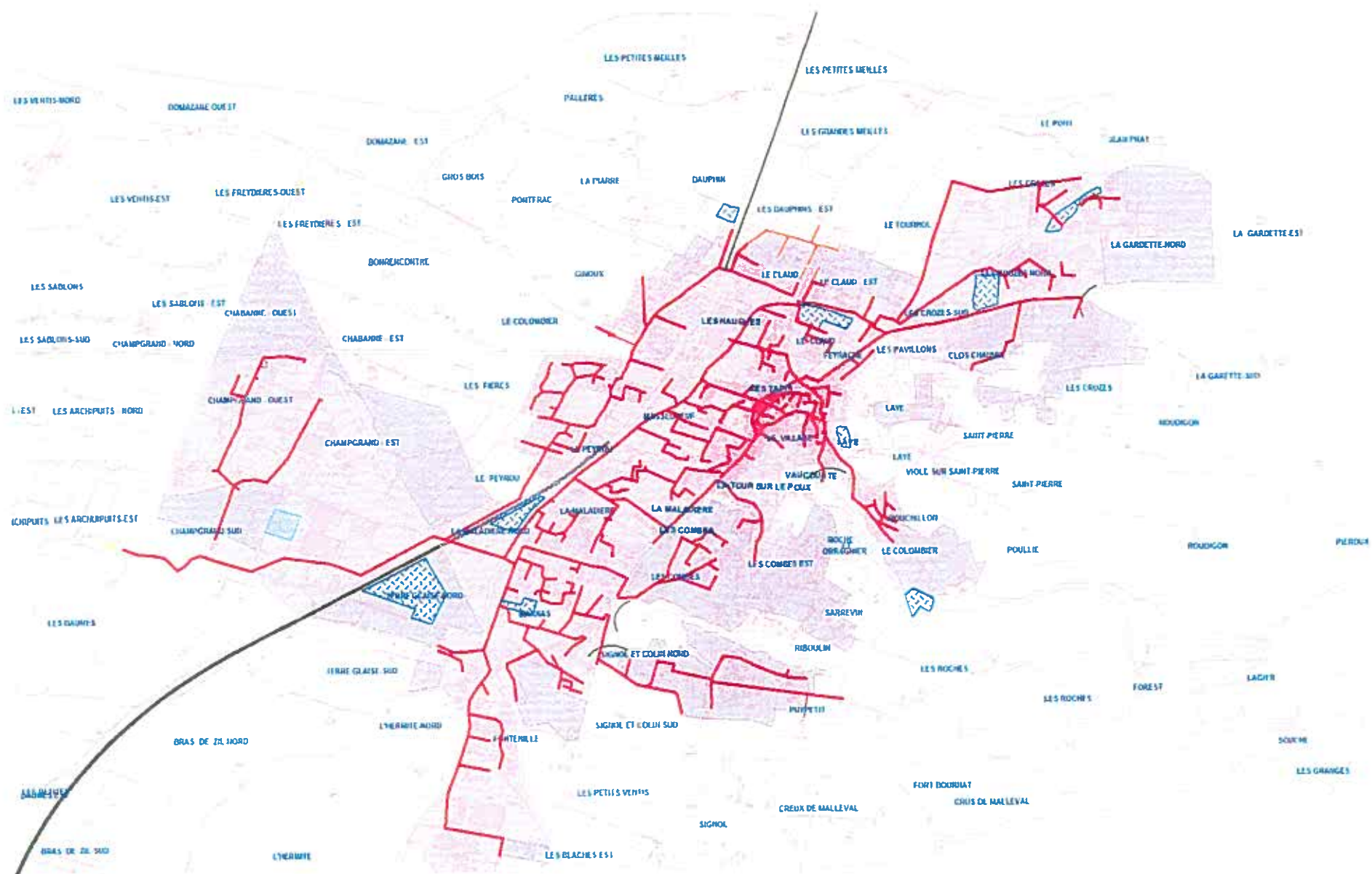
Phase 3  
Projet de zonage de  
l'assainissement collectif et  
non collectif

Fond de plan : cadastre maître  
Fichier : zonage cest LORIOL.dwg  
Echelle : 1/7 500

**SED**  
STRUCTURES ETUDES DIAGNOSTICS Ingénierie Conseils  
Siège social 16 av. de Verdun - 69 630 CHAPONOST  
Tél. : 04.78.45.12.81 / Fax : 04.78.45.19.77  
Mail : sylvestre.sed@club-internet.fr



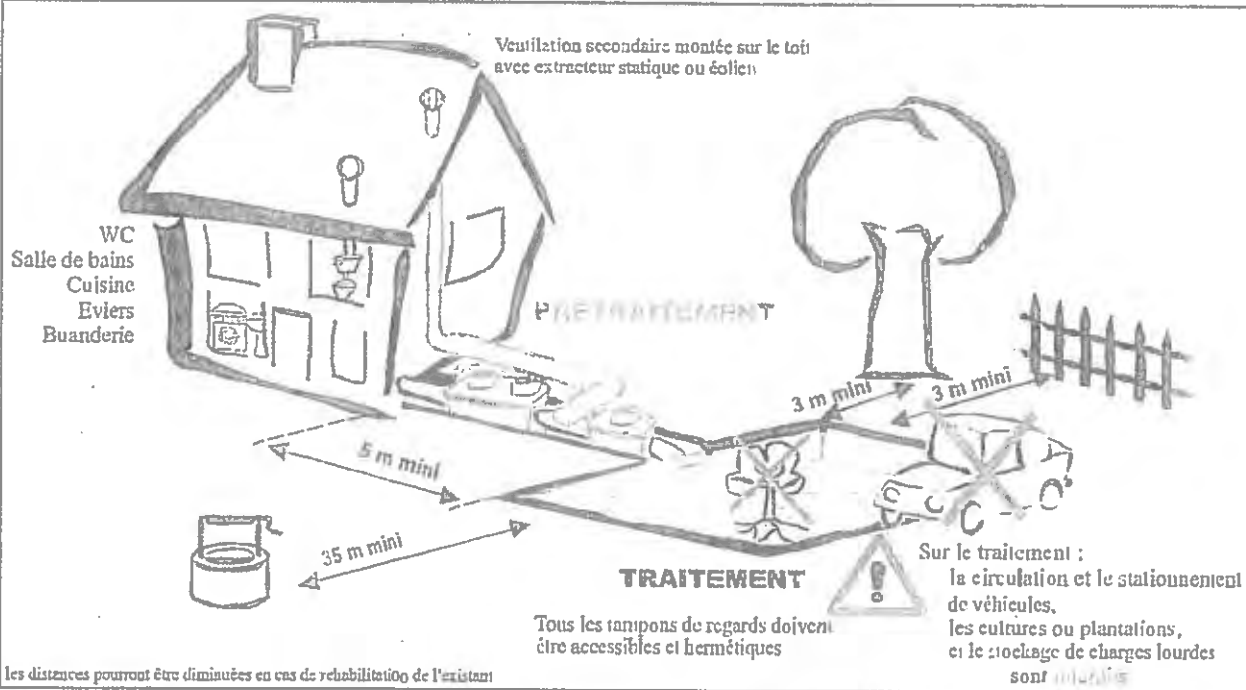
# Plan du réseau d'assainissement en date de janvier 2012 sur la commune de Loriol sur Drôme



**ANNEXE 2**

SCHEMA DES DIFFERENTES FILIERES  
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF A ADOPTER  
SUIVANT LA NATURE DU SOL

# FILTRE A SABLE DRAINE



## RETRAITEMENT



Nombre de chambres	VOLUME de la fosse (en litres)
≤ 3	3 000
4	4 000
5	5 000

Située à moins de 10 mètres de l'habitation  
le cas échéant : mise en place d'un bac dégraisseur avec séparation des eaux vannes et ménagères dans l'habitation

## Protection

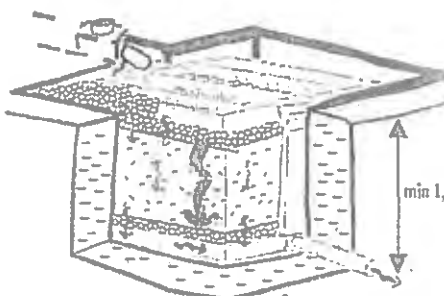


	VOLUME du préfiltre (en litres)
minimal	200
recommandé	500

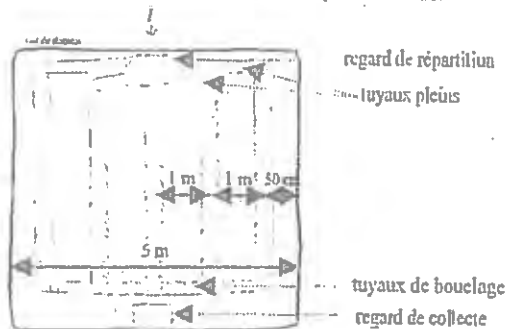
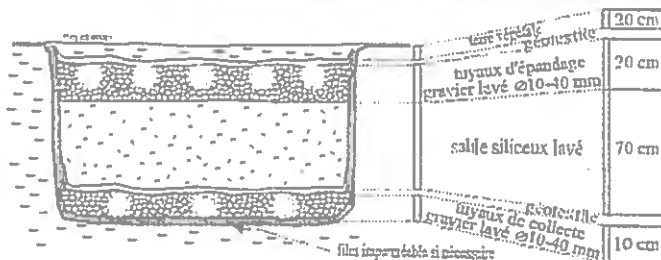
## TRAITEMENT

⇒ Lorsque le terrain est imperméable :  $k < 15 \text{ mm/h}$

Nombre de chambres	Surface du filtre (en m²)
≤ 3	25 (5 x 5m)
4	30 (5 x 6m)
5	35 (5 x 7m)

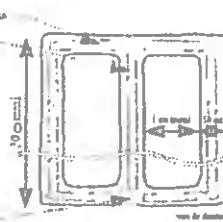
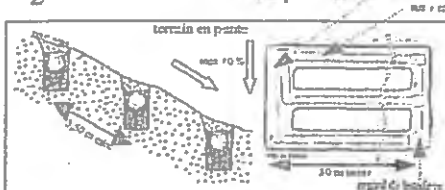


niveau du fil d'eau en sortie  
- 1,20 m par rapport au terrain naturel

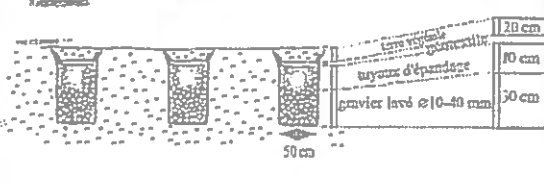


## EVACUATION

⇒ Par tranchées de dissipation

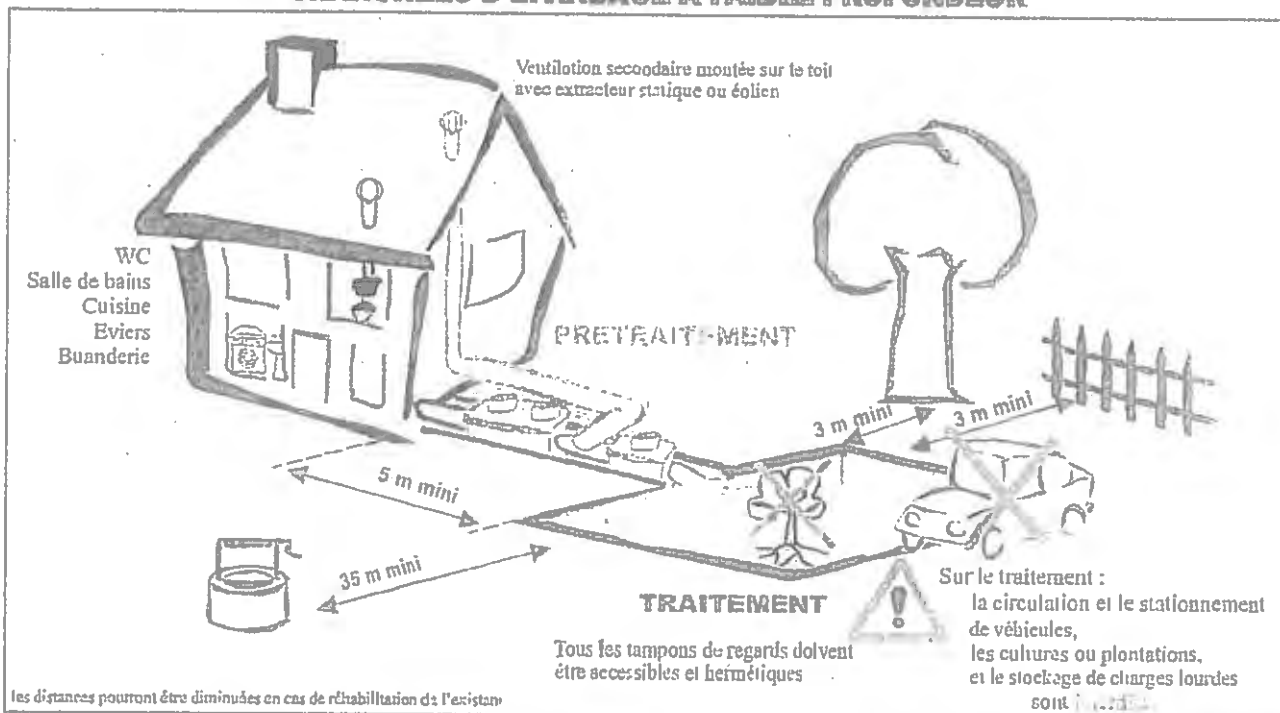


Profondeur maxi des tuyaux : 30 cm



⇒ Par rejet au milieu hydraulique superficiel : sous réserve d'autorisation

## TRANCHEES D'EPANDAGE A FAIBLE PROFONDEUR



### PRETRAITEMENT



Fosse toutes eaux

Située à moins de 10 mètres de l'habitation  
le cas échéant : mise en place d'un bac dégraisseur avec séparation des eaux vannes et ménagères dans l'habitation

Nombre de chambres	Volume de la fosse (en litres)
≤ 3	3 000
4	4 000
5	5 000

Protection

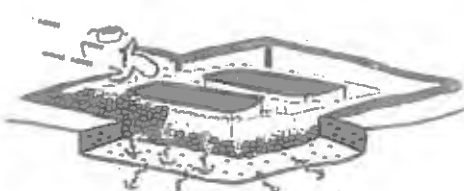


Préfiltre décolloïdeur

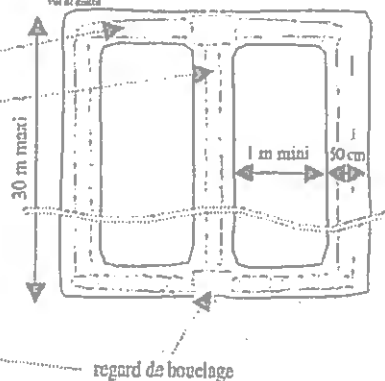
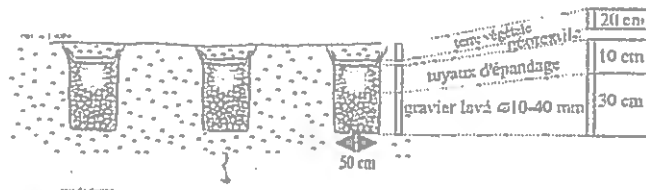
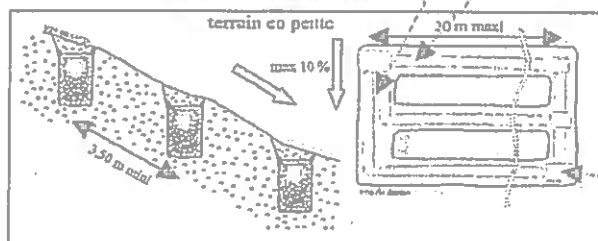
	Volume du préfiltre (en litres)
minimal	200
recommandé	500

### TRAITEMENT

⇒ Lorsque le terrain est perméable :  $15 \text{ mm/h} < i < 500 \text{ mm/h}$



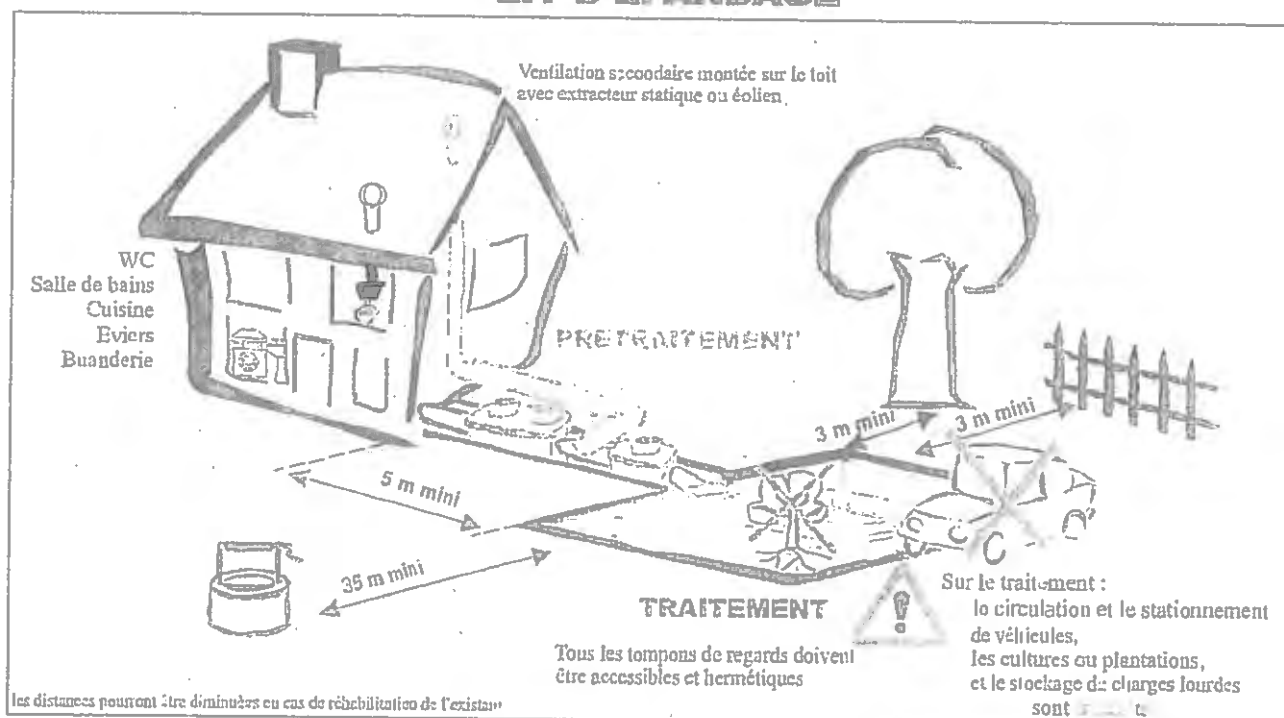
Nombre de chambres	Longueur de tranchée (en mètres linéaires)
≤ 3	45 à 90
4	60 à 120
5	75 à 150



d'après norme NF P 16-603 Août 1993 Réf : DTU 64.1



## LIT D'EPANDAGE



### PRETRAITEMENT



Fosse toutes eaux

Nombre de chambres	VOLUME de la fosse (en litres)
≤ 3	3 000
4	4 000
5	5 000

Située à moins de 10 mètres de l'habitation  
le cas échéant : mise en place d'un bac dégraisseur avec séparation des eaux vannes et ménagères dans l'habitation

### Protection

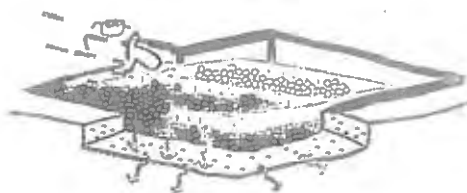


Préfiltre décolloïdeur

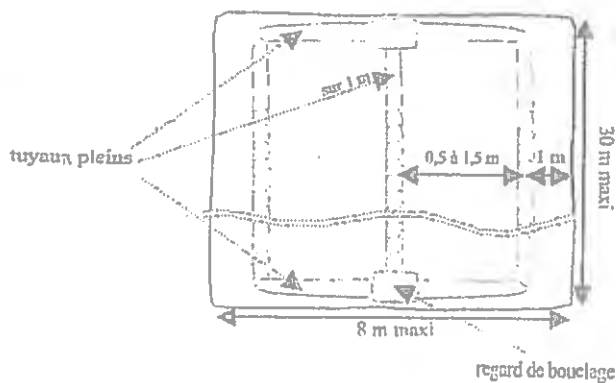
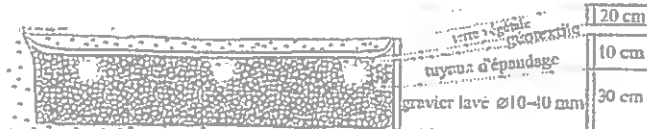
	VOLUME du préfiltre (en litres)
minimal	200
recommandé	500

### TRAITEMENT

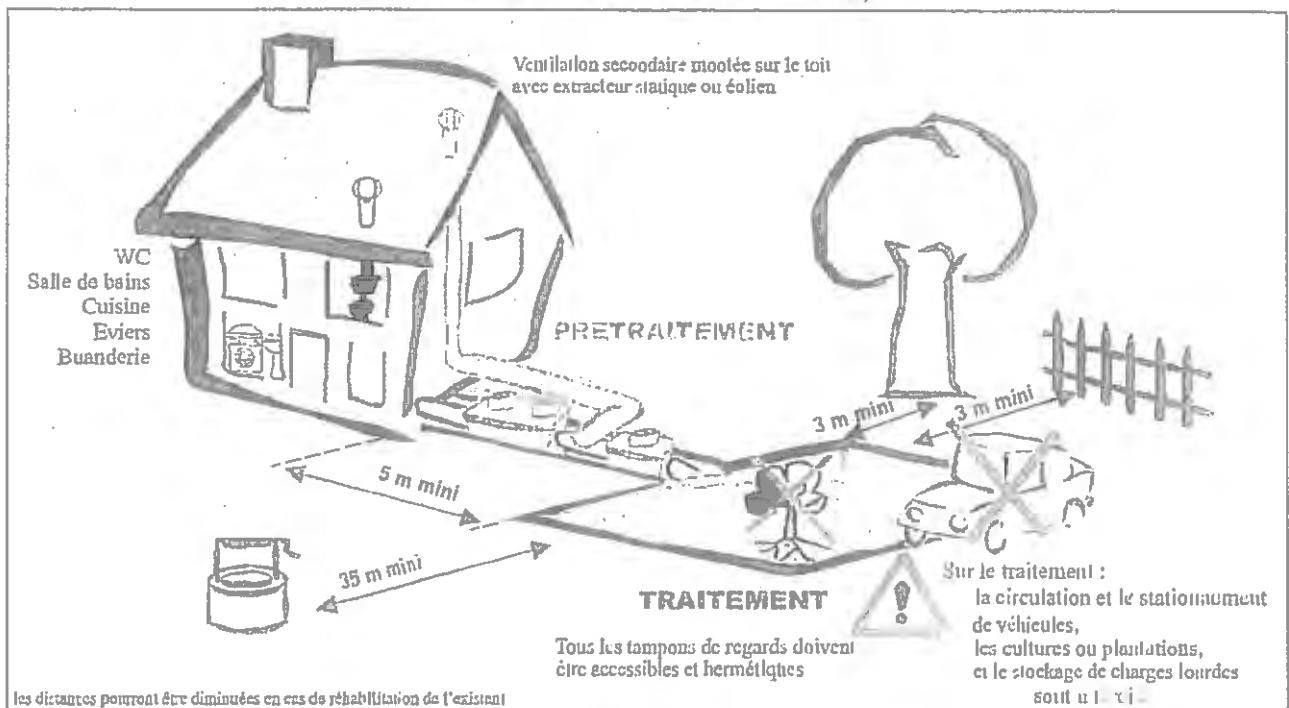
⇒ Lorsque le terrain est trop perméable :  $k > 500 \text{ mm/h}$



Nombre de chambres	Surface du lit (en m²)
≤ 3	60
4	80
5	100



## FILTRE A SABLE NON DRAINE



### PRETRAITEMENT



Fosse toutes eaux

Nombre de chambres	Volume de la fosse (en litres)
≤ 3	3 000
4	4 000
5	5 000

Située à moins de 10 mètres de l'habitation  
le cas échéant : mise en place d'un bac dégraisseur avec séparation des eaux vannes et ménagères dans l'habitation

### Protection

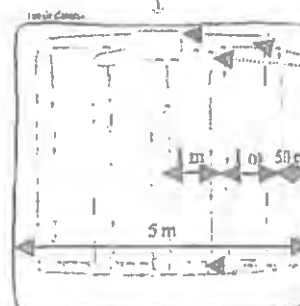
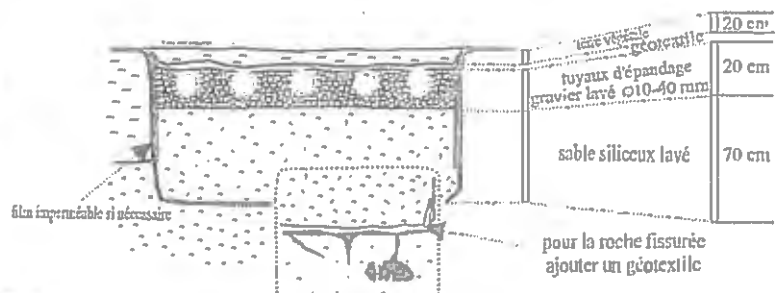
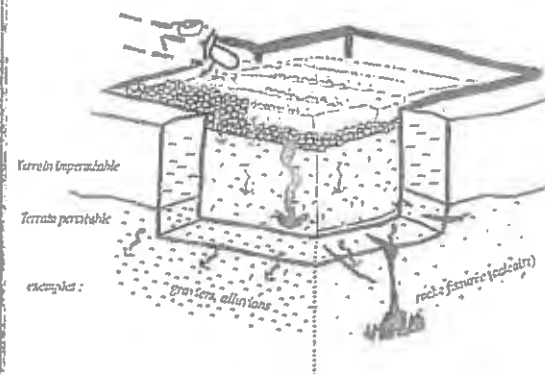


Préfiltre décolloideur

	Volume du préfiltre (en litres)
minimal	200
	500

### TRAITEMENT ⇒ Lorsque le terrain est perméable en profondeur

Nombre de chambres	Surface du filtre (en m²)
≤ 3	25 (5 x 5m)
4	30 (5 x 6m)
5	35 (5 x 7m)



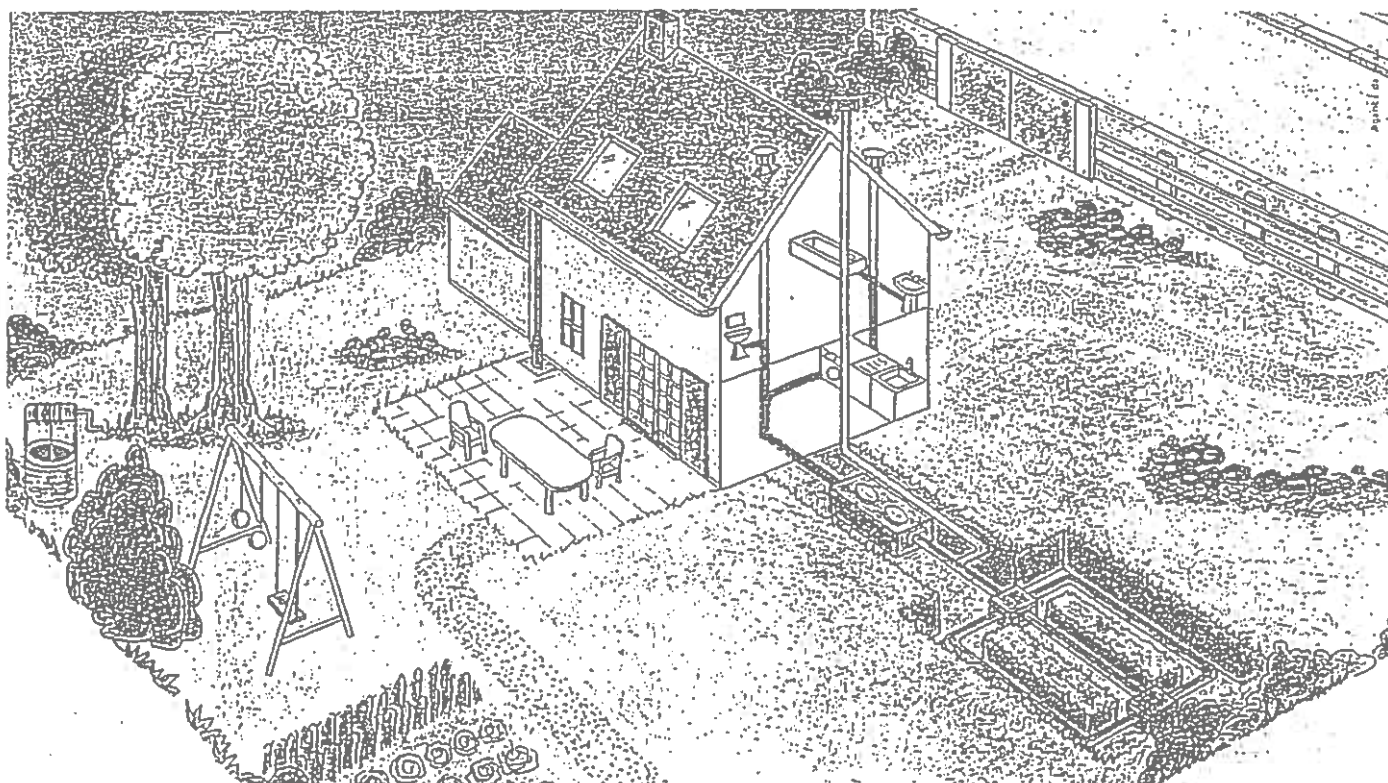
d'après norme XP P 16-603 Août 1998 Réf : DTU 64.1

## Assainissement individuel

### QUELS CHANGEMENTS POUR LES PARTICULIERS ?

La loi sur l'eau de 1992 va modifier la gestion des équipements d'assainissement autonome des particuliers, au plus tard le 31 décembre 2005, en imposant aux communes la mise en place d'un système de suivi. À la demande des communes, la communauté de communes expérimente des solutions dans la Gervanne depuis 1999.

Objectifs : respecter la réglementation et rendre des services et conseils aux habitants.



Le nouveau système de gestion de l'assainissement individuel, demandé par la loi, nécessite une visite obligatoire de vérification et de conseils pour les

particuliers, au moins une fois tous les 4 ans. La mise en place d'un tel service s'avère plus fonctionnel s'il opère au niveau intercommunal, notamment pour les petites communes qui ne disposent pas des moyens techniques et matériels. La proposition initiale des élus était de confier cette compétence à la communauté de communes du Val de Drôme. La position de Livron, qui s'est prononcée contre, a stoppé cette démarche. Dans la recherche de solutions alternatives venant en aide aux particuliers et aux élus, la communauté de communes soutient aujourd'hui la création d'un syndicat inter-

#### Les missions du syndicat

##### Les services obligatoires

- ▶ le contrôle des installations individuelles,
- ▶ les conseils et informations auprès des particuliers.

##### Les services optionnels

- ▶ l'entretien des équipements des particuliers,
- ▶ des opérations de réhabilitation des assainissements non collectifs,
- ▶ la gestion des ouvrages collectifs.

#### Les obligations des maires

Avec la loi sur l'eau de 1992, les maires auront de nouvelles responsabilités. Ils doivent, **au plus tard le 31/12/2005**

- ▶ Réaliser un plan de zonage sur leur commune<sup>(1)</sup>.
- ▶ Traiter les pollutions collectées par un réseau collectif.
- ▶ Organiser un service de gestion de l'assainissement collectif et un service de vérification chez les particuliers (conformité de l'installation et bon fonctionnement).

D'ici, notamment, délimiter les zones traitées en collectif, les zones d'assainissement individuel et agréger systématiquement une zone d'apport des sols d'assainissement au plan des orientations pour l'assainissement rural.

## Visite de vérification : que doit faire un particulier ?

Le particulier est contacté par sa mairie (ou un organisme délégué comme le syndicat) pour fixer un rendez-vous. Celui-ci peut éventuellement être fixé à la demande d'un particulier.

Une visite de vérification de la conformité et du bon fonctionnement des équipements est fait sur place par un technicien spécialisé. Des conseils et informations sont également donnés.

Un rapport est rédigé et envoyé au propriétaire. Il précise le fonctionnement de l'ouvrage et les opérations nécessaires pour l'améliorer. Le particulier se charge de tout mettre en œuvre pour y parvenir.

communal d'assainissement du Val de Drôme, qui prendrait le relais. Les communes qui le souhaitent doivent délibérer puis adhérer à ce syndicat dans les mois qui viennent.

Un service obligatoire de vérification et de conseils

En application de la loi sur l'eau de 1992, tout particulier disposant d'un assainissement non collectif est déjà responsable du fonctionnement de celui-ci. À partir de 2006, les municipalités devront impérativement contrôler l'état

des assainissements individuels présents sur leur commune. Le syndicat organisera des visites sur toutes les installations, qu'elles soient neuves, existantes ou réhabilitées. Seront vérifiés la conception

du dispositif, son entretien et l'absence de nuisance. Un rapport sera édité et remis au propriétaire. Il incombera ensuite à celui-ci de résoudre les éventuels problèmes détectés. La visite sera également l'occasion

d'apporter des conseils, voire une aide à la recherche de subventions. À titre d'exemple, l'opération expérimentale engagée par la communauté de communes dans la Gervanne offre aux particuliers l'accès à une subvention de 50 %. L'objectif est d'étendre cette aide aux communes adhérentes du syndicat intercommunal.

Des services complémentaires Le syndicat proposera également aux communes d'autres services en option, pour l'entre-

Accord entre la communauté de communes, le Cald (centre d'amélioration du logement de la Drôme) et l'agence de l'eau :

### Des aides pour la réhabilitation

Montant

87,5 % du montant de l'étude

50 % du montant des travaux

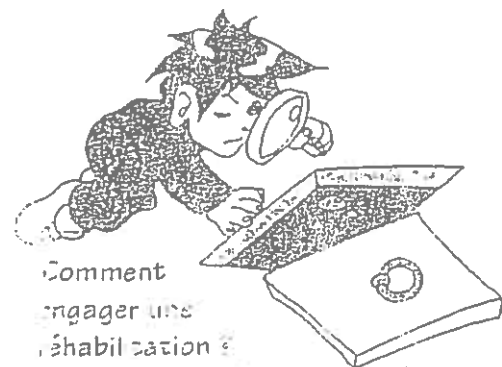
Conditions

Un zonage communal arrêté

Un service de suivi sur la commune

Une habitation de plus de 5 ans

tien des équipements collectifs et individuels, et pour des opérations de réhabilitation. Ces missions ne sont pas obligatoires, il appartiendra aux communes de se prononcer sur les services dont elles ont besoin.



Comment engager une réhabilitation ?

Si votre installation est défectueuse, une réhabilitation pourra être envisagée. Elles sont financées à 87,5 % pour l'étude (par l'agence de l'eau et la communauté de communes) et à 50 % pour les travaux.

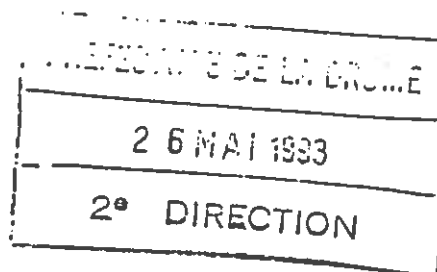
### Vous souhaitez engager une réhabilitation ?

- Vous prenez contact avec le syndicat, qui pourra vous proposer des aides administratives et financières.
- En premier lieu, une étude géologique du terrain sera réalisée par un bureau d'études.
- Ce dernier rédigera un rapport précisant la conception de l'installation, pour qu'elle réponde aux normes et fonctionne correctement.
- Les travaux pourront ensuite être envisagés en suivant les indications du rapport.

Et pour les futures constructions ?

En même temps que la demande de permis de construire, des conseils pourront être donnés par le syndicat, à la demande des propriétaires.

Le suivi des installations d'assainissement permet de réduire les nuisances olfactives et visuelles pour soi et pour autrui, de garantir un bon fonctionnement des équipements et de protéger la qualité des nappes phréatiques et des cours d'eau. Contact : Renaud Peyrard



# **COMMUNE DE LORIOLE SUR DROME**

département de la Drôme

## **Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain**

### *REGLEMENT*

*modifié le 18 Mai 1993*



## DISPOSITIONS GENERALES

### CHAMP D'APPLICATION TERRITORIALE DES PRESCRIPTIONS DU REGLEMENT

Le présent règlement s'applique à la partie du territoire de la commune de LORIOLE (Drôme) délimité par le plan de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain.

### PORTEE DES PRESCRIPTIONS DU REGLEMENT

Les prescriptions de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain constituent une servitude que doivent respecter les documents d'urbanisme réglementant l'occupation et l'utilisation du sol.

Un projet ne peut être autorisé que s'il satisfait en même temps l'ensemble des règles de la Z.P.P.A.U. et celles édictées soit par les documents d'urbanisme, soit résultant d'autres servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols, créées en application de législations particulières.

Des adaptations mineures pourront être autorisées, voire conseillées, afin de tenir compte de la particularité du projet et de son environnement.

Des prescriptions supplémentaires ou complémentaires, dont la nature sera appréciée par l'Architecte des Bâtiments de France, pourront être nécessaires, notamment si elles sont justifiées par des raisons d'ordre historique, urbain, architectural ou technique.

Une attention particulière est apportée sur les prescriptions de l'article R 111.3.2 du Code de l'Urbanisme concernant les sites et vestiges archéologiques. Les permis de démolir, les permis de construire, les déclarations de travaux exemptés de permis de construire sont envoyées au Service Régional de l'Archéologie. Toute découverte de quelque nature doit être signalée dans les délais légaux au Service Régional de l'Archéologie, 23 rue Roger Radisson 69005 LYON.

Le corps de règles est divisée en deux chapitres:

- \* le chapitre 1 comportant les règles communes à tous les secteurs et ensemble,
- \* le chapitre 2 comportant les règles particulières à chaque secteur et ensemble.

Le cahier de recommandations de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain explicite et précise le présent règlement.

## DIVISION DU PERIMETRE EN SECTEURS

Le territoire couvert par la Zone de Protection du Patrimoine architectural et Urbain est divisé en secteurs. Les secteurs et ensembles sont reportés sur le document graphique définissant le périmètre de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain.

1) Le secteur central aggloméré, comprenant les immeubles sur les artères principales et le "cœur" de ville.

Ce secteur est composé d'immeubles qui bordent l'avenue de la République, la rue des Marchands et la Grand'Rue; leur configuration actuelle date du XVII<sup>ème</sup> siècle à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et à quelques détails typologiques près, ils forment un ensemble cohérent dont la hauteur comporte un rez de chaussée élevé destiné à recevoir un commerce ou un lieu public avec 2 niveaux d'habitation et souvent un comble. A l'intérieur du périmètre formé par les grands axes, le cœur de ville est irrigué par une série de voies étroites: la rue des Treilles, la rue Cour de bonne, la rue de Lesdiguères, la rue d'Aurélien, la rue des Ecoles et la rue du Temple, dont les débouchés sur les axes principaux s'effectuent par des porches bâtis; seule la rue de la Faurie constitue une voie élargie. A l'Ouest de la place de l'Eglise, la rue du Four, la rue Saint Romain et la rue de Vaucourte forment des îlots similaires.

Le bâti comporte en majorité un rez de chaussée avec un niveau d'habitation et une porte en comble.

*C'est un secteur de forte densité dont il convient de conserver et de mettre en valeur le patrimoine architectural et urbain.*

2) Le secteur du quartier du Verger.

Situé à l'Est de l'église, ses limites sont constituées par la rue Haute du Verger, la rue de Vaucourte et la rue Rampante. Le bâti avec parfois des jardins attenants, par sa typologie et sa facture est de type rural. L'alignement sur la rue n'est pas homogène mais est assuré par des murs de clôture, le bâti devient discontinu en s'éloignant de la place de l'Eglise. Les bâtiments sont à rez de chaussée avec un étage.

*Il s'agit d'un secteur de densité moyenne à forte dont il convient de préserver l'ambiance villageoise et d'orienter les mutations internes.*

3) Le secteur du Château et du plateau.

L'avancée du plateau en forme de triangle est délimité par la rue Haute du Verger, la rue des Remparts et au Sud par les parcelles qui jouxtent la rue des Princes. Site féodal, il ne subsiste aucune construction d'origine, seules les ruines de l'enceinte primitive en soutènement délimitent le périmètre où se sont implantés récemment un groupe de quatre maisons jumelées et quelques villas.

*Ce secteur à proximité immédiate du centre du bourg et le dominant est un espace de transition entre le bourg ancien et une extension péri urbaine sous forme de villas. Il convient de ne pas densifier ce secteur et de le transformer progressivement en parc tout en conservant la mémoire du site.*



Les trois secteurs sont complétés par deux ensembles bâtis avec jardins:

4) La propriété BLANCARD ou maison GUERIMANDE.

L'ensemble se compose d'un parc arboré, d'un bâti principal à rez de chaussée surélevé de deux niveaux, datant de 1805, d'un bâtiment annexe de service. Il est délimité par la rue du Réal et le canal des Moulins. Le parc crée une coupure végétale dans la fermeture du centre ancien par les immeubles de l'avenue de la République, cependant le mur de clôture assure la continuité bâtie. Cet ensemble, en relation visuelle avec l'esplanade du Champ de Mars permet la transition vers des formes plus récentes d'urbanisme à l'Ouest. Le bâti et sa composition végétale sont témoins des apports culturels du directoire et des campagnes napoléoniennes.

Les façades et toitures, la cage d'escalier du bâtiment ont fait l'objet d'une protection au titre de l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques le Trois Avril Mille Neuf Cent Quatre-vingts Douze (03/04/1992) durant l'élaboration de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain

*L'ensemble doit être protégé de la pression foncière et de modifications liées à un changement d'affectation.*

5) La filature LE CLAUD.

A l'extrémité Sud - Ouest d'un ensemble de bâtiments Industriels, la protection ne concerne que la partie du XIX<sup>ème</sup> siècle, qui se compose d'un corps central à R+1 encadré par deux fausses ailes asymétriques à R+2, et d'un parc clos de murs créant une mise en perspective de la façade, le long du canal.

*Le caractère monumental affirmé de l'ensemble, témoin de la première industrialisation de Loriole, et en continuité du parc et du centre d'animation municipal de Feyrache, doit être mis en valeur et préservé de toute altération. Du domaine privé, il participe à l'image de marque de l'entreprise et au patrimoine de la ville.*

## Chapitre 1

### REGLES COMMUNES A TOUS LES SECTEURS ET ENSEMBLES

#### 1) Règles de portée générale

1-1) Seuls des travaux d'entretien, de restauration, de reconstruction et de mise en conformité avec les prescriptions afférentes à ces secteurs sont autorisés. Des dérogations au présent article sont prévues, suivant avis de l'architecte des Bâtiments de France,

\*pour tenir compte d'aménagements à l'initiative de l'autorité communale dans l'intérêt collectif.

\*suivant les règles particulières à chaque secteur, portées au chapitre 2.

1-2) Le gabarit du bâti actuel est conservé. En règle générale, sont interdites; les suppressions ou modifications de toitures ou de niveaux, les démolitions d'immeubles existants.

1-3) Le corps de règles communes est complété par des règles particulières propres à chaque secteur

#### 2) Règles afférentes aux travaux de bâtiment

##### 2-1 TOITURE

- Les faîtages sont parallèles aux voies publiques;
- les tuiles canal sont imposées en couverture, les couleurs rouge cru et jaune sont interdites;
- la pente est limitée à un maximum de 33 cm par mètre.
- l'égout de toiture est toujours parallèle à la rue ou voie;
- les rives sont constituées d'une dernière tuile canal posée en courant en tête de mur ou par une double rangée de tuiles;
- les souches de cheminée sont identiques aux murs des façades;
- les solins sont réalisés en plomb ou en zinc ou enduits en finition dans le ton de la souche;
- les toits terrasses donnant sur rue sont interdits.

##### 2-2 MURS ET FACADES

- Les murs sont:
  - \* soit en général enduits, en finition, avec un mortier de chaux, l'aspect est, soit taloché, soit gratté;
- toute peinture est interdite sur les pierres ou enduit de façade, la coloration des enduits si elle ne provient de l'enduit est effectué par un badigeon à la chaux suivant l'usage local;
- tout enduit est interdit sur un appareillage d'encadrement de baies, ou de moellons en pierre taillée en grande surface;
- les maçonneries constituées d'un petit appareillage sont enduites.
  - \* soit parfois en pierre de teinte et d'appareil similaire à l'existant, les joints sont exécutés avec un mortier dont l'importance et la couleur ne créent pas de contraste avec la pierre; les joints lissés au fer, teints ou en relief sont interdits,

## **2-3 PERCEMENTS**

- Toute création de balcon est interdite;
- toute obstruction de baie existante possédant un encadrement en pierres taillées est interdite;
- si la façade est en pierre appareillée, l'encadrement des percements est en pierre de taille d'aspect identique à l'existant;
- les rythmes verticaux et les symétries existants doivent être impérativement conservés ou rétablis;
- la hauteur des percements à réaliser doit être au minimum de 1,6 fois leur largeur, les ouvertures de moins de 60 cm de large peuvent être carrées; la hauteur des percements est décroissant du niveau inférieur au niveau supérieur; les fenêtres des combles peuvent être de formes losangées ou circulaires;
- les bandeaux en appuis de fenêtres sont impérativement conservés;
- si les appuis sont débordants seuls sont autorisés ceux reprenant la mouluration de la pierre.

## **2-4 MENUISERIE**

- Toutes les menuiseries extérieures des habitations et logements sont en bois peint, seules les portes d'entrée qui seraient réalisées en bois de feuillus (chêne, châtaignier, noyer) peuvent être traitées avec une lasure de protection n'altérant pas la teinte d'origine du bois;
- la quincaillerie est peinte de la même couleur que les menuiseries et ne doit pas contraster;
- les fenêtres ou portes-fenêtres des habitations et logements sont de type "ouvrant à la française" à un ou deux vantaux avec des bois horizontaux et verticaux créant des compartiments rectangulaires dans le sens vertical; elles sont vitrées avec une vitre claire; seules les menuiseries de petites dimensions et celles dont la composition de façade ou le parti architectural le justifient, peuvent être vitrées d'une seule pièce;
- les menuiseries situées dans une baie possédant des meneaux verticaux ou des traverses peuvent être vitrée d'une seule pièce sans petit bois intermédiaires;
- les volets extérieurs ou contrevents sont pleins à lames verticales sur cadres, le cadre peut être remplacé par des lames horizontales; les écharpes en Z sont interdites;
- les persiennes métalliques ou P.V.C., les volets roulants, y compris ceux cachés par un lambrequin sont interdits.

## **2-5 FERRONNERIE**

- les grilles de défense des percements et passage sont planes;
- les gardes corps faisant saillie sont interdits.

## **2-6 OUVRAGES ANNEXES**

- les gouttières pendantes, descentes d'eau pluviale en P.V.C. sont interdites;
- toutes canalisations d'évacuation des eaux domestiques en façades sont interdites;
- les conduits de fumée et de ventilation en saillie sur les façades et pignons, sont interdits;
- les coffrets de comptage électrique sont protégés par une porte bois fermant une niche encastrée dans les murs.

## **2-7 ORNEMENTATION**

- aucune ornementation immeuble d'origine ne doit être recouverte ou détruite;

### **3) Règles afférentes aux ouvrages techniques, aux aménagements urbains et plantations soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France**

3-1) Les ouvrages techniques nécessitant ou non un permis de construire ou une déclaration de travaux respectent le corps de règles du secteur où ils sont implantés.

3-2) Les lignes de transport de l'électricité et celles du téléphone sont enterrées, sinon en partie aérienne, elles doivent suivre les génoises, les rives, les descentes d'eau pluviale ou les limites de mitoyenneté entre immeubles.

3-3) Le lavoir cadastré sous le numéro 93 dans la section AD est conservé en l'état, seule sa restauration à l'identique est autorisée; lors de la réfection de la couverture, celle-ci sera réalisée en feuilles de zinc prépatiné posées suivant un système de couverture à tasseaux sur volige jointive visible en sous face.

3-4) Le lavoir cadastré sous le numéro 58 dans la section AC est conservé en l'état, seule sa restauration à l'identique est autorisée.

3-5) Le canal d'alimentation dit "canal du moulin" ne peut être recouvert, busé, comblé; il doit être entretenu et curé, le libre passage de l'eau maintenu.

3-6) Le mobilier urbain est de ligne sobre.

3-7) Le traitement des sols s'inspire du cahier de recommandations.

3-8) Les arbres de hautes tiges sont des feuillus et fruitiers, les conifères sont interdits à l'exception du cyprès de Provence; seules les espèces locales sont autorisées.

## Chapitre 2

### REGLES PARTICULIERES AUX SECTEURS

#### 1) LE SECTEUR CENTRAL AGGLOMERE

1-1) Le corps de règles communes s'applique sur ce secteur, les articles ci-après le complète en apportant des précisions .

1-2) Les modifications de toiture et de gabarit sont autorisées pour permettre la mise à niveau des égouts de toiture du bâtiment avec ceux mitoyens possédant un égout plus élevé.

1-3) Les bâtiments référencés au cadastre sous les N° 227 / 249 / 255 / 262 dans la section AD du cadastre à la date de publication de la Zone de Protection Architecturale et Urbain, peuvent être démolis ou les façades sur voie publique modifiées, sous réserve de leur reconstruction suivant l'alignement des voies, le gabarit et le plan de façade des mitoyens, le respect du corps de règle afférent à ce secteur.

1-4) Toutes extensions, création, reconstruction de verrières (couverture et fermeture en verre ou en matériaux transparents de synthèse), vérandas, appentis sont interdites leur démolition est autorisée et encouragée.

#### 1-5 TOITURE

- Les toitures sur angles de rues sont réalisées en croupe;
- la fermeture d'avant toit est constituée:
  - \* soit par une génoise dont le nombre de rangs en tuile rondes est égal au nombre de niveaux du bâtiment augmenté d'un rang,
  - \* soit par un support de charpente recevant un lattis ou un volige en forme de large gorge et un enduit grillagé au mortier de chaux imitant les corniches en pierre; ces dernières sont en petit nombre sur le secteur et font partie du couronnement du mur de façade;
- les terrasses sous toiture donnant sur rue sont interdites;
- aucun bois de charpente ne doit être visible en pignon et façade.

#### 1-6 MURS ET FACADES

- Les immeubles possédant un commerce en rez de chaussée, suivant les prescriptions portées ci-dessous, et les immeubles où subsiste un appareillage de moellons taillés, peuvent admettre un soubassement différent de l'ensemble de la façade;
- les façades d'immeubles donnant sur l'Avenue de la République, la rue Marchande et la Grande Rue sont enduites.

#### 1-7 MENUISERIE

- Les jalousies horizontales dans un cadre sont admises pour les volets extérieurs.

### **1-8 FACADES COMMERCIALES**

- La création de façades commerciales est autorisée en rez de chaussée, elle doit respecter l'esprit de l'architecture traditionnelle du bâtiment et de ses ordonnancements;
- si la façade n'est pas recomposée, seul est autorisé l'agrandissement des baies du rez de chaussée par suppression des allèges des fenêtres et en reconstituant à l'identique les pierres d'encadrement;
- les teintes anodisé argent et doré sont interdites pour les menuiseries en aluminium;
- les vitrines sont au minimum en retrait de 15 à 20 cm de la façade à l'exception des façades en bois mouluré ou sculpté;
- les façades existantes en bois mouluré ou sculpté doivent être maintenues, et sont autorisées pour des créations;
- les matériaux de placage du type carrelage, fausse pierre, croûte de bois sont interdits;
- la transformation de locaux commerciaux préexistants, même inutilisés, en garage est interdite.

### **1-9 PASSAGES SUR RUE**

- Les volumes formant passage sur rue, les arcs entre bâtiments doivent être conservés et restaurés lors des travaux de réhabilitation et d'entretien du bâti auxquels ils sont rattachés;
- la volumétrie d'origine ne peut être modifiée;
- l'ensemble du corps de règle du présent secteur s'applique aux travaux afférents à ce type d'ouvrages.

## 2) LE SECTEUR DU QUARTIER DU VERGER

2-1) Le corps de règles communes s'applique sur ce secteur, les articles ci-après le complète en apportant des précisions .

2-2) Les modifications de toiture et de gabarit sont autorisées pour permettre la mise à niveau des égouts de toiture du bâtiment avec ceux mitoyens possédant un égout plus élevé.

2-3) La démolition de garages, appentis, remises est autorisée. Leur reconstruction éventuelle est autorisée sous réserve que:

- \* l'emprise au sol reste identique,
- \* la ou les façades sont à l'alignement des voies et suivant le plan de façade des mitoyens,
- \* la hauteur à l'égout des toitures n'excède pas celle des égouts mitoyens .

2-4) La réalisation de terrasse couverte, vitrée ou non, sur cour et jardin est autorisée.

2-5) Sur rue, impasse, place, la démolition ou modification, même partielle, des murs de clôture en pierres est interdite, ceux-ci doivent être entretenus et reconstruits à l'identique en cas d'effondrement. Les murs de clôture sont en pierre sur une hauteur de 1,80 mètre; les murs dits "bahut" surmontés d'un barreaudage ou d'un grillage sont interdits.

### 2-6 TOITURE

- L'égout de toiture est sur génoise à 2 ou 3 rangs maximum en tuiles rondes, sur corbeaux bois avec une saillie maximum de 30 cm si ce type d'ouvrage préexiste sur le bâtiment;

### 2-7 MURS ET FACADES

- Les murs en galets de rivière de teinte et d'appareil soigné avec des joints exécutés au mortier dont l'importance et la couleur ne créent pas de contraste avec la pierre sont autorisés.

### 2-8 FACADES COMMERCIALES

- La création de façades commerciales est autorisée en rez de chaussée avec l'agrandissement des baies exclusivement par suppression des allèges des fenêtres et en reconstituant à l'identique les pierres d'encadrement;
- les menuiseries sont de même teinte et nature que celles des étages supérieurs,

### 2-9 PASSAGES SUR RUE

- Les volumes formant passage sur rue, les arcs entre bâtiments doivent être conservés et restaurés;
- la volumétrie d'origine ne peut être modifiée;
- l'ensemble du corps de règle du présent secteur s'applique aux travaux afférents à ce type d'ouvrages.

### 3) LE SECTEUR DU CHATEAU ET LE PLATEAU

3-1) Les constructions sont interdites à l'exception des bâtiments communaux à usages publics et des extensions autorisées au 3-4 ci-dessous.

3-2) Le corps de règles communes s'applique sur ce secteur, les articles ci-après le complète en apportant des précisions .

3-3) Les modifications de toiture et de gabarit sont autorisées pour permettre la mise en conformité avec le corps de règle.

3-4) La réalisation de terrasse couverte, vitrée ou non, sur cour et jardin est autorisée.

3-5) Sur rue, impasse, place, la démolition des murs en pierres est interdite, ceux-ci doivent être entretenus et reconstruits en cas d'effondrement. Les murs de clôture sont en pierre sur une hauteur de 1,80 mètre; les murs dits "bahut" surmontés d'un barreaudage ou d'un grillage sont interdits.

3-6) L'appenti adossé à la "tour sur le pout" non cadastré sur la parcelle numéro 110 dans la section AD ne peut être restauré, renforcé ou amélioré, seule sa démolition est autorisée.

#### 3-7 TOITURE

- L'égout de toiture est sur génoise à 2 ou 3 rangs maximum en tuiles rondes.



**4) LA PROPRIETE BLANCARD  
ou maison GUERIMANDE.**

4-1) Cet ensemble est cadastré sous le numéro 136 dans la section AH de la commune de Lorient sur Drôme à la date de publication de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain.

4-2) Les façades et toitures, la cage d'escalier du bâtiment font l'objet d'une protection au titre de l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques depuis le Trois Avril Mille Neuf Cent Quatre-vingts Douze (03/04/1992).

4-3) La démolition du mur de clôture en pierres situé sur l'avenue de la République, est interdite, celui-ci doit être entretenu et reconstruit à l'identique en cas d'effondrement. Il assure la continuité bâtie de mitoyen à mitoyen.

4-4) L'abattage d'arbres de hautes tiges est interdit, si les sujets venaient à dépérir, le caractère boisé du parc sera conservé.

## 5) LA FILATURE LE CLAUD

5-1) Cet ensemble est cadastré sous le numéro 8 dans la section AC de la commune de Loriol sur Drôme à la date de publication de la Zone de Protection du Patrimoine Architecturale et Urbain.

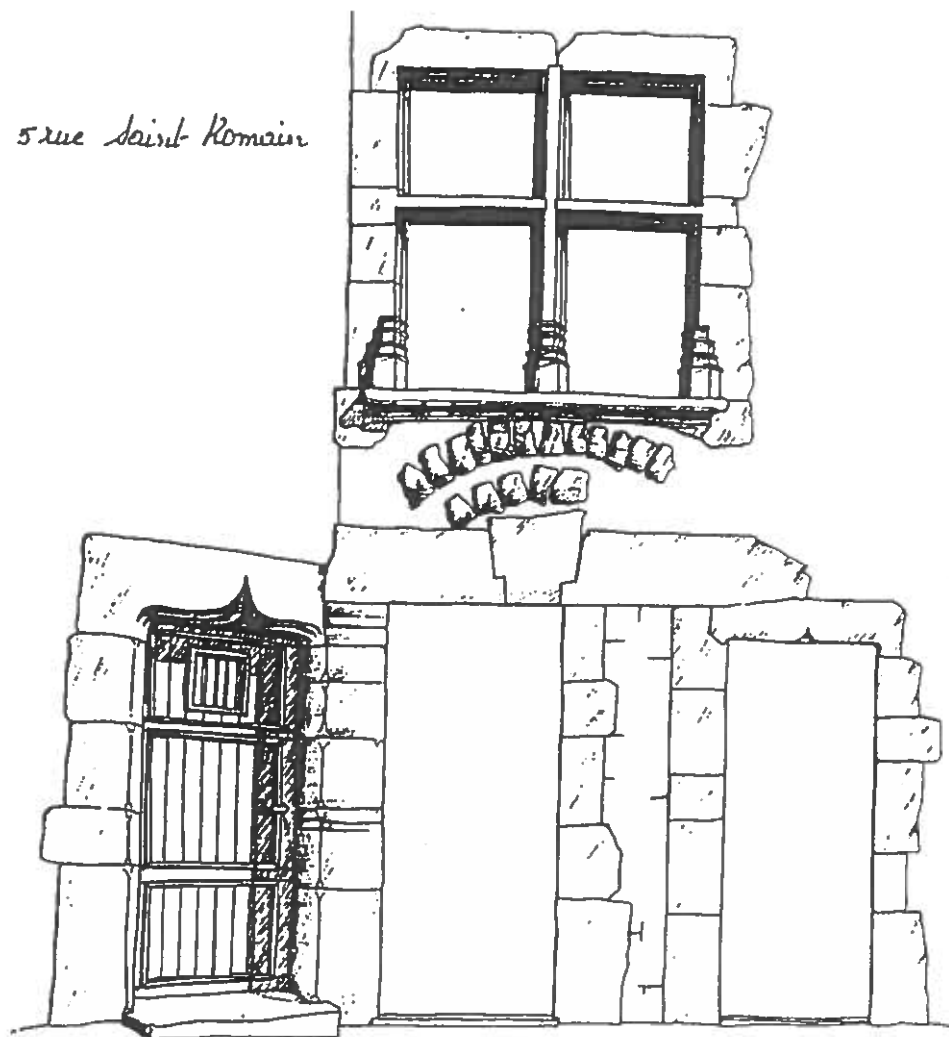
5-2) Le corps de règles communes s'applique sur ce secteur, les articles ci-après le complète en apportant des précisions .

5-3) Les façades peuvent être enduites, tel que cela est défini dans le corps de règles communes.

5-4) Les menuiseries sont métalliques pour les ouvertures de la partie en rez de chaussée. En étage, celles-ci peuvent être soit en métal soit en bois.

5-5) La pièce de terre située devant la façade ne pourra recevoir qu'un aménagement suivant un plan de jardin qui devra faire l'objet d'un projet, avec plantation d'arbres de hautes tiges.

5 rue Saint-Romain



Philippe LOINTIER, Architecte d.p.l.g.  
2 Rue Aimé Créguet 30450 Génolhac tél 66 61 13 07 fax 66 61 22 13

Consultants paysagers : Christine et Michel PENA, Paysagistes  
Atelier de l'entre-deux 70 Allée Darlus Milhaud 75019 Paris tél 42 06 03 02 fax 42 06 46 65

PREFECTURE DE LA DROME

26 MAI 1993

2<sup>e</sup> DIRECTION

COMMUNE DE LORIOLE SUR DROME

département de la Drôme

Zone de Protection du Patrimoine  
Architectural et Urbain

CAHIER DE RECOMMANDATIONS

*f*

*f*

# Restauration, entretien ou aménagement des Immeubles existants dans le centre ancien, en périmètre de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain.

Outre la restauration qui a pour but de restituer l'intégrité architecturale et historique d'une construction par la suppression des modifications ultérieures lorsqu'elles en altèrent l'harmonie ou l'intérêt, l'entretien et l'aménagement du bâti existant doivent respecter le caractère d'origine de la construction.

Le centre ancien de la ville présente un grand intérêt du fait que l'extension urbaine s'est faite à l'extérieur en périphérie. On peut dire qu'il a gardé en majeure partie un caractère de bourgade de la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle avec la perception de son évolution depuis le Moyen Age. En ce sens il représente un patrimoine commun à l'ensemble de la population, méritant une sauvegarde et une mise en valeur qui amélioreront aussi les conditions de confort et d'hygiène qui n'y sont pas toujours favorables.

Les connaissances actuelles des matériaux et de leur mise en œuvre, les évolutions techniques nous permettent d'envisager des réhabilitations de qualité dans le centre ancien en prenant conscience que l'on ne travaille pas de la même façon pour l'ancien et pour le neuf, tout en aspirant aux mêmes conditions de confort.

Avant d'entamer tout travail, il est impératif de respecter des règles de base simples.

- \* Etablir un diagnostic pour connaître les désordres s'il y en a, et leurs provenances et rechercher un remède à la cause et non au symptôme. Faire un relevé en plan et en élévation (façades, coupes), analyser l'état de la construction.

- \* Etudier les techniques anciennes de construction, quel type de matériaux? quelle mise en œuvre? et rechercher à utiliser des matériaux de même origine.

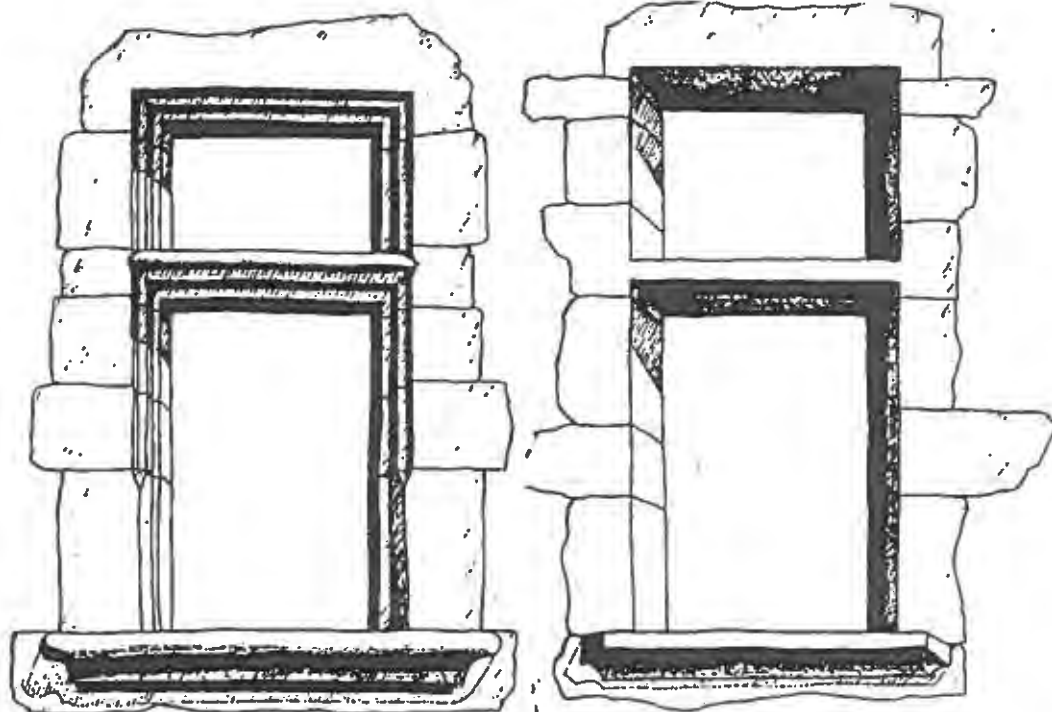
- \* Conserver soigneusement en intérieur comme en extérieur les éléments d'origine encore en place (encadrements, frises, ornementation).

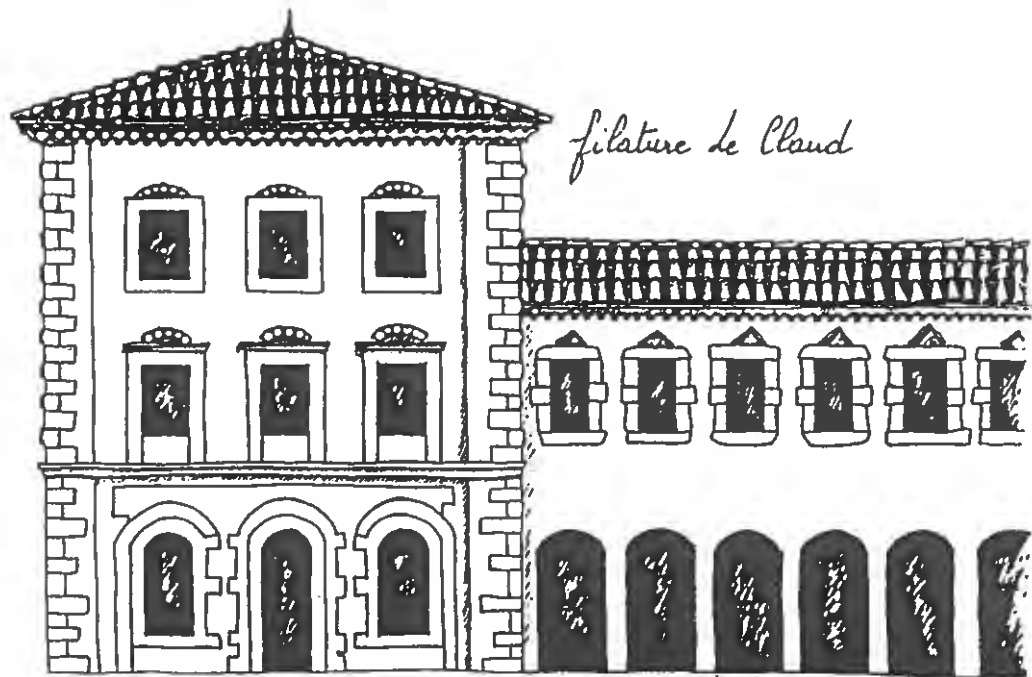
- \* Avoir une attitude de franchise par rapport à la construction, c'est à dire respecter la structure initiale afin de ne pas créer de nouveaux désordres constructifs, de compléter les éléments manquants avec des matériaux contemporains mis en œuvre de façon contemporaine, de veiller à la compatibilité des matériaux entre eux (anciens et modernes, souples et rigides), de ne pas essayer de piller la construction ancienne à des critères industriels qui lui sont étrangers mais de s'adapter ( une menuiserie sur mesure dans baie existante revient moins chère que d'adopter une menuiserie industrielle en modifiant l'ouverture ).

- \* Prendre en compte la situation de l'immeuble pour respecter le caractère du quartier, pour que la façade participe à la vitalité et à l'ambiance de la rue et la toiture à la silhouette générale du centre ancien. L'une des caractéristiques du tissu ancien réside dans sa diversité, tant par les façades que la volumétrie et la taille des immeubles, qui en crée le charme, la parfaite intégration doit aboutir à une mise en valeur réciproque du patrimoine existant et des constructions restaurées sans négation mutuelle.

19 rue cour de bonne

passage de la mairie





*musée de l'insolite 28 grande rue*

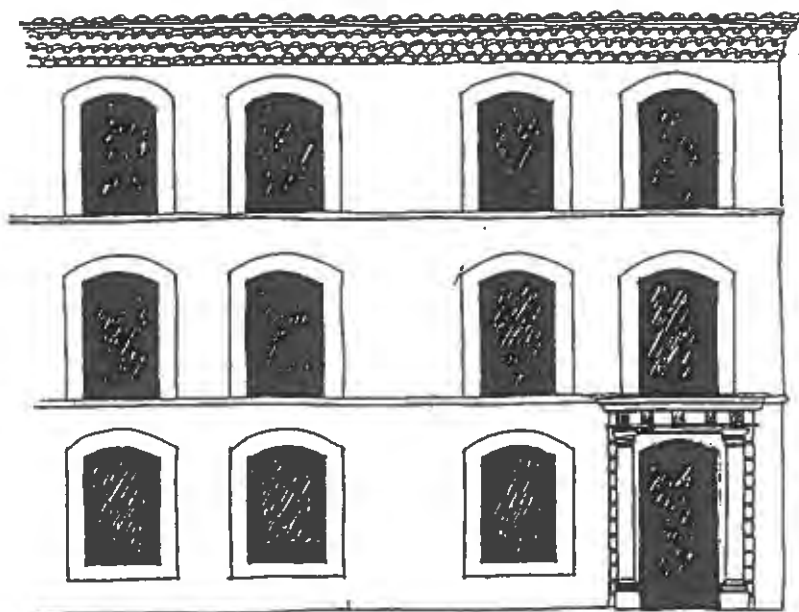


*97 avenue de la République*

#### LA COMPOSITION DES FACADES

Les immeubles donnant sur la rue Marchande, la Grande Rue, le Boulevard de la République et pour partie certains se situent à l'intérieur de ce périmètre possèdent une façade ordonnée. Lors de la restauration de façades, de la création d'ouvertures, il est impératif de respecter ou de rétablir les emplacements de boîtes se superposant par rapport à l'axe et de toile décroissante du rez de chaussée ou dernier niveau. Les bandeaux en pierres faisant saillie en façade sont aussi à conserver car ils participent à la composition générale. Il est souhaitable de réhabiliter les anciennes ouvertures murées dans la plupart des cas. Dans les secteurs en dehors de ces axes, la composition initiale doit guider le choix d'une recomposition si nécessaire. La toile des ouvertures à créer doit être en référence avec les existantes et en fonction des niveaux, elles se situent soit en symétrie, si la façade possède des axes de symétrie, soit elles sont désaxées par rapport aux baies en rez de chaussée et

dans ce cas il faut rétablir un équilibre aux étages supérieurs. De toutes les façons un croquis de la façade s'impose avant les travaux. Lors de la réalisation de sous-œuvres, il est impératif de réaliser un encadrement en pierres de tailles de dimensions similaires aux existants; si pour des raisons techniques le sous-œuvre est réalisé avec des poutrelles métalliques ou un linteau béton, le traitement se fera par un enduit de couleur pierre avec un retour de 17 à 20 cm en encadrement de bois en surépaisseur de 5 à 10 mm. Les linteaux bois ou métalliques sont à exclure et ne peuvent se justifier que dans le cadre d'une composition architecturale d'ensemble.



## ENDUIRE OU REJOINTOYER ?

Lors d'un rovalement ou d'une restauration de façade se pose toujours la question: faut-il enduire ou rejointoyer? Une mode récente a fait rejointoyer n'importe quelle maçonnerie. L'adjectif "rustique" a pour racine étymologique "rustre", un décor qui convient à un environnement rural est souvent déplacé en milieu urbain. A Loriole dans le secteur central on choisira d'enduire les maçonneries de pierres brutes. Par contre, quelques immeubles possèdent une maçonnerie de pierres de taille qui mérite d'être mise en valeur après nettoyage et rejointoyage.

Nombreuses façades en pierres brutes ou en petit appareillage possèdent des encadrements ou des bandeaux en pierres taillées, dans ce cas on prendra soin de les conserver apparentes après nettoyage. L'enduit vient alors affleurer avec le nu de la pierre afin d'éviter la surépaisseur disgracieuse ou la coupe nette de l'enduit accentuant l'opposition entre pierre et revêtement de façade. L'enduit doit protéger les pierres contre les agressions climatiques et pour cela se rapprocher dans sa composition de celle de la pierre et du liant qui est la chaux aérienne. Il doit parfaire l'imperméabilité du mur sans l'asphyxier, l'humidité qui est dans le mur et provenant soit de remontées capillaires, soit du degré d'hygrométrie de l'air ambiant, soit de la condensation interne des bâtiments, doit pouvoir se vaporiser. Les enduits hydrofuges sont pires que le mal traité.

Les enduits traditionnels sont tous exécutés à la chaux grasse qui était le seul liant connu. Aujourd'hui il existe des chaux aériennes industrielles (type chaux aérienne éteinte de la marque BALTHAZARD & COTTE) qui ont les mêmes avantages que les chaux grasses traditionnelles, les seuls inconvénients sont la prise lente (l'enduit durcit au contact du gaz carbonique de l'air, la chaux se "recarbonate" et reconstitue ainsi le calcaire d'origine), sujette aux aléas climatiques et le dévoiement ressenti sur les chantiers, de mise en œuvre entre le corps d'enduit et la couche de finition qui doit être de trois semaines. L'adjonction de chaux hydrauliques type XHA ou XHN (de marque St. ASTIER) est possible pour mollifier dans le corps d'enduit et pour un tiers dans la couche de finition (à partir du support les enduits vont

toujours d'un dosage riche à un dosage pauvre). La chaux hydraulique s'empâte seule pour les soubassements. Les avantages des enduits avec ce type de chaux restent cependant nombreux:

- \* parfaite adhérence de l'enduit à la chaux constituant le liant des joints entre les pierres;

- \* compatibilité de perméance à la vapeur d'eau entre le corps du mur et l'enduit, évitant de constituer ainsi, à l'intérieur du mur, une barrière hydrofuge, génératrice de condensation interne et de décollement de l'enduit;

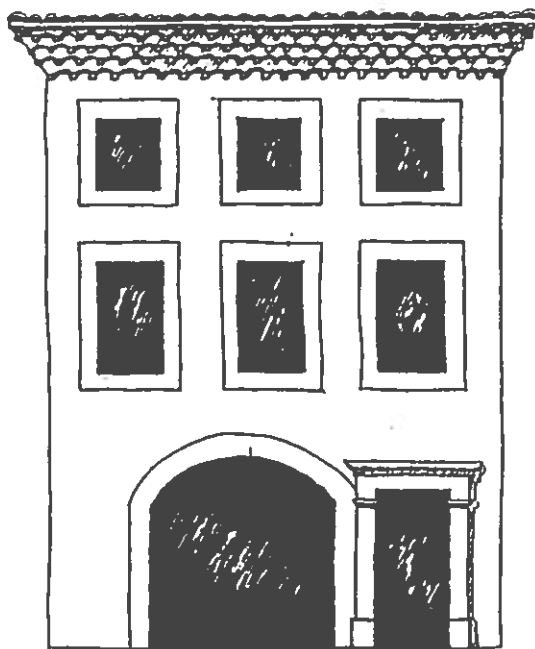
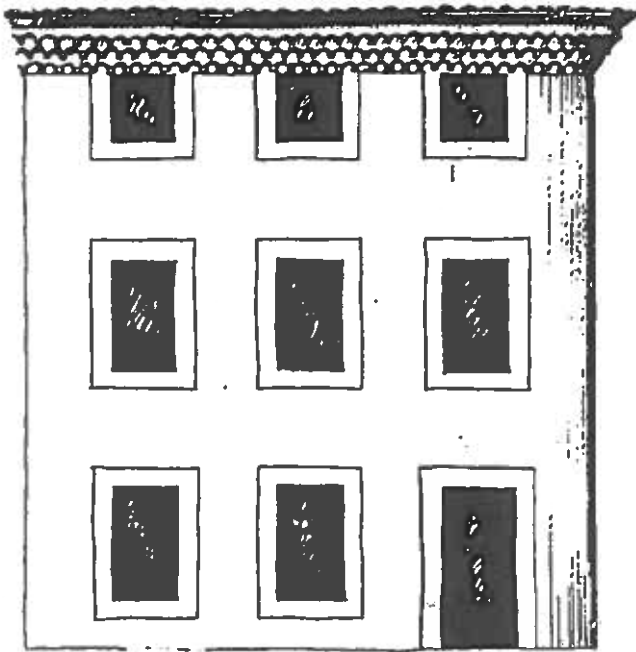
- \* prise sans retrait de ce type d'enduit impliquant une absence totale de fissures et de foinçage;

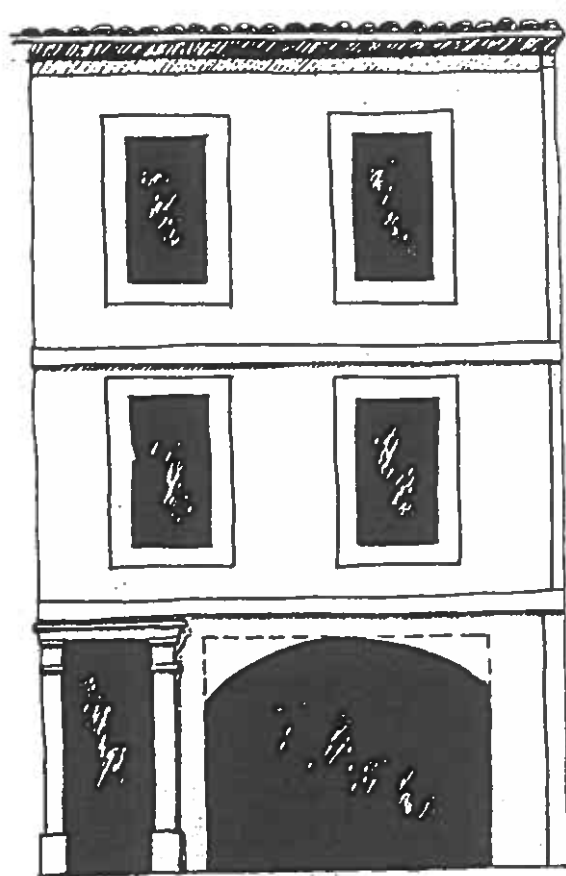
- \* perméabilité de l'enduit à la vapeur d'eau mais imperméabilité à l'eau;

- \* la relative plasticité de ces enduits leur permet d'accepter sans fissuration les déformations liées à la constitution même du mur et à des fondations montées à même le sol d'assise (les constructions anciennes sont "ossées" sur un "bon sol" et ne possèdent pas de semelles en béton armé comme les constructions actuelles).

Le sable utilisé possède une granulométrie variant de 0/2 mm à 0/5 mm; en utilisant un sable de carrière légèrement ocre, il peut donner la couleur définitive de l'enduit. La couleur finale peut être aussi donnée par un badigeon coloré au lait de chaux fixé et appliqué sur l'enduit encore humide ou humidifié.

La mise en œuvre s'effectue en fonction des supports, l'enduit n'est pas dressé si le parement de la maçonnerie n'est pas dressé à l'origine, il faut laisser les faux équerrages, les faux aplombs, les surfaces gouches et les défauts de planéité tout en restant rigoureux. La facture des enduits doit rester stricte et on se gardera du pseudo-rustique (striés, au rouleau, projeté de truelle, balayé, à la tyrolienne, etc..., qui relève de l'incompétence de l'exécutant. La texture de la couche de finition ne doit pas être lissée, mais rugueuse tout en étant dressée, ce qui s'obtient par talochage ou grottoage (avec une taloche spéciale) pour faire ressortir le grain du sable. Cette mise en œuvre est impérative dans le quartier du Verger et dans la partie centrale ou à l'arrière des axes principaux; certaines





### LES FACADES BADIGEONNEES

façades reconstruites ou remodeler au XIX<sup>ème</sup> siècle, qui bordent l'avenue de la République, la Grande Rue et la rue Marchande, peuvent recevoir des enduits à base de mélanges de chaux aérienne et hydraulique, pré-dosés et pré-colorés de type "Patrimoine" de la marque CDZ, la finition de ces enduits est impérativement grattée.

Dans le cas d'un mur avec un bon appareillage de pierres à parement dressé, on procède à un crépissage partiel dit "à pierres vues" qui estompe les irrégularités de planimétrie, avec une tolérance de  $\pm 2$  cm entre nus. Le joint vient mourir sur la pierre. Le mortier est jeté, serré et l'excès sera roclé avec le tranchant de la truelle. Cette opération élimine la loutance et rend au sable sa texture et sa couleur. Les joints en bourrelets, lissés au fer ou à la brosse et les joints en creux ou dont la couleur est éloignée de la pierre sont impérativement à exclure.

La finition du parement d'enduit prend une importance extrême, car il occrochera la lumière de manière différente suivant qu'il sera froissé, gratté ou coupé au tranchant de la truelle. Le choix de la finition tiendra compte du caractère de l'architecture de la façade autant que de la compatibilité historique entre les techniques existantes lors de la construction de l'immeuble et celles disponibles actuellement. Des échantillons de 1 M2 seront réalisés sur la façade à enduire et seront soumis à l'approbation du Service Départementale de l'Architecture et de l'architecte chargé par la ville de l'opération de suivi des façades.

Des façades apparaissent aujourd'hui revêtues d'un badigeon traditionnel à base de chaux grasse aérienne coloré à l'ocre naturel. Le badigeon s'applique sur un support enduit (les pierres de taille ou d'encodrement badigeonnées devront être nettoyées). C'est le cas de nombreuses façades en moellons de pierre enduites et dépourvues d'éléments de modénature. La composition et l'animation de la façade résultent du contraste ou de camaïeux de couleurs en badigeon entre les surfaces courantes des murs et les éléments peints tels que bandeaux, encadrement de baie, fausses corniches. Le principe consiste en l'application en trois couches de badigeon à base de chaux grasse aérienne et colorés avec des ocres naturels, fixé par des adjonctions de sel d'alun ou de fixatifs de synthèse. Un badigeon peut être appliqué sur un enduit frais de manière à jouer sur la transparence entre la couleur du badigeon et celle de l'enduit. Cependant le badigeon est une technique qui doit être maîtrisée par des compagnons qualifiés. Connaissant actuellement un regain d'intérêt, mal mis en œuvre le badigeon peut conduire à de grandes déceptions sur les plans techniques et esthétiques.



## LA COUVERTURE

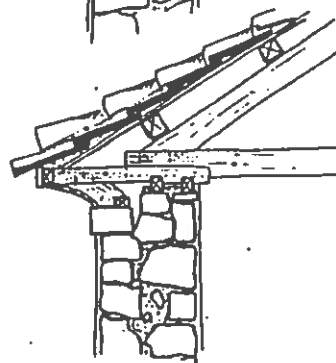
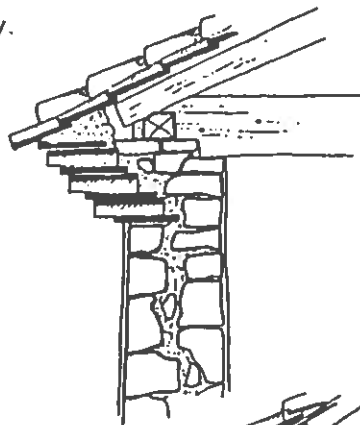
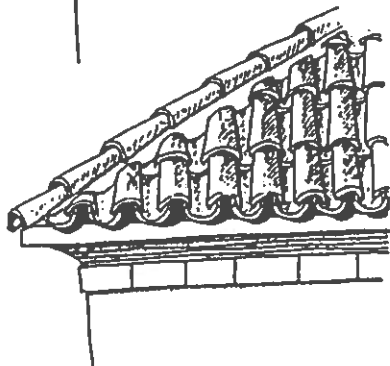
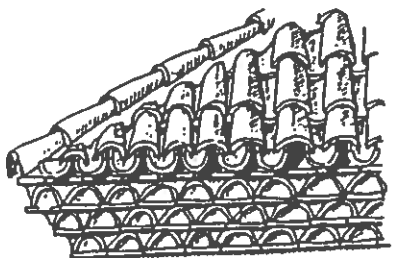
La couverture est réalisée en tuiles canal, dont les coloris se nuancent du rouge brun au rose vieilli, (le panachage systématique est à éviter) posée soit sur chevrons triangulaires espacés de 15 à 20 cm, soit sur voliges jointives ou non, soit, avec des tuiles à talon, sur litiage espacés de manière à ce que la tuile supérieure recouvre celle inférieure du tiers de sa longueur, soit 16 à 17 cm. L'intérêt de la tuile canal en restauration, outre le fait qu'elle participe à l'ambiance général et à la silhouette du centre, est de permettre de reprendre en sous-œuvre en jouant sur la variation d'écartement, les faux équerres et les différences de longueur des versants. D'autre part la tuile canal s'adapte aux vieilles charpentes irrégulières et l'entretien de la couverture s'effectue simplement par recalage de la tuile ou remplacement ponctuelle sans avoir à démonter toute la toiture. Lors d'une révision complète ou d'un changement on conservera les tuiles de courant ou régula pour les poser en tuiles de couvrant ou de couverte. 40% des tuiles anciennes sont encore utilisables et la couverture possède un aspect final vieilli qui se patinera dans le temps; les tuiles vieillies artificiellement, proposées par les fabricants donnent un bon aspect mais leur couleur n'évolue pas dans le temps de la même façon, cependant ce type de tuiles est à utiliser en couverte dans tous les cas où la réutilisation n'est pas possible. En tuiles de courant il est possible de poser des tuiles neuves de couleur standard, sauf en égout de toiture. Les pentes pour les tuiles canal sont de 30 à 35 %. Eviter la sous toiture en fibrociment qui apportera rigidité au toit, empêchera toute la souplesse d'utilisation que permet la tuile canal sur les bâtiments existants et ne garantit en aucun cas une meilleure étanchéité de la toiture (la tuile de parement ne peut être ventilée correctement donc se détériore avec l'humidité, les plaques de fibrociment cassent ou se fêlent suivant les mouvements de la charpente et ne peuvent s'adapter qu'à des charpentes parfaitement alignées et à angles droits). Les sous toitures souples ondulées composées d'une armature minérale tissée et imprégnée d'un bitume offrent plus de possibilités mais ne règlent pas les problèmes de faux-équerrage. Les rives sont réalisées par une double rangée de tuiles de couverte chaînées et scellées à la

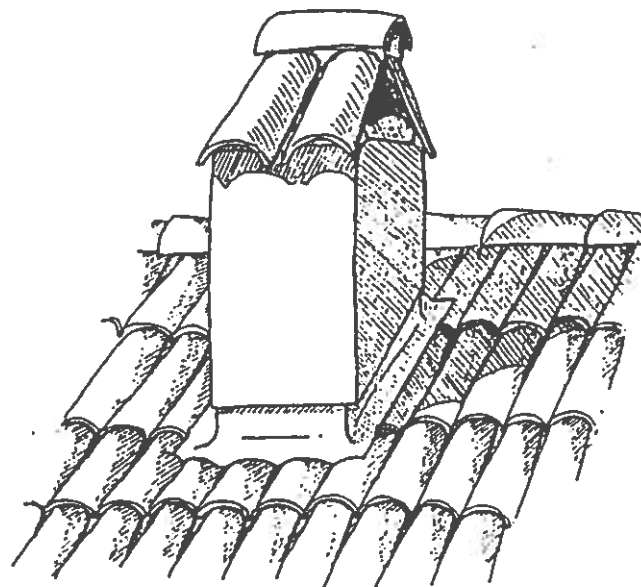
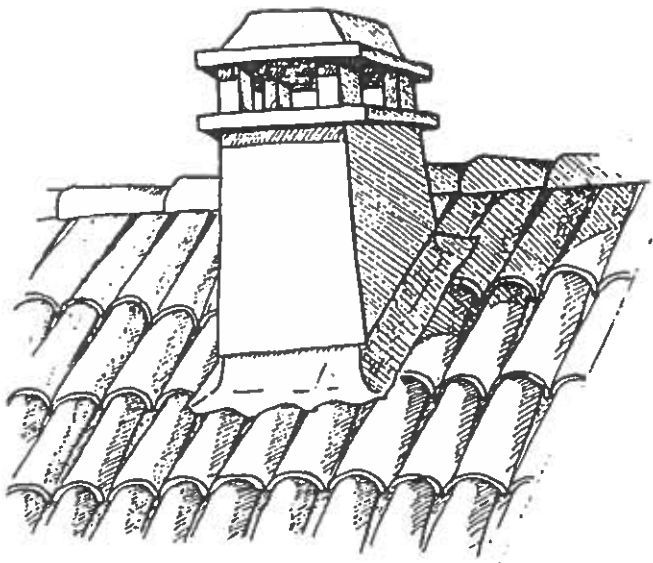
choux grosse. Les tuiles de faîtiage, souvent plus longues (70 à 90 cm) sont scellées au mortier de choux grosse sur l'embrure (surface de choux grosse à la jonction des tuiles de faîtiage perpendiculaires aux tuiles de surface courante) et se chevauchent du côté opposé au vent dominant de pluie. En égout la dernière tuile dépasse de 15 cm environ de la gènoise ou corniche suivant les cas.

L'avant-toit est fermé soit par une gènoise depuis la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle, soit par un lattis enduit reprenant la forme d'une corniche. En effet, il s'agit de fermeture d'avant-toits, ouvrage faisant partie de la toiture et non de corniche qui est le couronnement du mur et fait partie de la maçonnerie.

Pour réaliser les gènoises, l'élément employé est le matériau qui sert en couverture. La gènoise comporte autant de rangs de tuiles canal que le bâtiment possède d'étages, chaque rang est en surplomb de 10 à 15 cm par rapport au surlant; la tuile d'égout dépasse de 15 à 18 cm. Pour certaine gènoise, un corbeau de terre cuite s'intercale entre deux rangs de tuiles. A Lorioi et plus particulièrement sur les ordres principaux du centre, les bâtiments possèdent quatre rangs de gènoises, c'est à dire un rang supplémentaire par rapport au nombre d'étages; lors des réfections de toitures, il est impératif de conserver ce dispositif de fermeture d'avant-toit.

Sur quelques bâtiments on rencontre des fermetures d'avant-toit réalisées avec un lattis cloué sur l'avancée des bois de charpente ou bien sur un ouvrage complémentaire de la charpente qui reprend un profil simple en forme de gorge, de quart de rond inversé ou de doucine. Le lattis grillagé est enduit au mortier de choux. Une forme obéolordie de cet ouvrage, provenant de disposition remarquée dans le Houli Douphiné, où l'enduit a été remplacé par un voligeage bois, se remarque Boulevard de la République aux numéros 121 et 123; lors de la réfection des toitures il y a lieu de restituer l'ouvrage d'origine.



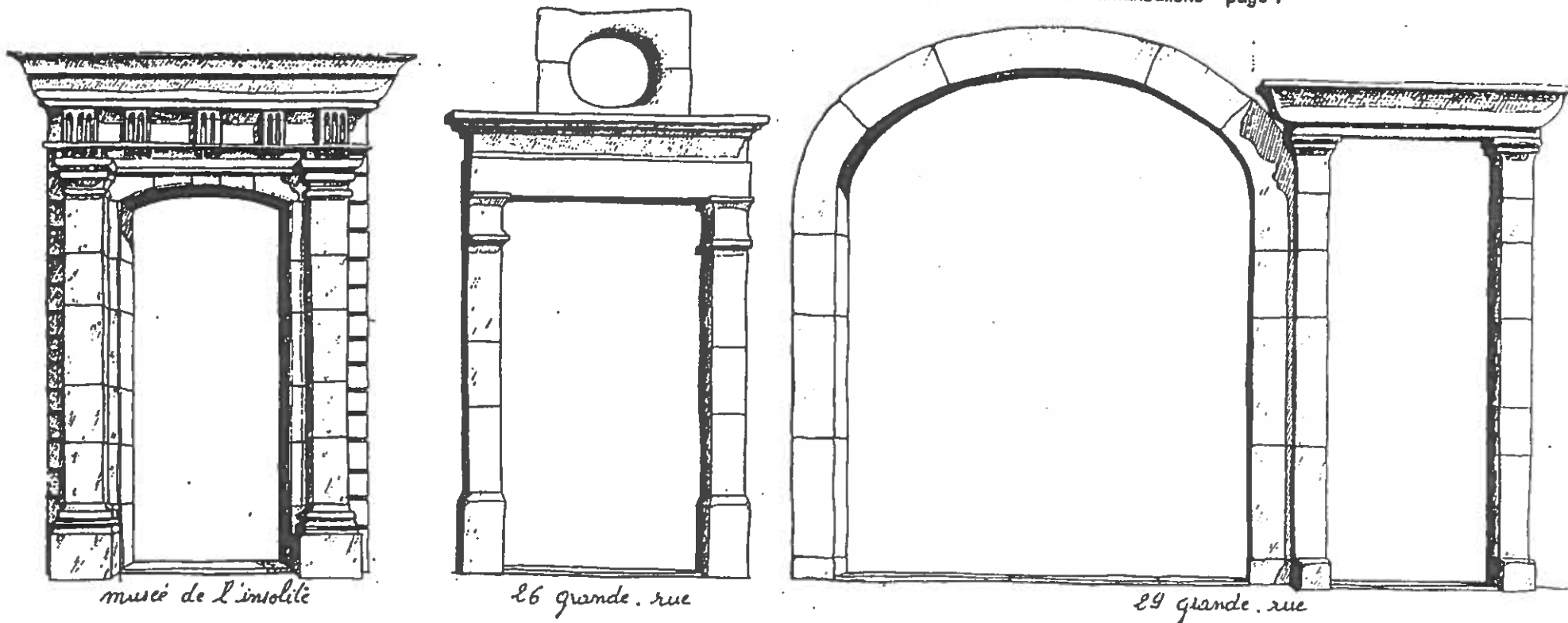


### LA VOLUMETRIE DES TOITS

La pente est comprise entre 30 et 35% à quelques exceptions. L'égout de la toiture est toujours parallèle à la rue ou à la voie publique. Il en est donc de même pour le faitage. Aux angles des rues la couverture se retourne avec un arêtier d'angle pour assurer le raccord entre les deux versants.

### LES SOUCHES DE CHEMINEES

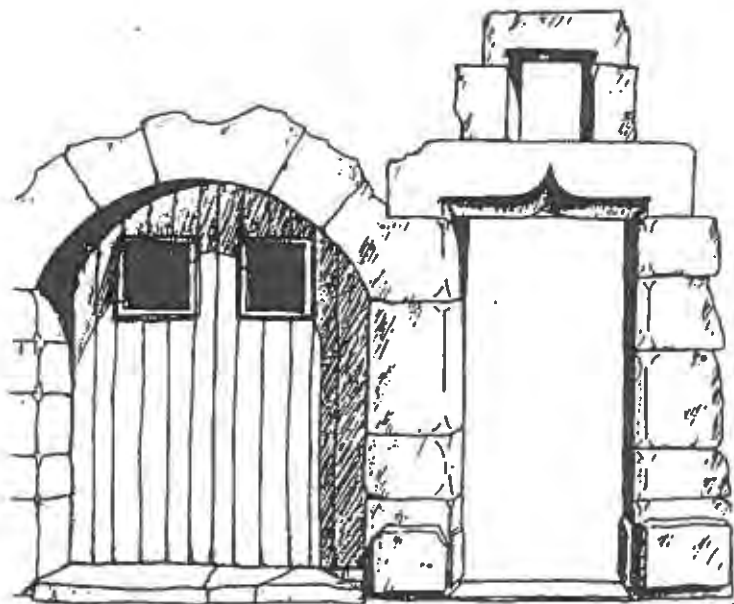
Les souches de cheminées se situent toujours ou faitage, assurant ainsi un meilleur tirage par rapport aux obstacles formés par les immeubles voisins, et offrent un parcours du conduit le plus long à l'intérieur du volume chauffé. En sortie de toiture, la section minimum doit être de 40 x 70 cm, obtenue en doublant en briques de 0,07 cm enduites, ou en pierres les boiseries du conduit pour protéger ces derniers des chocs thermiques qui détériorent les joints et créent des coulées de suie et reprendre la volumétrie traditionnelle. Le chapeau est en tuiles conoï apporeillées de manière à limiter les pénétrations d'eau, les tuiles sont scellées sur un couronnement de briques qui forment un rétrécissement final, facilitant et augmentant ainsi le tirage. Des chapeaux maçonnés sur plots de briques, de facture plus contemporaine existent aussi pour les immeubles importants évitant la dalle en ciment armé qui dénature le site. Le solin est exécuté en plomb, matériau qui autorise une bonne adaptation aux tuiles conoï avec une bande porte solin fixée sur la souche et recouverte par l'arrêt de l'enduit; dans certains cas l'enduit en continu jusqu'aux tuiles forme solin, il y a alors lieu de prendre des précautions pour assurer l'étanchéité sous l'enduit au raccord entre souche et toiture.



#### LES ENCADREMENTS DE BAIES

A Lorlon, il existe des séries d'encadrements de portes provenant de réutilisation (démolition du château ou de bâtiments médiévaux), en particulier sur les immeubles cadastrés sous le numéro 374 et donnant rue Faujas de Saint Fons, sous les numéros 260, 320, 322, 324 donnant sur la rue Cour de Bonne, sous le numéro 440 donnant rue du Four et sous le numéro 189 donnant sur la rue Haute du Verger; ces encadrements et en particulier les linteaux monolithes, doivent être impérativement conservés et mis en valeur, lors de réfections. Compte tenu de l'état de la pierre, un brossage avec une brosse dure synthétique (métal exclu) suffit, en effet la méthode est plus douce que le sablage hydropneumatique qui estompe et détériore les parties décoratives finement taillées (cordelettes, blasons, cavets d'adoucissement, chanfreins). Rue du Four (parcelle n° 440) et rue Faujas de Saint Fons (parcelle n° 374), la porte d'habitation est couplée avec une entrée de

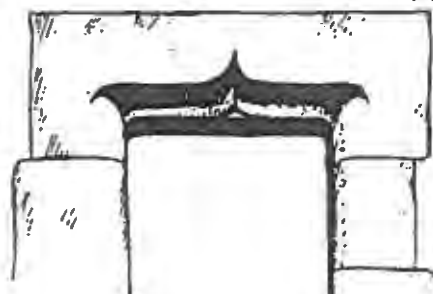
cave ou d'atelier, ces ouvrages dans leur forme et appareillage sont à conserver tel quel. Suivant la date de réfection ou de modification de la façade deux types de linteau de pierre se remarque, l'un datant du dix neuvième siècle possède un aspect régulier et précis avec une largeur constante de la pierre en solive de 1 à 2 cm du nu de la façade enduite (par exemple au 26 et au 29 de la Grande Rue, parcelle n° 267 Avenue de la République, l'enduit vient buter contre la pierre), l'autre plus oléatoire donnant aux pierres des hauteurs et largeurs irrégulières, facilitant le harpoge avec la maçonnerie du mur; pour ce dernier type de linteau le parement de la pierre n'est pas bouchardé et se situe dans le plan du mur, imposant un enduit venant mourir dessus ou un rejointoyage à joints "beurrés". Suivant les encadrements qui préexistent, lors de la réfection ou de la création d'ouverture il en sera tenu compte pour la mise en place des encadrements.



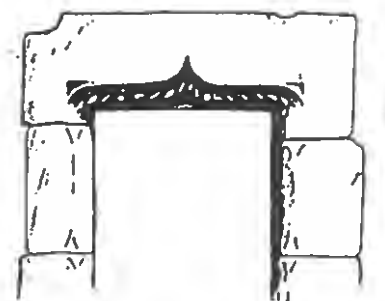
19 rue du four



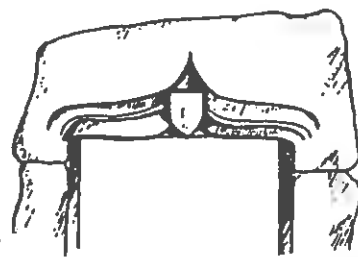
rue Faujas de Saint Fons



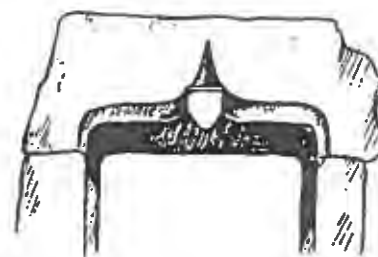
5 rue cour de Bonne



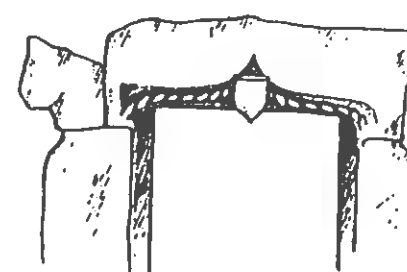
12 rue cour de Bonne



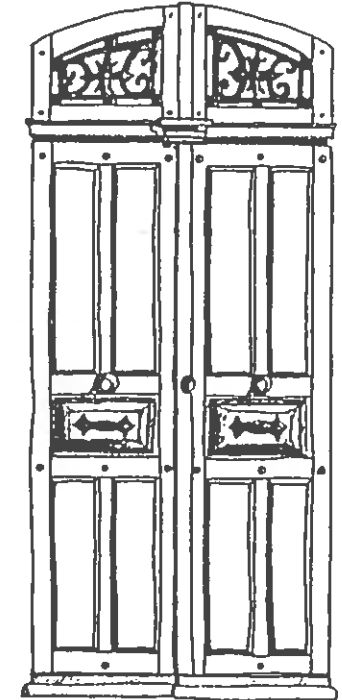
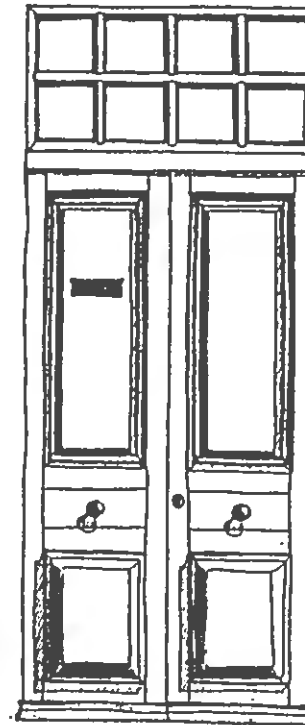
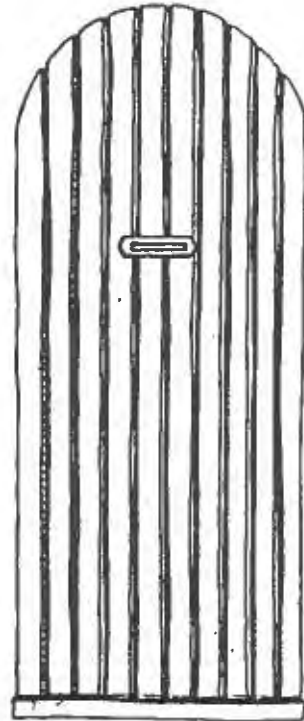
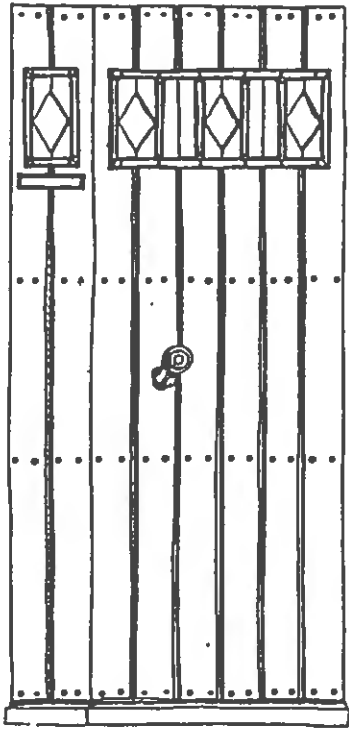
1 rue haute du vinger



9 rue cour de Bonne



3 rue cour de Bonne

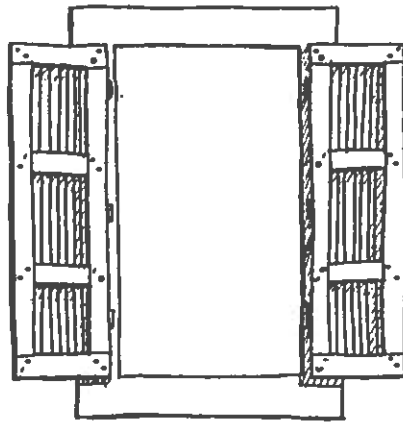


## LES BAIES / LES MENUISERIES

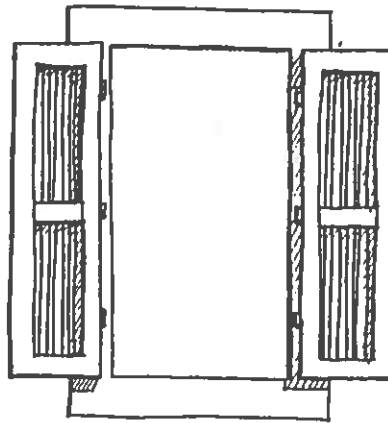
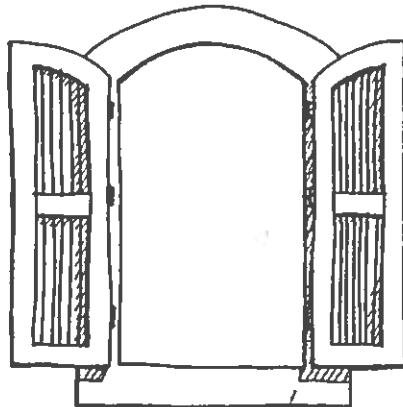
Les portes et fenêtres sont le plus souvent de formes rectangulaires, plus hautes que larges. La hauteur des fenêtres est égale à 1,5 à 1,6 fois sa largeur. On remarque ponctuellement sur le bâti antérieur au XVIII<sup>ème</sup> siècle en rez de chaussée de petites ouvertures carrées de 60 à 80 cm à côté des portes des anciens ateliers ou caves, cependant d'une manière générale, les ouvertures diminuent avec l'étage, mais au même niveau elles possèdent des mesures identiques et les appuis comme les linteaux sont alignés. Au dernier niveau, souvent pour éclairer et ventiler les combles, les baies sont carrées, ovales ou rondes et de petites dimensions (souvent 60 x 60 cm) mais dans tous les cas en proposition avec celles des étages inférieurs. La menuiserie est posée en retrait de la façade de 20 cm environ, c'est à dire dans la feuillure de la pierre d'encadrement; cette disposition est à respecter, car elle participe à l'animation

de la rue et évite des "trous noirs" lorsque les menuiseries sont situées ou au intérieur de murs épais, de plus la fermeture des contrevents en est facilitée. Le dessin des menuiseries joue un rôle important dans la physionomie de la façade et lui confère un aspect homogène ou au contraire désordonné selon le respect de l'unité de style. Plus la façade est simple, plus les menuiseries prennent de l'importance. Les fenêtres sont de type "ouvrant à la française" à deux vantaux pour les largeurs supérieures à 60 cm, avec des petits bois horizontaux créant 3 à 4 compartiments vitrés rectangulaires dans le sens vertical. Ce type de répartition du vitrage date du XIX<sup>ème</sup> siècle et s'accorde généralement avec les façades, les petits carreaux datant du XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles sont à réserver dans le cas de restauration particulière et en accord avec l'époque de construction de l'immeuble. Pour les fenêtres à

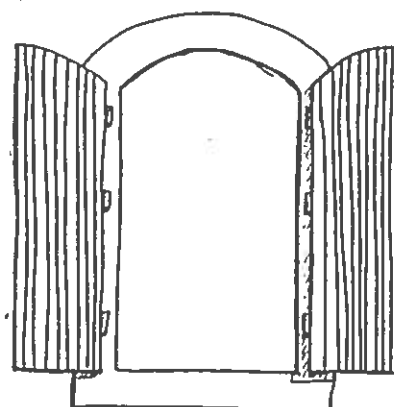
meneau de pierre (horizontaux ou verticaux), qui supportent des menuiseries à petits carreaux rectangulaires dans le sens de la hauteur ou presque carré, on peut adopter la fenêtre grand jour qui est une solution contemporaine. Les portes de caves, remises, anciens ateliers sont le plus souvent à lames verticales vissées ou clouées sur un cadre bois intérieur, système semblable à l'assemblage des volets par vis à sens contrôlé que l'on retrouve dans le midi. Les portes d'entrées varient suivant l'âge du bâtiment, pour les immeubles fortement remaniés au XIX<sup>ème</sup>, celle-ci sont souvent à 2 vantaux ou à vantail décalé, offrant un passage minimum de 80 cm, dans une baie de 150 cm, environ. L'imposte est souvent vitrée et les vantaux sont à panneaux hauts et bas embrevés dans un cadre mouluré avec une traverse intermédiaire.



Les immeubles plus anciens dont l'entrée est traitée avec des encadrements de baies en réutilisation, possède des portes à lames verticales sur l'extérieur croisées avec des lames horizontales à l'intérieur; cette facture traditionnelle est à conserver et offre de bon résultat. Les menuiseries modernes à "pointes de diamant" ou à oculus vitré nécessitant la pose d'un barreaudage de protection et de verre dépoli dénaturant la façade. Si la hauteur de la baie ne permet pas la pose d'une imposte vitrée, il vaut mieux s'abstenir de vitrer la porte. Le volet extérieur ou contrevent apparaît au XIX<sup>ème</sup> siècle, auparavant les baies se fermaient avec un volet inférieur qui se rabat dans

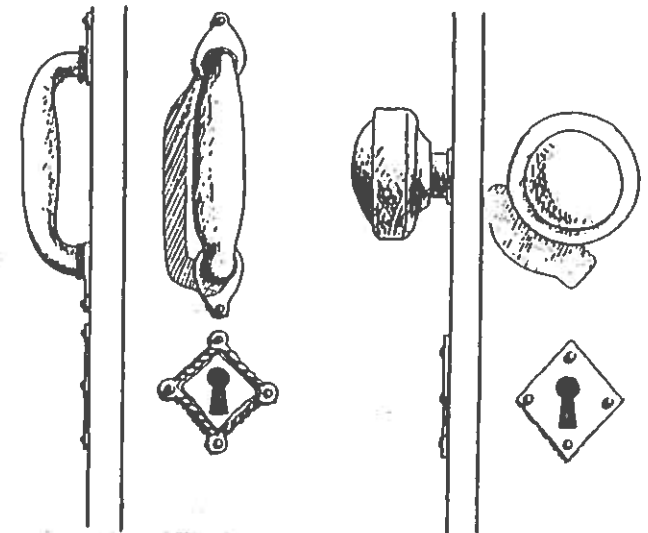


l'ébrasement des baies, cette disposition première est à conserver pour les fenêtres à meneaux. Les volets de bois sont constitués de lames verticales de 10 cm environ fixées soit sur un cadre composé de montants de 12 cm et des traverses de 15 à 20 cm décalés à l'intérieur pour former feuillure (dans les dimensions supérieures à 100 cm, une traverse intermédiaire est rajoutée), soit sur des lames horizontales (internes lorsqu'ils sont fermés) de largeurs variant de 15 à 20 cm. Cette bonne facture, donnant épaisseur et rigidité aux volets est à perpétuer. Les ferrures et pentures sur gonds sont peintes de la même couleur que le volet et discrètes.



Les menuiseries sont en bois peint à l'exception des portes d'entrée d'immeubles en bois feuillure ou de feuillure qui peuvent recevoir une lasure mat, un vernis d'aspect satiné ou imprégnées à l'huile de lin et encaustiquées; l'aluminium et ses diverses finitions, le plastique, les chossis coulissants sont impérativement à éviter car ils s'intègrent très mal dans l'environnement du centre ancien.

Les menuiseries métalliques, en acier, par la finesse des résilles, l'emploi des grandes glaces, autorisent des expériences architecturales nettement différentes de celles de la menuiserie bois, et suivent les cas ne sont pas à exclure.



#### LE FERRAGE DES MENUISERIES

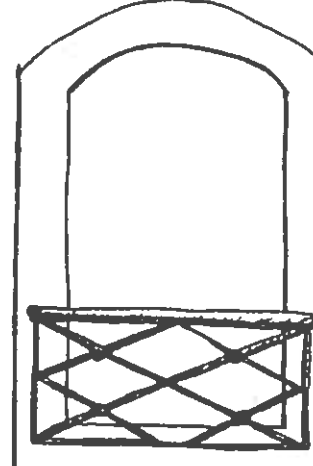
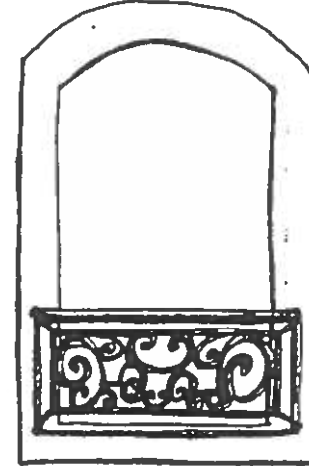
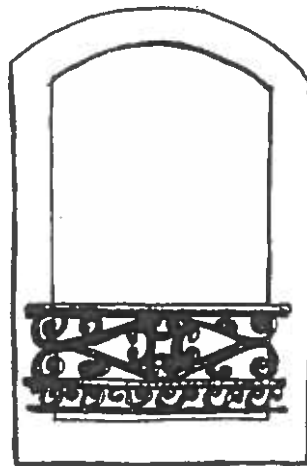
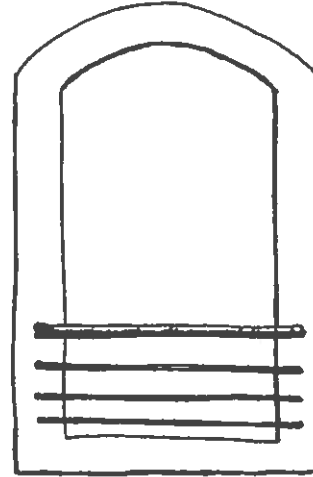
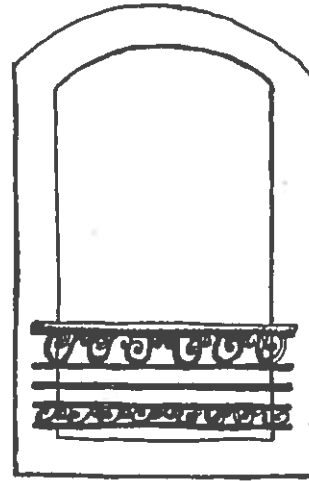
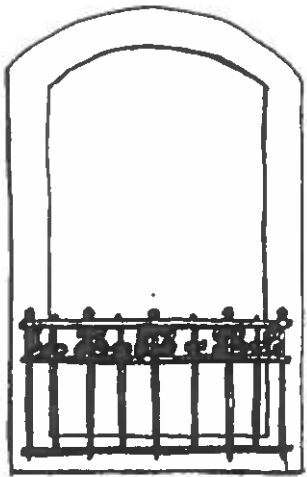
Les anciens ferrages seront conservés avec soin et peints dans la même couleur que la menuiserie. Le quincaillerie dite "rustique" en fer forcé pseudo rustique est à proscrire. Le choix doit s'orienter vers les modèles anciens qui ont fait leur preuve et dont les lignes sont simples; le type de ferrage est aussi à adopter à la menuiserie existante ou à réaliser. Pour les volets, les pentures sont droites, la fermeture est assurée par une espagnolette, à laquelle on adjoindra par vantail un crochets d'entrebaillement, ce ferrage est le plus simple, mais aussi le plus durable.

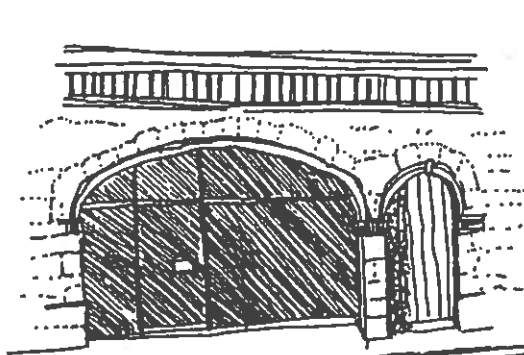
## LA SERRURERIE

Les garde corps lorsqu'ils ne préexistent pas, sont à réaliser avec des éléments du commerce de type fer corré, méplats ou ronds dont les sections excèdent rarement 45 x 45 mm, 25 x 60 mm et un diamètre entre 20 et 40 mm; leur mise en œuvre emploiera une grammaire de fer droit ou peu cintré. On optera pour un dessin simple, un garde corps de trois barres horizontales, composé de deux lisses de diamètre 20 mm et d'un demi-rond de 35/25 mm supérieure nettement plus forte et donnant du relief, reste tout à fait conforme à des ouvrages courants de XVIII<sup>ème</sup> siècle tout en reprenant un registre contemporain. Les arabesques, fers formant saillie sont à proscrire car ils ne correspondent ni à la région, ni à l'époque. Sur une même façade, pour avoir un effet d'intérêt décroissant, les garde corps du dernier étage sont les plus simples. On aura tendance à conserver ceux qui existent et présentent un intérêt pour le travail du fer comme au 38 de la Grande Rue.

Pour les garde corps, rampes d'une hauteur supérieure à 50 cm, le motif sera constitué de fers droits verticaux soudés sur une lisse bosse et haute, cette dernière d'une section légèrement supérieure, formant motif couronné (par exemple au 121 Avenue de la République); pour les modèles tendant vers plus de recherche, des variantes avec alternativement un barreau droit et un barreau sinusoïdal, ou un barreaudage vertical en épingles à cheveux utilisant la courbe sur laquelle, ou point de longueur, la main courante est soudée peuvent être envisagés. Par contre lorsqu'ils n'existent pas déjà sur la façade, les modèles en fonte imitant le fer forgé sont à éviter (par exemple le balcon au 17 de la rue Marchande).

Les barreaudages de défense, dont les plus simples pour les petites ouvertures sont réalisés avec barreaux isolés de 25 x 25 mm, scellés haut et bas, sont exécutés par réticulage, dans un plan vertical, les barreaux horizontaux scellés entre tableaux, les barreaux verticaux assemblés aux horizontaux par trous rentrés à la forge. Le travail du fer est à adopter suivant l'époque de réalisation du bâtiment, ainsi pour ceux à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle le barreaudage peut être en fers ronds de diamètre 14 à 20 mm. Les garde corps en bois sont à proscrire car non seulement ils ne durent pas dans le temps mais ne s'adaptent pas à l'ambiance du centre ancien.



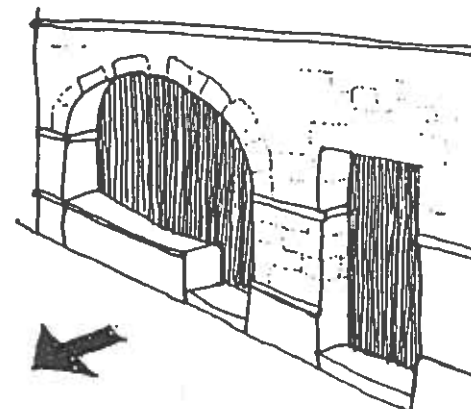
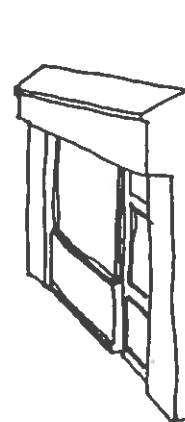


### LES DEVANTURES COMMERCIALES

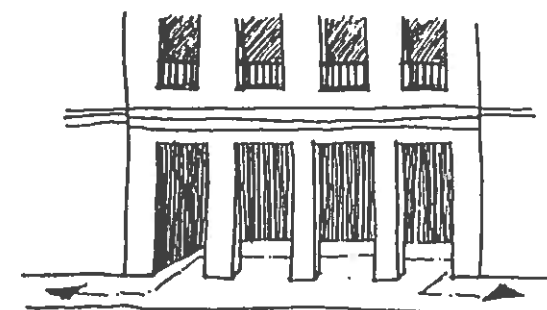
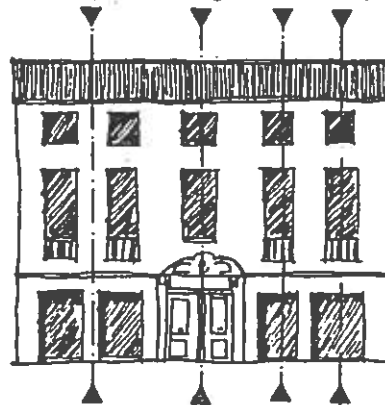
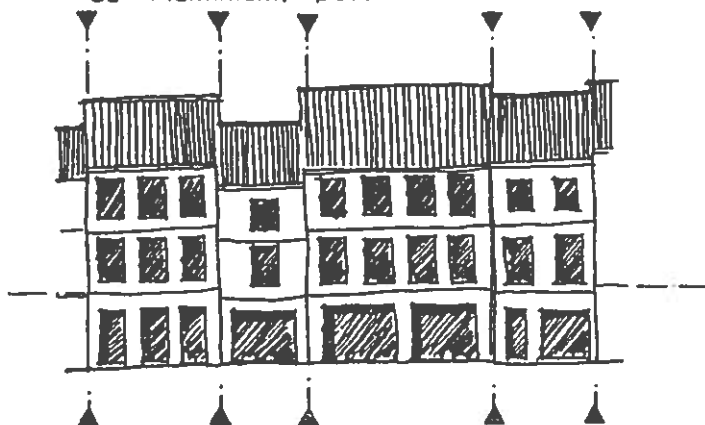
Du Moyen Age au XVIII<sup>ème</sup> siècle, les boutiques s'ouvrent sur rue par un simple percement réservé dans la façade de l'immeuble; ce percement sert parfois aussi de porte d'accès pour les véhicules et les animaux bâtés. La fermeture est assurée par des volets en bois qui sont aussi utilisés pour les étals et les auvents. A partir du siècle dernier, un décor sous forme de coffrage de bois est plaqué sur la façade devant les ouvertures (par exemple au 17 de la rue Marchande). Il est constitué d'un lambris à moulures fines au bandeaux et de pieds droits peints. Ce coffrage en bois masque parfois des boutiques ou des percements plus anciens. Lorsque l'on se trouvera en présence de percements anciens, ceux-ci seront rétablis conformément à leur position et forme d'origine, le vitrage simple, de type anti-effraction, passera une menuiserie métallique ou aluminium, posée en feuillure de



l'encadrement, entre tableaux de 125 à 20 cm, en retrait du plan de la façade. Les décors bois en applique seront repeints en respectant l'harmonie des couleurs sur la façade (enduits, volets aux étages etc...). Les marches et les seuils seront réalisés en éléments massifs de pierre calcaire locale. Les grilles à enroulement et rideaux devront être placées à l'intérieur, derrière le vitrage. Lors de la création de devantures, outre le respect des percements existants ou la simple démolition des allèges des baies en rez de chaussée en réinstallant les pieds droits d'encadrement manquants, celles-ci doivent respecter l'ordre de la rue et celui de l'immeuble où elles se créent. Les magasins participent à l'unité de la rue et contribuent à la cohérence de son paysage; la vitrine respecte le rythme du parcellaire, le rythme des hauteurs d'étages, l'alignement des façades. Les magasins ne peuvent ignorer la façade de



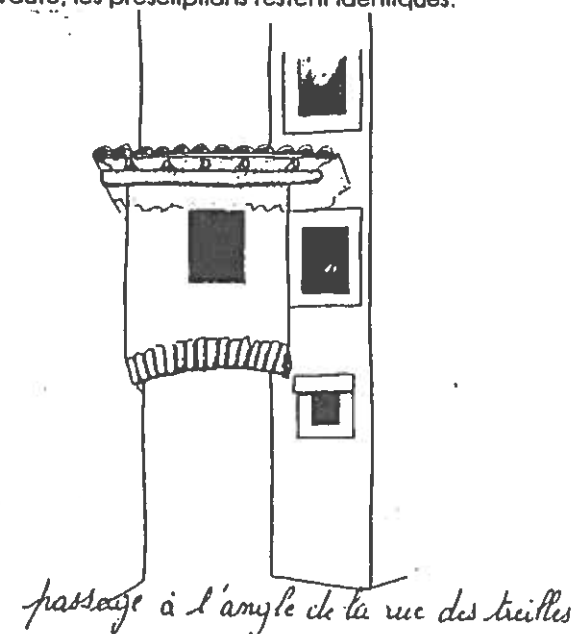
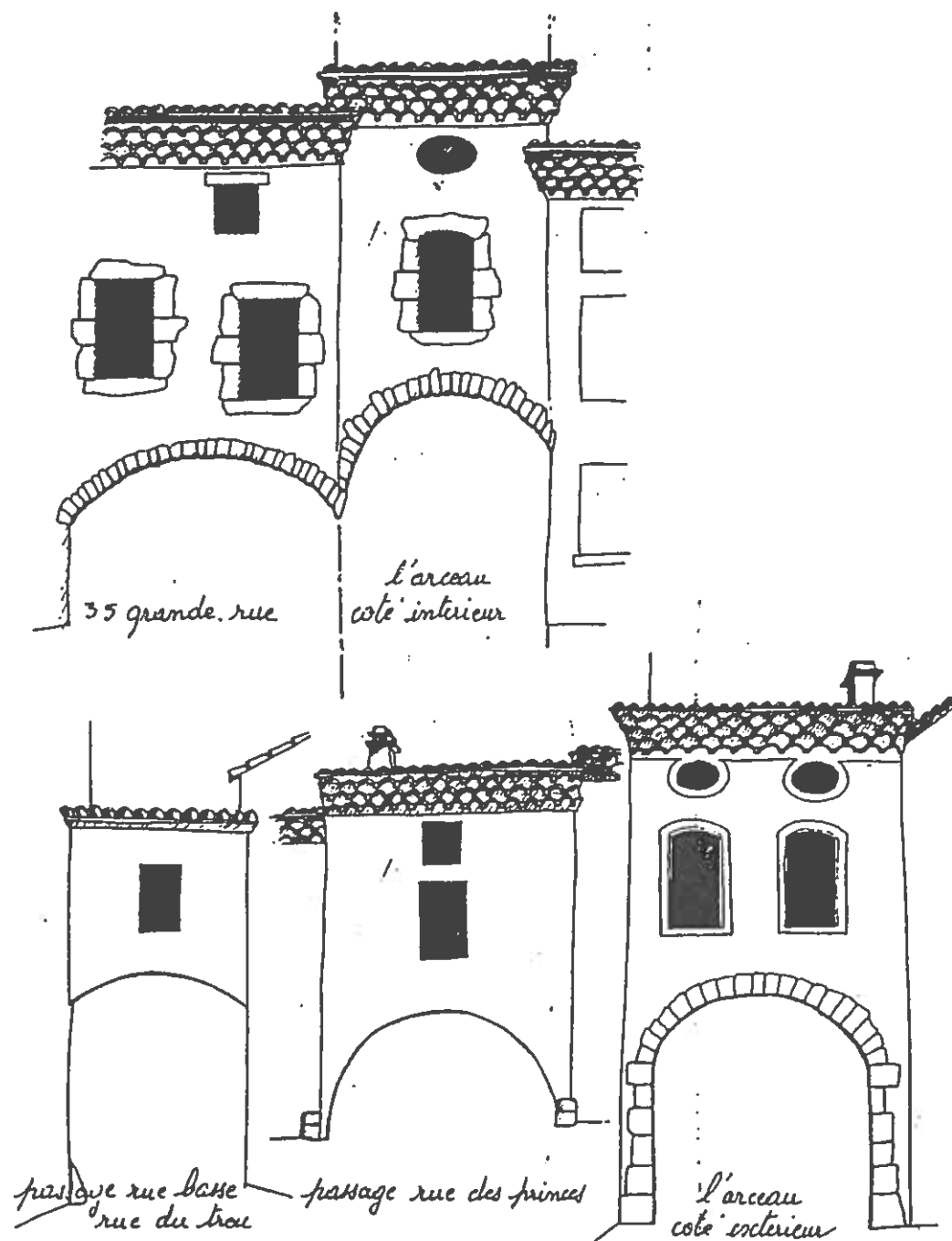
l'immeuble dans lequel ils s'insèrent; la devanture respecte l'axe des percements et les trumeaux, la symétrie et l'ordonnement de la composition générale de la façade, les piliers d'angle en coin de rue. La vitrine peut se situer en retrait de la façade de manière à offrir un passage couvert, dans ce cas la structure porteuse de l'immeuble est dégagée et conservée. D'une manière constante, le niveau commercial de l'immeuble est enduit au rejointoyé de la même façon que l'ensemble de la façade, seul les coffrages en bois échappent à cette règle. La désignation du commerce se fera en lettres détachées fixées sur la façade ou avec des enseignes en drapeau réalisées en métal plein ou en transparente; les caissons lumineux, les enseignes publicitaires comportant des indications de firmes ou de marques sont à proscrire.





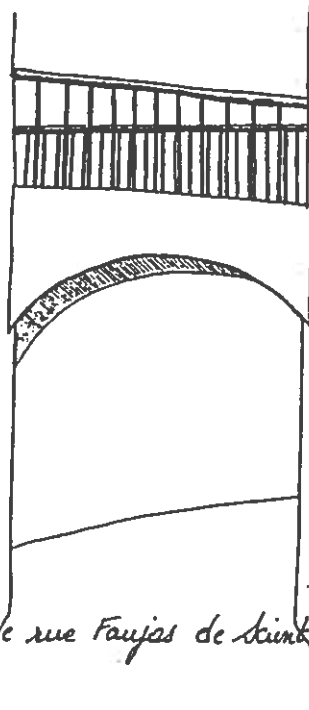
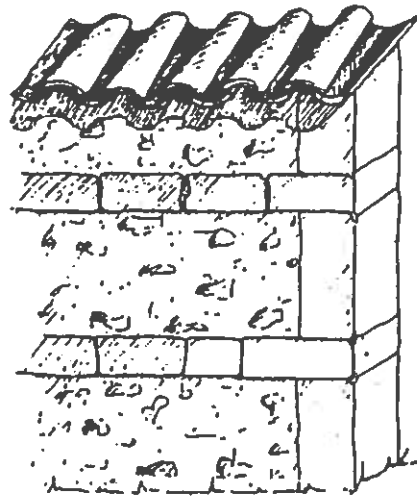
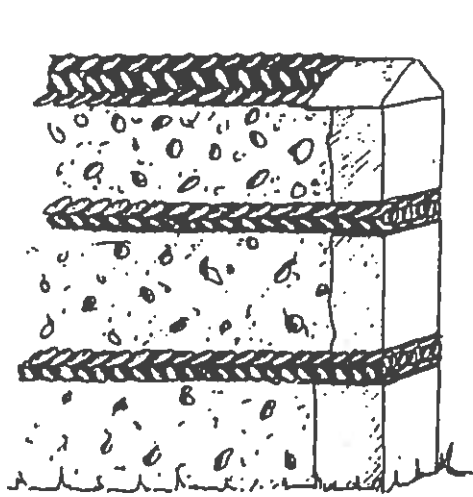
## LES PASSAGES SUR RUES

Cette appellation regroupe deux types d'ouvrages. D'une part les simples arcs entre deux façades sur ruelle qui servent structurellement à épauler et renforcer des murs dont la mise en œuvre est moins soignée que celle des façades sur une rue principale. D'autre part il s'agit de véritable pièce d'habitation qui enjambent une rue ou une ruelle. Dans la ville médiévale et classique la place à l'intérieur des remparts est limitée et lorsqu'une rue adjacente à la rue principale est tracée, on crée un passage sous l'immeuble, évitant la démolition de celui-ci. Ce type d'ouvrage comportant plusieurs niveaux a été aussi réalisé en fonction d'ouverture dans la ligne de rempart, autant de vœ de accès qui étaient fermées avec des portails suivant les moments de la journée et les périodes de l'histoire locale. Même à l'intérieur des remparts les immeubles sur arche faisaient partie intégrante du système défensif comportant une succession de ceintures. Ces ouvrages qui participent à l'histoire de Loriol, et en sont les témoins doivent être impérativement préservés et restaurés de la même manière que l'immeuble auquel il est rattaché. Dans le cas où le bâtiment repose entièrement sur une voûte, les prescriptions restent identiques.

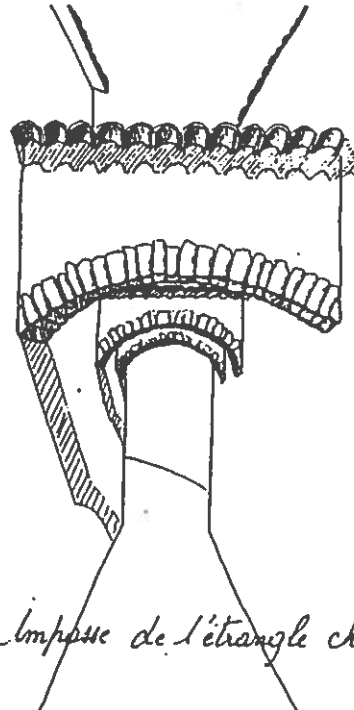


## LES MURS DE CLOTURE

Dans la partie urbaine du centre ancien, les murs de clôture sont peu nombreux, on se référera donc à ceux existants dans le quartier du Verger et sur le plateau. Généralement ils sont construits en petit appareillage de moellons de calcaire avec un couronnement au chaperon, permettant l'évacuation des eaux de pluie, constitué soit par la maçonnerie formant un arrondi en pierre et mortier, soit par un libage arrondi ou non en pierres taillées, soit par des tuiles rondes scellées au mortier. Lors de la reconstruction ou de la création de murs de clôture, ce type d'ouvrage est à reprendre avec les variantes qui s'imposent suivant la localisation dans la ville et l'immeuble auquel le mur se rattache (s'il s'agit d'un bâtiment plutôt rural le chaperon en tuiles est acceptable, par contre s'il s'agit d'une maison bourgeoise, le libage sera en pierres taillées). Des expressions diverses restent possibles; la facture du mur de clôture devant rester la plus proche de celle des façades de maisons, peut comporter des nervures qui forment chaînage horizontal tous les 50 cm et à tous les angles (l'absence de raidisseur horizontal implique des chaînages verticaux tous les 3 à 4 mètres). Ceux-ci sont réalisés avec des libages (de 40 à 70 cm de long par 40 à 50 cm de large suivant l'épaisseur du mur) ou des galets de la Drôme haudés en arrêtes de palsson, entre chaînages, une maçonnerie en tout venant de pierres est réalisée et peut être enduite. L'alternance de matériaux crée ainsi une animation pour la voie publique. Les grillages, piquets ou poteaux métalliques surmontant les murs de clôture sont à proscrire, ils renvoient à une image de banlieue qui n'a pas sa place en centre ancien. Une haie vive doublant à l'intérieur ces murs, suivant l'essence choisie, remplace avantageusement les grillages.



passage rue Faujas de Saint Fons



Impasse de l'étrangle chat

**DECLARATION D'INSTALLATION D'UN DISPOSITIF  
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Dossier à retourner au SPANC du:  
Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Val de Drôme (SIAVD)  
Ecosite – Quartier Brunelle 26 400 EURRE  
tel/fax : 04. 75. 55. 34. 39.

Commune de : \_\_\_\_\_

Dossier retiré le : \_\_\_\_\_



N° du dossier :

Déposée par

NOM, Prénom :

Adresse actuelle :

Habitant à

Téléphone :

Mobile :

Rue, lieu-dit :

Pour un projet situé à

Références cadastrales du terrain (section et N° des parcelles) :

Concernant

☐ une construction neuve faisant l'objet, le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ , de la demande de

\_\_\_\_\_

☐ la régularisation d'un dispositif d'assainissement (réhabilitation)

Nom et adresse du concepteur du projet :

Conçue par

Téléphone :

Nom et adresse de l'installateur prévu :

Installée par

Téléphone :

**Une première visite de terrain avec un technicien de nos services est  
vivement conseillée.**

**Contactez nous pour prendre un rendez vous**

## **Pièces à fournir avec ce document dûment rempli**

- **Plan de situation** de la parcelle
- **Plan de masse** du projet, précisant ( 1/200 ou 1/500) :
  - la position de l'habitation, des axes de circulation, garage, piscine, arbres, talus...
  - les pièces principales et l'évacuation des eaux usées de l'habitation, l'emplacement des différents équipements et la ventilation associée
  - les servitudes, réseaux existants et à créer
  - le système d'évacuation des eaux de pluie
  - la position des puits, sources, combes, ruisseaux, fossés,...
- Etude à la parcelle
- L'étude particulière (pour projet autre qu'habitation individuelle)

### **Choix de votre filière d'assainissement autonome**

- ☐ par le schéma de zonage (consultable en mairie)
- ☐ par une étude de sol à la parcelle, à la charge du pétitionnaire (fournir une copie du rapport)
- ☐ autre, précisez :

## Renseignements généraux sur la propriété

### Caractéristiques du terrain (utilisez les résultats de l'étude) :

- Superficie totale : \_\_\_\_\_ m<sup>2</sup>
- Surface construite : \_\_\_\_\_ m<sup>2</sup>
- Surface disponible pour l'assainissement : \_\_\_\_\_ m<sup>2</sup>
- Pente du terrain prévu pour les ouvrages d'assainissement
  - ☐ plat (< 5%)
  - ☐ faible pente (de 5% à 10%)
  - ☐ pentu (>10%)
- Nappe d'eau souterraine < 2 m de profondeur (même temporaire) ☐ oui, à \_\_\_\_\_ m ☐ non
- Cours d'eau proche, ☐ oui, à \_\_\_\_\_ m ☐ non
- Nom du cours d'eau : \_\_\_\_\_
- Direction de la pente : Nord, Sud, Est, Ouest (à préciser sur le plan de masse)
- Nature du sol à 0,50 m de profondeur :
  - ☐ terre végétale ☐ argile ☐ sable ☐ gravier ☐ roche
  - ☐ autre : \_\_\_\_\_
- Nature du sol à 1,50 m de profondeur :
  - ☐ terre végétale ☐ argile ☐ sable ☐ gravier ☐ roche
  - ☐ autre : \_\_\_\_\_
- Capacité d'infiltration de l'eau par le sol : \_\_\_\_\_
  - ☐ bonne ☐ moyenne ☐ médiocre

### Locaux à desservir :

#### > ☐ Maison individuelle

Résidence : ☐ principale ☐ secondaire

Nombre de chambres :

Nombre d'occupants permanents :

Y-a-t-il un sous-sol ? ☐ oui ☐ non  
si oui, avec évacuation d'eaux usées ?  
☐ oui ☐ non

#### > ☐ Immeuble autre qu'une maison individuelle

Précisez le type d'immeuble :  
(joindre l'étude particulière d'assainissement)

#### > ☐ Comportant d'autres locaux que ceux d'habitations

Nature des locaux et activités pratiquées :

Nombre d'usagers permanents :

Nombre maximum de personnes susceptibles d'être présentes simultanément :

### Alimentation en eau potable :

- Réseau : ☐ public ☐ puits, source ou forage ☐ autre, précisez :
- Existe-t-il un captage d'eau (puits ou forage) dans un rayon de 35 m : ☐ oui ☐ non ☐ ne sait pas  
Si oui, distance par rapport à votre système d'assainissement : \_\_\_\_\_ m  
l'eau est à \_\_\_\_\_ m  
quel est son utilisation (consommation humaine, arrosage,...) ? :

## Définition de la filière

### Implantation de la filière :

- Distance de la fosse par rapport à l'habitation : \_\_\_\_\_ m
- Distance du dispositif de traitement :
  - par rapport à l'habitation : \_\_\_\_\_ m
  - par rapport aux arbres : \_\_\_\_\_ m
  - par rapport aux limites de propriété : \_\_\_\_\_ m
  - à plus de 35 m d'un point de captage d'eau utilisée pour la consommation humaine ? ☐ oui ☐ non

### I-Le dispositif de pré traitement des eaux usées

- ☐ Fosse toutes eaux, volume : \_\_\_\_\_ L, avec pré filtre intégré ☐ oui ☐ non
- ☐ Fosse septique (certain cas de réhabilitation), volume : \_\_\_\_\_ m<sup>3</sup>
- ☐ Autre, à préciser : \_\_\_\_\_

Ventilation de la fosse : une entrée d'air est-elle prévue ? ☐ oui ☐ non

une sortie d'air située au-dessus des locaux habités est-elle prévue ? ☐ oui ☐ non

La canalisation de la sortie d'air de la ventilation est-elle munie d'un extracteur statique ou éolien ?

☐ oui ☐ non

### Dispositifs complémentaires

- Est-il prévu un bac à graisses ? ☐ oui ☐ non  
si oui, pour :
  - ☐ les eaux de cuisine
  - ☐ les eaux ménagères

volume : \_\_\_\_\_ L

- Est-il prévu un pré filtre extérieur à la fosse ?

☐ oui ☐ non

si oui volume : \_\_\_\_\_ L

- Est-il prévu un système de relevage ?

☐ oui ☐ non

si oui, volume de la bache : \_\_\_\_\_ L

- Est-il prévu d'immobiliser la fosse par une dalle d'amarrage ? ☐ oui ☐ non

- Est-il prévu de protéger la fosse par une dalle de répartition ? ☐ oui ☐ non

### II-Le dispositif de traitement des eaux usées

- ☐ tranchées d'infiltration (tranchées d'épandage) à faible profondeur
- ou ☐ lit d'infiltration (lit d'épandage)
- ou ☐ filtre à sable non drainé (lit filtrant non drainé)
- ou ☐ filtre à sable drainé (lit filtrant drainé) à flux vertical
- ou ☐ filtre à sable drainé (lit filtrant drainé) à flux horizontal (**déconseillé**)
- ou ☐ tertre d'infiltration
- ☐ autre dispositif de traitement, précisez :

*Dimensions :*

- Si tranchées d'infiltration  
nombre de tranchées : \_\_\_\_\_ longueur d'une tranchée : \_\_\_\_\_ m  
largeur des tranchées : \_\_\_\_\_ m distance d'axe en axe : \_\_\_\_\_ m
- Si autre dispositif  
superficie totale : \_\_\_\_\_ m<sup>2</sup> longueur : \_\_\_\_\_ m largeur : \_\_\_\_\_ m

*Evacuation des eaux traitées (pour les dispositifs drainés) :*

- Quel est le milieu prévu pour le rejet (tranchée filtrante, fossé, cours d'eau, puits d'infiltration,...) ? Décrivez  
.....  
.....

- Tranchée filtrante

longueur : \_\_\_\_\_ m

- Rejet en milieu superficiel (fossé, cours d'eau,...)

si vous n'êtes pas vous-même propriétaire, avez-vous une autorisation de déversement écrite du propriétaire d  
lieu de rejet prévu ?

☐ oui ☐ non si oui, la joindre à votre demande

- Rejet par puits d'infiltration

possédez-vous une dérogation préfectorale ? ☐ oui ☐ non si oui, la joindre à votre demande

**III- Destination des eaux pluviales**

- ☐ Réseau de surface (fossé, caniveau...)
- ☐ Puits d'infiltration sur la parcelle

- ☐ Rétention (cuve, mare...)
- ☐ Autre, précisez :

Observations :

**Important :**

- ☞ Le propriétaire s'engage à ne réaliser l'installation qu'après réception de l'avis favorable sur le projet et conformément au projet accepté
- ☞ Le demandeur et l'installateur sont responsables de la bonne réalisation du système d'assainissement dans son entier, conformément au projet tel qu'il a été accepté par le SPANC et conformément à la réglementation en vigueur.
- ☞ Le demandeur s'engage à **informer le SPANC de la date de commencement des travaux** et lorsque ceux-ci seront en voie d'achèvement (**avant recouvrement**).  
Ceci, afin qu'il procède à la vérification du système préalable à l'obtention de l'avis de conformité de réalisation visé par la mairie.

A  
Signature  
du demandeur

Le

A  
Signature  
de l'installateur

Le

**Avis sur la conception et l'implantation du dispositif d'assainissement non collectif**

☐ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Avis favorable sous réserves

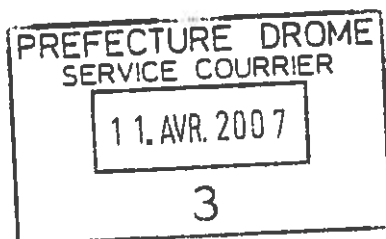
A

Le

Signature et cachet



DEPARTEMENT DE LA DROME  
COMMUNE DE LORIOLO



# Plan Local d'Urbanisme

Pièce complémentaire  
P.D.I.P.R.

---



## Nombre de Conseillers :

en exercice : 29

Présents : 22

Votants : 25

Procurations : 03

146/1998

## OBJET :

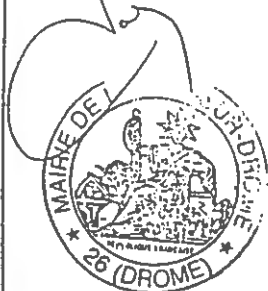
Plan départemental des  
Itinéraires de Promenade  
et de Randonnée  
(P.D.I.P.R.)

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture  
le : 19/11/1998

Publié ou Notifié  
le : 26/11/1998

Le Maire,



## EXTRAIT

### DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

\*\*\*\*\*

L'an mil neuf cent quatre-vingt dix huit . . .

Le : six novembre à 18 heures 30

Le Conseil municipal de la commune de LORIOL dûment convoqué, s'est réuni en session Ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de M. Jacques LADEGAILLERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil municipal 28/10/1998

Présents . Messieurs Jacques LADEGAILLERIE - Claude AURIAS - Daniel DIATCHENKO - Hervé MAES - Joël BERAUD - Philippe POLLIOTTI - Etienne BOUTTIER - Henri ANCE - Jacques ARCHIMBAUD - Christophe COMBOROURE - Marius SABY - René CLOT - Alain PENEL - Daniel SOUBEYRAND - Michel GAY - Christophe GAVARIN -

Mesdames Monique BACQUE - Jacqueline MIRABEL - Rosine FAURE - Aracéli PLANTIER - Lucette RODILLON - Simone FAYOLLE -

S'étaient excusés et avaient donné procuration : Messieurs Robert TEYSSERE - Jean-Marc PEYRET - Roger MASSE -

S'étaient excusés : Messieurs Jean JULIEN - Christophe MARTIN - Raymond REBOULET - Madame Lucie CATHALA -

VU la loi du 83.663 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat et notamment les articles 56, 57.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1111.1 et L 1111.2 sur la libre administration de chaque collectivité et la loi L 224131 portant gestion des biens de la commune.

VU la loi du 22 juillet 1983 qui institue les P.D.I.P.R.,

VU la délibération du 27 juin 1994 par laquelle le Conseil Général de la Drôme a décidé le principe de la mise en place d'un P.D.I.P.R.,

CONSIDERANT le dossier technique intitulé "Charte de la randonnée dans la Drôme" présenté par Monsieur le Président du Conseil Général informant :

- de la mise en œuvre du P.D.I.P.R. dans la Drôme et des implications juridiques qu'elle entraîne,
- que ce plan réunissant les délibérations des communes, doit faire l'objet d'une délibération de l'assemblée départementale,

CONSIDERANT l'inventaire des chemins ruraux et l'intérêt à préserver ceux surlignés en vert sur les tableaux d'assemblage.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- APPROUVE la sélection des chemins ruraux pouvant servir d'itinéraires de promenade et de randonnée non motorisés, tels qu'ils figurent au surligneur vert sur le tableau d'assemblage du cadastre ci-joint (ou sur état récapitulatif des chemins ruraux concernés),

.../

<u>VOTANTS</u>	25
POUR	25
CONTRE	00
ABSTENTION	00

- /.....
- S'ENGAGE** à ne pas aliéner les chemins ruraux définis ci-dessus, à y maintenir la libre circulation, à conserver leur caractère touristique, public et ouvert, et à accepter s'il y a lieu un balisage homogène départemental, notamment lorsque, promus par des cartes et guides, ces sentiers sont destinés à recevoir une signalétique touristique et à empêcher l'interruption des itinéraires et pour cela à prévoir, si le maintien du tracé initial n'est pas possible, un itinéraire de substitution,
- **DEMANDE** l'inscription des chemins ruraux énoncés ci-dessus au P.D.I.P.R. dans la Drôme.

Fait et délibéré en Mairie, le 6 novembre 1998  
**POUR COPIE CONFORME**  
 Le Maire,



## INVENTAIRES DES CHEMINS RURAUX

### PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE

N° des Chemins	Désignation	Initial		Retenu pour le PDIPR	
		Début	Fin	Début	Fin
5	Ste Catherine	VC 37	VC 17	VC 37	CR 34
7	Roudigon	CR 10 bis	Dans les bois	CR 14	Parcelle Privée ZI n°104
8	Villarde	CR 13 bis	Maison	CR 13 bis	VC 1
9 bis	Péoule léger Ferme Blanquinque	VC 22	Dans les bois	VC 22	Dans les bois
10 bis	Gardette	VC 36	Limite Grâne	VC 36	Parcelle privée ZI n°1
12	Ramières Ouest	VC 1	VC 20	VC 1	VC 20
13 bis	Ramières	VC 2	Drôme	CR 8	Drôme
14	CR 34 bis Maison	CR 34 bis	Voie privée	CR 34 bis	CR 7
16 bis	Loriol à St Pierre	CR 34 bis	VC 22	CR 34 bis	VC 22
17	Petites Daumes Nord	RD 204	VC 12	RD 204	VC 12
18	Bras de Zil Sud	VC 12	VC 3	VC 12	VC ?
21 bis	Signol	VC 6	Maison privée	VC 6	Maison privée
21	L'Hermite	VC 3	VC 13	VC 3	VC 13
22	Malleval	CR 35	Limite Cliousclat	CR 35	Limite Cliousclat
23	Loriol au Clos Chauvin	VC 22	CR 57	VC 22	CR 57
27	Long du contre canal	RD 204	Limite Pouzin	Limite Saulce Parcelle Privée ZR n°1	RD 204
34 bis	St Pierre	RD 104	CR 16 bis	RD 104	CR 16 bis
35	Sarrevin	VC 6	CR 22	VC 6	CR 22
37	Dauphin Est	CR 5	VC 16	CR 5	VC 16
55	Petites Meilles	VC 16	Digue	VC 16	Digue
57	Clos Chauvin	RD 104	CR 34 bis	RD 104	CR 34 bis

---

---

PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE N° 970

LE PREFET DE LA DROME  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 11-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 22 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur le plan joint en annexe.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures ferroviaires, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain traversé.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
VOIE FERREE "VALLEE DU RHONE"	KM 571+414 à KM 688,744	SAINT RAMBERT D'ALBON ANOANCETTE LAVEYRON SAINT VALLIER PONAS SERVES EROME GERVANS CROZES HERMITAGE GERVANS TAIN L'HERMITAGE MERCUROL PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LIVRON LORIOI SAULCE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MONTELMAR DONZERE PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE TGV"	KM 434+327 à limite départementale	LAPEYROUSE MORNAY MANTHES MORAS EN VALLOIRE SAINT SORLIN EN VALLOIRE CHATEAUNEUF DE GALAURE MURELS LA MOTTE DE GALAURE CLAVEYSON BREN MARSAT CHAVANNES CLERIEUX GRANGES LES BEAUMONT SAINT MARCEL LES VALENCE MONTELER CHABEUIL MONTVENORE MONTMEYRAN OURCHES UPIE ROYNAC MARSANNE BONUEU SUR ROUBION LA LAUPIE SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON VAUNAVEYS LA ROCHETTE EURPE CREST OIVAJEU CHABRILLAN LA ROCHE SUR GRANE ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE ROUSSAS GRANGES GONTARDES DONZERE LA GAROE ADHEMAR PIERRELATTE	1	300 m	ouvert
VOIE FERREE "LIGNE VALENCE- SAINT MARCEL"	KM 1+200 à KM 7+800	BOURG LES VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	ouvert

### Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

### Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U »;
- à une distance de l'infrastructure\* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

\* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

## Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

## Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont :

ALLAN  
ANDANCETTE  
BONLIEU SUR ROUBION  
BOURG LES VALENCE  
BREN  
CHABEUIL  
CHABRILLAN  
CHATEAUNEUF DE GALAURE  
CHATEAUNEUF DU RHONE  
CHATEAUNEUF SUR ISERE  
CHAVANNES  
CLAVEYSON  
CLERIEUX  
CREST  
CROZES HERMITAGE  
DIVAJEU  
DONZERE  
EROME  
ESPELUCHE  
EURRE  
ETOILE SUR RHONE  
GERVANS  
GRANGES GONTARDES  
GRANGES LES BEAUMONT  
LA COUCOURDE  
LA GARDE ADHEMAR  
LA LAUPIE  
LA MOTTE DE GALAURE  
LA ROCHE SUR GRANE  
LAPEYROUSE MORNAY  
LAVEYRON  
LES TOURETTES  
LIVRON

LORIOI  
MALATAVERNE  
MANTHES  
MARSANNE  
MARSAZ  
MERCUROL  
MONTBOUCHER SUR JABRON  
MONTELIER  
MONTELMAR  
MONTMEYRAN  
MONTVENDRE  
MORAS EN VALLOIRE  
MUREILS  
OURCHES  
PIERRELATTE  
PONSAZ  
PONT D'ISERE  
PORTES LES VALENCE  
ROUSSAS  
ROYNAC  
SAINT MARCEL LES VALENCE  
SAINT RAMBERT D'ALBON  
SAINT SORLIN EN VALLOIRE  
SAINT VALLIER  
SAULCE  
SAUZET  
SAVASSE  
SERVES SUR RHONE  
TAIN L'HERMITAGE  
UPIE  
VALENCE  
VAUNAVEYS LA ROCHETTE



Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux, ferroviaires et de transports en communs en site propre.

Valence le 15 MAR. 1999

Pour ampliation  
L'Adjoint au Chef de Bureau

Françoise PUKALL

Jean-Pierre MARQUIE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

31 OCT. 2006

Direction régionale  
des affaires culturelles  
Service Régional de  
l'Archéologie  
04 72 00 44 50  
Affaire suivie par : Joëlle  
Tardieu  
joelle.tardieu@culture.gouv.fr

Arrêté n° 06-416

Objet : Zone archéologique de saisine sur les dossiers d'urbanisme  
Commune de Loriol (26)

Le Préfet de la région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V ;

Vu le décret n° 2004-490 du 13 juin 2004, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment ses articles 1<sup>er</sup>, 4 à 8 et 17 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.121-1 ; L. 421-2-4 ; R.315-11 ; R.315-29 ; R. 421-38-10-1 ; R.421-9 ; R.430-5 ; R.442-3-1 et R.442-4-2 ;

Vu l'avis favorable de la Commission interrégionale de la recherche archéologique Centre-Est en date du 27 juin 2006 ;

Considérant l'importance du patrimoine archéologique recensé par la Carte archéologique nationale sur la commune de Loriol, en particulier l'oppidum protohistorique du Bois Lagier, les indices d'occupation antique dans le secteur des Crozes, ainsi que le bourg médiéval ;

ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup>

Sur le territoire de la commune de Loriol sont délimitées six zones dans le périmètre desquelles les projets d'aménagement affectant le sous-sol pourront faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Ces zones sont délimitées et identifiées sur le plan, et décrites sur la notice de présentation, annexés au présent arrêté.

## Article 2

Tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers, d'autorisation de lotir situés dans les zones déterminées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à la réalisation de l'opération d'urbanisme ou d'aménagement faisant l'objet de la demande. Il en est de même pour les décisions de réalisation de zones d'aménagement concertées situées dans les zones déterminées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Les dossiers et décisions mentionnés à l'alinéa précédent sont transmis aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles – Service régional de l'archéologie, 6 quai Saint-Vincent, 69283 LYON cedex 01) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 susvisé.

## Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Drome et notifié au maire de Loriol qui procèdera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

## Article 4

L'arrêté et ses annexes (plan délimitant les zones et notice de présentation) seront tenus à disposition du public à la mairie de Loriol et à la Préfecture de la Drome.

## Article 5

Les zones déterminées à l'article premier du présent arrêté se substituent aux zones archéologiques de consultation sur les documents d'urbanisme lorsque celles-ci ont été précédemment définies.

## Article 6

La réalisation des travaux, objets des demandes d'autorisation d'urbanisme mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, est subordonnée à l'accomplissement de mesures d'archéologie préventive, lorsqu'elles sont prescrites. Dans ce cas, les décisions d'autorisation d'urbanisme indiquent que l'exécution de ces prescriptions est un préalable à la réalisation des travaux autorisés.

## Article 7

Le Directeur régional des affaires culturelles, le préfet du département de la Drome et le maire de la commune de Loriol sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le

**31 OCT. 2006**

Pour le Préfet de la Région Rhône-Alpes  
et du département du Rhône  
par déléguation,  
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

**Hervé BOUCHAERT**

## LORIOI (26)

### NOTICE DE PRESENTATION DE ZONES ARCHEOLOGIQUES DE SAISINE

L'article L.522-5 du Code du patrimoine prévoit que dans le cadre de l'établissement de la Carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

A ce titre, ont été définies sur la commune de Lorioi, des zones dont les délimitations s'appuient sur le passé archéologique très riche de la commune, et sur le potentiel de l'urbanisation.

Les zones ainsi délimitées sont les suivantes :

#### 1 - Village

Au Moyen Age, la terre de Lorioi, comme celle de Livron relevait du domaine temporel des évêques de Valence. Cette possession leur fut confirmée par l'Empereur Frédéric 1er, en 1157. Dans le centre ville actuel sont conservés les vestiges de deux noyaux accolés : le château et le bourg castral.

Il ne reste que très peu de vestiges du château : une motte (*le chemin de la motte* est mentionné dès 1486) qui semblerait avoir déjà été en partie décapée et une demi-tour médiévale conservée en élévation, au point sommital du site. Elle a perdu une bonne partie de ses parements et son couronnement, mais elle pourrait avoir appartenu au vestige d'un donjon primitif (une tour est mentionnée en 1438). L'enceinte castrale qui s'est récemment en partie écroulée au niveau de la rue Haute du verger (côté sud de la chaussée), se poursuit dans la rue des Remparts (derrière la mairie), pour remonter par la rue des Princes jusqu'à l'esplanade de la Motte du Château où elle devait se raccrocher à la tour-donjon. Le chemin des Princes pérennise probablement le tracé d'anciens fossés

L'histoire mal connue de cette construction est étroitement liée à celle du château voisin de Livron : leur première mention (*castrum aureoli*) par lequel l'empereur confirme l'appartenance des deux châteaux au domaine temporel de l'évêché de Valence est de 1157. Ce *castrum* sur une motte, est aménagé à l'extrémité nord du promontoire. Il est de nouveau mentionné en 1184 dans le *Cartulaire de Saint-Chaffre* (charte 37), en 1238 (*castrum Aurioli*) et en 1397 (*castrum Aurroli*) Les *castra* de Livron comme de Lorioi ont été rattachés à la province du Dauphiné en 1349 et ont été des forteresses importantes dans la guerre qui opposa la Maison de Poitiers aux évêques de Valence entre 1395 et 1453, événements qui vit la transformation des bourgs et l'édification d'enceintes puissantes. Le château primitif est modifié au XVIe, à la veille des premiers troubles des Guerres de religion. Le château de Lorioi a été détruit en 1584 par les protestants. L'enceinte sera démolie en 1780 pour laisser la place au Boulevard de la République et la route nationale, l'ex RN. 7.

Aux pieds du château, vers la plaine s'est développé le bourg castral marqué par le tracé de la grande Rue. Il s'est redéployé avec l'implantation du prieuré de Saint-Romain, rattaché à l'abbaye bénédictine de Saint-Chaffres. La paroisse relève du Diocèse de Valence. L'église mentionnée dans le *Pouillé de Valence* au XIVe s. (*Capella Aureoli*) deviendra paroissiale vers 1540 (*Cura Aurioly*). Elle relève alors de l'Ordre de saint Benoit, filiation de Cluny. Sécularisée dès le XIVe s., elle est supprimée vers la fin du XVIe s., peut-être au profit de l'un des prieurés ruraux. Les dîmes appartenaient à l'évêque diocésain. L'ancienne église était située au nord-ouest de l'actuelle place de l'église. Elle a été détruite pour la construction de l'église actuelle. Le cimetière paroissial attenant, qui est aujourd'hui sous l'actuelle place de l'église, fut déplacé en 1815.

La morphologie du parcellaire, façade étroite sur rue et parcelle allongée et traversante qui se répartit de long des rues marchande et Grande Rue est d'origine médiévale.

#### 2 - Bois de Lagier

*Oppidum*, Age du Bronze ou Age du Fer ( ? )

#### 3 - Saint-Fons

Motte et château du Moyen Age

Vu pour être annexé à l'arrêté n° 06-416 du 31 OCT. 2006
--

#### 4 - Saint-Martin

Au lieu dit Saint-Martin se situait un prieuré séculier, dépendant du chapitre cathédral de Valence, qui apparaît dans les textes au XIV<sup>e</sup> s.

#### 5 - Les Crozes-sud,

A l'époque antique, implanté sur la voie domitienne, *Aureol* fait partie de la province romaine de la Narbonnaise. La plaine de Loriol (basses terres), comme celle de Livron conserve les traces de la centuriation (cadastre B) de la colonie romaine de Valence (postérieur au I<sup>er</sup> s. av. J.-C.). De nombreux indices tendraient à montrer qu'une occupation, attestée jusqu'au III<sup>e</sup> s., se serait développée au pied du village actuel. Des travaux de voirie récents ont livré dans les tranchées des vestiges de *villa* (hypocauste....) au nord de la D 104, au quartier des Crozes-sud.

Chapelle de Crozes.

Saint-Pierre

Au quartier Saint-Pierre, l'église dont les vestiges visibles, au bord de la route actuelle, sont modernes, relevait également du chapitre cathédral de Valence. Ceux de l'ancien prieuré seraient conservés au sud de cette dernière, dans une grosse maison qui a fait l'objet de restaurations récentes. Aux cours de ces travaux, des ossements auraient été découverts.

La Gardette

Au lieu-dit La Gardette, un château d'époque médiévale est transformé à l'époque moderne. Sur la carte IGN, deux exploitations lui semblent liées : la Ferme de la Gardette au nord, et ferme de la Gardette au sud).

#### 6 - Marnas,

Au lieu-dit Marnas, des vestiges, non datés et mal identifiés (un établissement thermal ?) ont été repérés par prospection aérienne.

Vestiges d'époque récente

La maladière

Au XIV<sup>e</sup> s., une commanderie de l'ordre de Saint-Antoine, *preceptorium sancti anthonii de Liberone* s'implante au quartier qui portera son nom (Saint-Antoine). Elle est supprimée au XV<sup>e</sup> s.. Dans ce même quartier Saint-Antoine, à proximité de la Grande Fontaine, le principal point d'approvisionnement en eau de la ville depuis sa création, au lieu-dit La maladière, L'hôtel-Dieu, essentiellement léproserie, est construit en 1540.

Vu pour être annexé  
à l'arrêté n° 06-416  
du 31 OCT. 2006



**Zones archéologiques de saisine des services de la préfecture de région  
(Direction Régionale des Affaires Culturelles)**

